

Des luttes et des congrès :

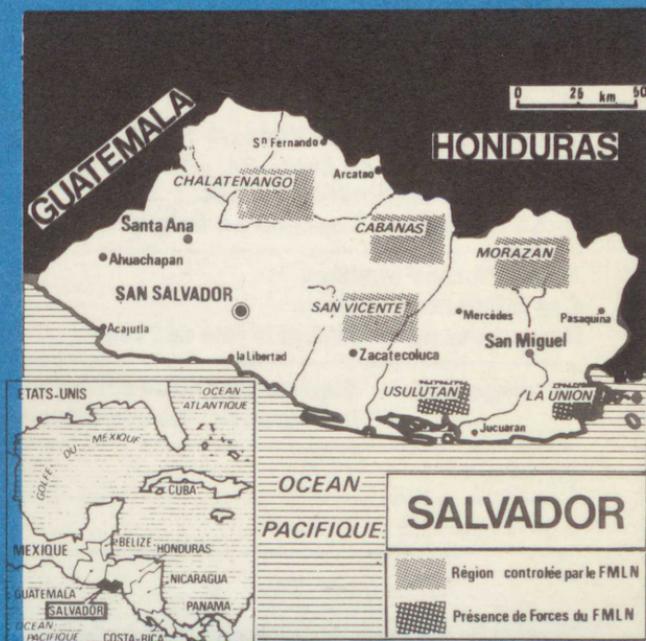
- « RÉNOVER ET AGIR »
- LE 24<sup>e</sup> CONGRÈS DU PCB
- « SOLIDARITÉ ET PARTICIPATION »

Suza Nudelhole  
**NON-ALIGNEMENT**

Anicet Mobe-Fansiamia  
**INTELLECTUELS ZAÏROIS**

Pierre Joye  
**LE C.M.E. ET LE RÔLE DE L'ÉTAT**

Dossier :  
**LE SALVADOR, LOIN DU VIETNAM ?**



**cahiers  
marxistes**

*La profondeur de la crise, la complexité des problèmes qu'elle pose en Belgique et dans le monde rendent indispensables l'échange d'idées et d'expériences entre progressistes.*

*C'est une des raisons d'être des CM.*

*Dans cet esprit, la revue publie des documents authentifiés, des débats à plusieurs voix, ainsi que des textes qui n'engagent que leur auteur. Leur objectif est le même : stimuler réflexion et action.*

## Sommaire

---

### **Des luttes et des congrès :**

- Claudine Cyrès, Philippe Fraschina, Rosine Lewin  
**« Rénover et agir » : un congrès pour des temps meilleurs** p. 2
  - « Pour un parti plus uni sur des positions plus claires »  
(résolutions du 24<sup>e</sup> Congrès du PCB) p. 10
  - Rosine Lewin  
**La mise sur orbite de Solidarité et Participation** p. 26
- 

Susa Nudelhole

**Non-alignement** p. 29

---

### **Salvador :**

- Patrice Granville  
**Le Salvador, loin du Vietnam ?** p. 31
  - **Le Document de Santa Fe, une affirmation de l'hégémonie des USA en Amérique latine** p. 36
  - **Le Salvador et l'opinion en Belgique** p. 38
- 

Anicet Mobe-Fansiamama

**Ces intellectuels zaïrois** p. 42

**Remarques sur le CME et le rôle de l'Etat** p. 49

---

En diagonale — **(Re)valoriser notre action culturelle** p. 55

— **Immigration : les colporteurs de l'intolérance** p. 57

---

En revues p. 61

---

A livres ouverts p. 64

---

*Dessins de Stéphane Mandelbaum (voir en page 3 de couverture)*

### **Comité de patronage :**

Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve •

### **Comité de rédaction :**

Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Claudine Cyrès, Augustin Duchateau, Pierre Ergo, Serge Govaert, Jean-Jacques Heirwegh, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Christine Renard, Claude Renard, Christian Vander-motten, Jean-Paul Vankeerberghen, Benoît Verhaegen.

**Rédacteur en chef :** Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotté

# Des luttes et des congrès

Deux congrès politiques se sont tenus fin mars, à une heure chaude : entre une grève des enseignants et une grève générale au Borinage, au même moment qu'une manifestation nationale de la CSC dans la capitale. Arrêts de travail, marches et manifestations ont une seule et même source : la politique néo-libérale de MM. Martens, Gol et consorts, qui frappe durement la population laborieuse, en aggravant la crise.

Les organisations syndicales — la libérale comprise — s'accordent à condamner les mesures régressives prises à la faveur des pouvoirs spéciaux. Mais elles ne s'accordent ni sur l'ensemble du diagnostic ni sur les objectifs à atteindre ni sur les moyens d'action. Des pesanteurs — de caractère régional ou idéologique — freinent et morcellent le mouvement.

Ces pesanteurs sont très perceptibles sur le plan politique. Les partis socialistes (PS et SP) s'appliquent surtout à préparer les élections communales du 10 octobre; dans cette perspective, il leur importe de laisser se dérouler l'expérience néo-libérale, même si elle entraîne des ravages, car ces ravages peuvent être électoralement payants.

La Démocratie chrétienne est à bout de souffle : ouvertement désavoués par le Mouvement Ouvrier chrétien, ses ministres (Maystadt, Hansenne) ont accepté de servir d'alibi progressiste à Jean Gol et Etienne Knoops. Côté flamand, où n'existe pas de DC structurée, les tensions existent entre l'aile « travailliste » du CVP — personnifiée au gouvernement par Jean-Luc Dehaene — et le Mouvement Ouvrier chrétien, mais elles sont provisoirement neutralisées par les oppositions entre Flandre et Wallonie. C'est ainsi qu'un mécontentement très réel, une combativité éclatante cherchent — sans encore les avoir trouvées — les formes d'action susceptibles d'entraîner tout à la fois actifs et sans-emploi, Flamands, Wallons et Bruxellois, immigrés et Belges, cheminots et sidérurgistes, enseignants et employés.

Nous donnons ci-après une analyse du congrès « Rénover et agir » du PS, les résolutions du 24<sup>e</sup> congrès du PCB, une note sur le lancement par le MOC d'un « Mouvement politique ».



CLAUDINE CYPRÈS  
PHILIPPE FRASCHINA  
ROSINE LEWIN

## « Rénover et agir » : un congrès pour des temps meilleurs

Le 12 janvier 1982, Guy Spitaels, président du PS, présentait à la presse un épais document préparatoire au congrès « Rénover et agir » dont il prenait seul la responsabilité. Car cette « brique » n'avait aucune couverture officielle, précisait Spitaels. Sa fonction : ouvrir le débat. C'était, explicitement, une « pièce à casser » (\*)

Elle n'a pas été démolie : on en a retrouvé des pans entiers au congrès national des 27 et 28 mars. mais entre ces deux dates, il s'est passé pas mal de choses.

D'assemblées locales en congrès fédéraux, les militants du PS ont élaboré 200 pages d'amendements. Tous ne sont certes pas d'importance égale, mais nombre d'entre eux portent sur des problèmes sérieux, centraux même. C'est le cas par exemple pour les amendements relatifs à la nature de la crise, au rôle des multinationales, à la stratégie industrielle, à l'initiative économique publique, à l'environnement, à la coopération au développement, aux immigrés. La plupart témoignent du souci de préciser ou d'approfondir le projet initial. On peut croire que le contexte des âpres luttes sociales, qui se sont déroulées de janvier à mars en Wallonie, aura rappelé aux militants du PS et la gravité de la crise, et la violence des agressions gouvernementales contre le monde du travail, et la combativité ouvrière. La pression des luttes ambiantes n'a cependant pas amené le congrès à entrer de plain-pied dans l'arène pour apporter son appui aux luttes en cours.

L'hebdomadaire « Combat » estime même que ces luttes ont éloigné certains militants de base, à Liège, de la préparation du congrès. « A Liège, la base avait autre chose à faire que d'étudier " Rénover et agir ". La fédération liégeoise du PS n'a donc pas entièrement joué le rôle qui aurait dû être le sien », note « Combat » du 2 avril.

Quoi qu'il en soit, la motion votée dimanche 28 mars à l'unanimité moins cinq voix porte pour l'essentiel sur le moyen terme. Et si certains chapitres sont marqués par une volonté de radicalisme, si certaines

---

(\*) Voir dans CM de février 1982 : Le rapport Spitaels, par Pierre JOYE.

mesures proposées sont positives, ils ne neutralisent pas à notre sens les recommandations de « modération salariale » et d'« amélioration de la productivité » figurant au chapitre 7. Pas plus qu'ils ne font oublier quelques silences persistants, quelques carences anciennes. Nous y reviendrons.

Avant d'examiner la portée de certains amendements retenus par le congrès, indiquons qu'en plus des quatorze congrès fédéraux (Wallonie + Bruxelles) se sont aussi tenues, à l'initiative notamment du Mouvement des Jeunes Socialistes, des « conventions ouvertes » auxquelles étaient conviés des militants progressistes non affiliés au PS. Excellente initiative qui n'a pas connu le succès qu'elle méritait, peut-être tout bêtement pour des raisons de dates et de retard dans les invitations. Mais initiative qui s'inscrivait pleinement dans une perspective de rassemblement des progressistes ignorée au départ par le président Spitaels.

## QUELLE CRISE ?

Au niveau de l'analyse de la crise, des « amendeurs » ont pris soin de compléter les considérations initiales sur l'effet de la crise pétrolière.

« Il est impossible de faire de ceci, comme trop d'économistes conservateurs, l'explication centrale du dérèglement profond qui s'observe dans le fonctionnement du système capitaliste dès la fin des années soixante. (...) Le système capitaliste ne satisfait que les besoins solvables. Il y a donc à la fois crise de « surproduction » relative et sous-utilisation des capacités de production dans le monde occidental et situation de pénurie pour les 4/5<sup>mes</sup> de l'humanité. Tandis que les chômeurs se comptent par dizaines de millions dans la zone des pays industrialisés de l'OCDE et que la course aux armements joue un rôle de soutien à l'économie de plus en plus inquiétant, les centres dirigeants du monde capitaliste paraissent incapables d'enclencher un New Deal qui sauva le capitalisme américain des années 30. Bien au contraire, le regain de faveur des théories monétaristes les plus vétustes et leur application avec Reagan aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne avec Thatcher, plus brutalement en Amérique latine où ils incluent le modèle du fascisme militaire, suggère une orientation de plus en plus dure vers la déflation, au risque de provoquer une crise d'effondrement du type 1929.(...) Telle est la véritable dimension de ce qu'on appelle la crise, mot inadéquat pour désigner une phase de longue durée, crise qu'il est risible de ramener au seul facteur des coûts énergétiques ou salariaux. »

Face à la crise ainsi définie, le PS propose une relance sélective de l'économie — impliquant un soutien à l'investissement pour renouveler la structure industrielle, mais exigeant par ailleurs le maintien du pouvoir d'achat. La motion finale ajoute à cet égard : « Les rémunérations et les allocations doivent être plus que jamais préservées intégralement par l'indexation. »

Dans le cadre de cette stratégie à moyen terme, qui postule « un meilleur équilibre entre le secteur industriel exposé à la concurrence internationale et les secteurs protégés de cette concurrence où se réfugient les profits », le PS réclame la régionalisation non seulement des cinq secteurs industriels encore nationaux, mais aussi de l'agriculture, de la recherche, des grands travaux d'infrastructure et de travaux hydrauliques, de la filière nucléaire, du commerce extérieur.

Tout ce chapitre sur la régionalisation de l'économie est nouveau.

Il comporte un développement sur « l'approfondissement de la régionalisation du crédit », qui justifie la mise sur pied dans les régions wallonne et bruxelloise d'un secteur public régional du crédit, « fort, puissant, efficace et sans contrainte, face au secteur privé ». L'organisme en question résulterait de la fusion, sur le plan régional, des institutions publiques de crédit.

## **LES CHOIX OPÉRÉS AU CONGRÈS MÊME**

Si le gros du travail d'amendements avait été synthétisé avant la tenue des assises nationales, un certain nombre de choix restaient à opérer le 28 mars. C'est ce qui a été appelé « les fourches » du congrès. Deux options étaient en présence, dans les trois domaines que voici :

### **Impôt sur le patrimoine**

1) *Le PS réclame l'instauration immédiate d'un impôt sur le patrimoine mobilier et immobilier accompagné de l'établissement d'un cadastre des fortunes.*

2) Parce que la lutte contre l'évasion des capitaux n'est pas suffisamment efficace, le PS renonce temporairement à l'instauration d'un impôt sur le patrimoine.

### **Impôt des sociétés**

1) *L'exonération des bénéficiaires réinvestis ne peut être que temporaire, l'impôt restant dû, quoique non perçu aussi longtemps que l'activité et l'emploi pour lequel l'exonération est accordée sont maintenus. Elle n'est accordée de façon générale qu'aux entreprises industrielles et indépendantes de groupes, n'ayant d'autre activité que la production, la vente de leur produits et l'ingénierie. Pour les sociétés dépendant de groupes, elle n'est consentie qu'en contrepartie d'engagements précis relatifs à l'investissement et l'emploi, placés sous contrôle ouvrier et sous contrôle régional.*

2) Levée d'un impôt des sociétés « standard » (sur les bénéficiaires réservés et distribués) où des règles de détermination de l'impôt seraient fortement simplifiées et qui serait débarrassé de tout incitant fiscal; transformation de cette aide invisible en subside directe et sélective accordée au secteur privé sur base de contrats-programmes s'inscrivant dans le cadre de la planification et à contrôler en termes d'emplois, de types d'investissements, de participations ou de développement technique ou commercial.

### **Réforme des holdings**

1) Pour le PS, il convient d'inciter les holdings à choisir entre le rôle de placeur financier et celui de responsable associé à l'initiative industrielle privée, tout en les contraignant à se doter de puissants instruments de gestion moderne prouvant leur capacité d'initiative dans l'économie nationale et dans le redéploiement industriel de celle-ci, ainsi qu'en identifiant de manière sérieuse les responsabilités respectives de leurs composantes.

2) *Dans la perspective d'une nationalisation, le PS préconise une réforme radicale des holdings prévoyant : leur mise sous contrôle public, l'autonomisation poussée de filiales industrielles jouant un rôle*

*clé dans le développement régional, la nationalisation des participations dans le secteur de l'énergie, la scission complète des holdings et du secteur financier (banques et assurances).*

Ce sont les délégués au congrès national qui ont choisi entre les deux options de chacune de ces « fourches ». L'option retenue (dans notre texte, en italiques) a respectivement obtenu :

- 1) 406 voix, 28 contre et 183 abstentions
- 2) 382 voix, 224 contre et 11 abstentions
- 3) 611 pour, 2 contre et 4 abstentions.

Une autre « fourche », concernant la durée du travail, avait trouvé sa réponse en commission, sans vote, mais par un consensus très large sur la première des deux branches de l'alternative :

### **Durée du travail**

1) *Le coût de la réduction de la durée du travail est pratiquement absorbé par l'amélioration de la productivité et le progrès technique; il n'y a pas lieu dès lors de procéder à une réduction salariale correspondante.*

2) Dans le but de favoriser la compétitivité des entreprises, une réduction salariale (sous diverses formes possibles) correspondante, absorbera le coût de la réduction de la durée du travail, qui ne serait pas directement couvert par l'amélioration de la productivité.

Ces votes et ce consensus méritent qu'on s'y arrête.

D'abord pour noter que des congrès fédéraux n'avaient pas indiqué leur préférence pour telle ou telle option, s'en remettant complètement à leurs délégués au congrès national. Pour des militants qui se revendiquent d'un socialisme autogestionnaire, cette délégation de pouvoirs peut paraître singulière.

Ensuite pour regretter que la fourche relative à l'impôt des sociétés soit de compréhension peu aisée et que l'option retenue reste fort vague à propos du contrôle du réinvestissement des bénéficiaires : « contrôle ouvrier », dit-il, sans autre précision. Pour regretter aussi que, lors du vote sur la taxation du patrimoine, l'amendement liégeois ait été pratiquement balayé. Cet amendement prévoyait une harmonisation à l'échelle de la CEE des législations en la matière. Le prendre en compte sans toutefois attendre pareille harmonisation pour agir en Belgique pouvait apparaître comme raisonnable... Enfin, nous nous étonnerons que la « bonne » option en matière de réduction du temps de travail, celle qui refuse une réduction salariale parallèle, admette le parallélisme entre durée réduite et productivité accrue. Comment dès lors concevoir l'ouverture de l'embauche ?

### **15 MINUTES PAR FÉDÉRATION**

Le congrès du PS a tenu la gageure de ne siéger pratiquement qu'un jour et demi. Samedi matin, il entendait un exposé du ministre français J.P. Chevènement. Et le président de séance, Guy Coëme devait souligner qu'il n'y avait rien de fortuit dans le fait que le seul orateur étranger fût venu de France. Le seul orateur du congrès à parler d'union de la gauche. Dimanche matin, le travail s'effectua en 8 commissions. Quant aux orateurs en séance publique, l'unique porte-parole

de chaque fédération avait droit à 15 minutes. Il y eut des tonalités diverses — Claude Desama (Verviers), J.P. Thiry (Brabant Wallon), Anne-Marie Lizin (Femmes) et Marc Thommès (Jeunes) donnant, nous a-t-il semblé, la tonalité la plus vigoureuse ou la plus critique. Divers signes indiquent que le Mouvement des Jeunes Socialistes a tenté de peser sur le congrès pour amener le parti à occuper « les nouveaux terrains ». De fait, les JS ont beaucoup apporté au chapitre sur la vie associative, chapitre très largement enrichi par des amendements sur la politique d'environnement, les handicapés, les troisième et quatrième âges, les immigrés. Reste à voir si cet apport est en passe d'être assimilé par l'ensemble du parti.

Une parenthèse à propos des amendements relatifs aux droits des immigrés. Ces amendements, comblant un vide spectaculaire du document initial, défendent un certain nombre de principes essentiels : le combat socialiste en faveur des immigrés doit s'inscrire dans une double perspective — la lutte pour résorber des inégalités de droits et pour résorber des inégalités spécifiques. En ce qui concerne le premier volet de ces luttes, les amendements proposés au congrès rappellent la signification de la loi du 15 décembre 1980 sur le séjour des étrangers et déclarent que cette loi « doit encore se compléter de réformes visant la suppression des discriminations frappant la population étrangère en matière d'accès au bénéfice de certains droits sociaux et d'admission à l'exercice de droits civiques concrétisés à terme par l'octroi du droit de vote et d'éligibilité au plan communal. L'exercice de cette dernière prérogative devrait bien entendu s'accompagner d'obligations corrélatives de même nature que celles qui sont imposées au citoyen belge. Dans le même ordre d'idées, il convient de faciliter, pour ceux qui le désirent, l'accès à la nationalité. »

Très curieusement, ces amendements ont été dotés d'un « erratum » pour le bout de phrase qui concerne le droit de vote et d'éligibilité au plan communal. L'erratum introduit la phrase suivante : « Le PS soutiendra, dans le respect des règles constitutionnelles belges, toute initiative visant à l'octroi au plan communal, du droit de vote aux immigrants ressortissants des pays membres de la CEE. » La modification est conforme aux initiatives prises dans ce domaine par Ernest Glinne. Mais pourquoi appeler « erratum » ce qui est un contre-amendement ? Fermons la parenthèse.

## **ÊTRE OU NE PAS ÊTRE AU BALCON**

Pour évaluer l'impact que les résolutions du congrès « Rénover et agir » peut avoir sur la pratique quotidienne du PS, il nous semble que l'examen du discours de clôture de Guy Spitaels ne manque pas d'intérêt.

Le président s'est d'abord attaché à démontrer que ni lui, ni son parti n'étaient, au cours des luttes sociales, « restés au balcon ». Ce reproche d'attentisme distant, les communistes n'avaient pas été les seuls à l'articuler et Guy Spitaels lui-même l'avait en quelque sorte alimenté quand, présentant sa « brique » à la presse en janvier, il avait déclaré : « ... Il faut d'abord que la population expérimente la pleine dimension de la politique néolibérale ».

Le 28 mars, devant le congrès, Guy Spitaels s'explique. Le PS, dit-il, n'est pas resté au balcon. En effet, il a réuni à Namur le 8 mars les délégués socialistes d'entreprises et par des contacts syndicaux, il a pesé en faveur d'un appui réciproque prolongé entre Liège et Charleroi, Les mandataires socialistes se sont trouvés en tête des manifestations, y compris les plus passionnées. Guy Mathot a pris l'initiative de la manifestation de Seraing le 25 mars. Les groupes parlementaires ont apporté un appui financier, avec un effort spécial des élus borains, aux travailleurs en lutte. Voilà les arguments présidentiels.

On nous permettra de les trouver fluets. Ah ! certes, la réunion de Namur a été inhabituelle et rencontrait une aspiration de la base. Certes, la présence de Guy Spitaels était très visible au départ de la manifestation des sidérurgistes wallons du 16 mars. Et il est incontestable que sous la pression de leurs électeurs, des mandataires borains se « sont mouillés » lors de la grève interprofessionnelle du Borinage. Mais il n'y a pas lieu de se vanter d'avoir impulsé la manifestation interclassiste de Seraing, où Guy Mathot a fourni des alibis « patriotiques » au PRL et au PSC, promus défenseurs de la Wallonie et de sa sidérurgie au même titre que les forces ouvrières ! Et dans l'ensemble, rien dans les arguments de Spitaels n'infirme que le PS a bel et bien choisi l'attentisme — un attentisme que la vigueur des luttes a à peine bousculé. Car ni avant, ni pendant le congrès la direction du PS n'a offert à ces luttes un débouché politique mobilisateur. Le reste du discours présidentiel, dont nous poursuivons l'analyse, le prouve.

A l'heure où la bataille est engagée, surtout en Wallonie, contre les trains de mesures gouvernementales qui agressent le pouvoir d'achat et démantèlent la sécurité sociale, Guy Spitaels réaffirme solennellement à la tribune du congrès que l'hypothèse de la chute du gouvernement Martens-Gol est purement gratuite. Il accepte néanmoins de préciser ce que ferait son parti s'il se retrouvait au pouvoir central. Il déclare qu'il ne s'en prendrait pas aux VIPO, aux jeunes chômeurs, chômeuses et prépensionnés, et qu'il détaxerait en même temps achats et ventes d'or ou plus-values de terrains. Il défendrait le plan du 15 mai 1981 pour la sidérurgie. Il s'opposerait au licenciement de milliers d'agents des services publics. En matière de finances publiques il assainirait autrement que par des licenciements, des suppressions de trains ou des augmentations de tarifs. Il encouragerait le pluralisme dans le domaine scolaire, hospitalier et universitaire. En ce qui concerne l'indexation il déclare « les socialistes francophones ont mené une bataille décidée pour le maintien de l'index et leur position demeure intangible pour demain. mais dans l'immédiat des décisions ont été prises par d'autres qui sont irréversibles sur le plan strictement monétaire comme pour les mesures d'accompagnement. Ne pas en tenir compte relève du somnambulisme. Mais nous n'accepterions pas la baisse du pouvoir d'achat ordonnée par le gouvernement, d'une ampleur telle qu'elle va au delà des effets négatifs de la dévaluation. Nous en restituerions une marge déterminée du prélèvement actuel sous forme soit de pouvoir d'achat, soit d'une réduction de la durée du travail ».

Qu'est-ce à dire sinon que le président du PS laisse prévoir à terme une correction partielle et graduelle des agressions gouvernementales contre la sécurité sociale et les services publics, et qu'il envisage un

éventuel ramolissement du gel de l'indexation, consacrant pour l'essentiel la ponction sur les rémunérations et allocations sociales perpétrée en vertu de la dévaluation par Martens-Gol ?

## **VOLONTÉ DE CHANGEMENT POLITIQUE**

Il n'est pas étonnant que ce ne soit pas ce passage-là du discours de Spitaels qui ait été le plus applaudi, mais bien celui-ci : « L'hiver 1982 aura confirmé à ceux qui en doutaient encore que l'opposition entre la droite et la gauche est plus que jamais présente et que la lutte des classes n'est pas un thème vieilli de nos manuels d'économie politique, mais une réalité ».

Une réalité à laquelle le président Spitaels a consenti à faire une concession verbale, mais qui ne commande pas la pratique politique de son parti. De fait, une quantité considérable d'énergie a été dépensée par des militants socialistes, qu'ils appartiennent à la FGTB ou non, en vue de freiner les actions en cours, ou en tout cas de freiner leur extension et leur généralisation. Des milliers de travailleurs ont été témoins de ces manœuvres de retardement, que ce soit à Charleroi, dans le Centre, à Liège, qu'il s'agisse des cheminots ou des métallos. La préoccupation dominante d'un certain nombre de dignitaires du PS a été — est encore ? — de maintenir le statu quo gouvernemental jusqu'aux élections communales d'octobre. L'expérience de la politique néo-libérale — expérience de misère, de culpabilisation et de division ouvrières — devrait à ce moment avoir suffisamment ouvert les yeux de la population pour que le 10 octobre constitue une victoire pour le PS (et le SP). Sur base de ce résultat, le PS (et le SP) rentreraient au gouvernement pour participer à l'une ou l'autre modalité de gestion de la crise.

Or, l'expérience de cette gestion a été vécue par les travailleurs. Ils ont fait leurs comptes. Le plan de restructuration de la sidérurgie, avec le massacre de l'emploi qu'il postule, a été conçu et mis en œuvre avec le concours actif des socialistes. Les premières pressions pour diminuer les salaires, dans des entreprises financées par l'Etat, sont venues du ministre socialiste Willy Claes. Les premières agressions contre le droit des femmes et des jeunes aux allocations de chômage sont venues du ministre socialiste De Wulf. La gestion de la crise avec caution social-démocrate a ouvert la voie à une gestion de la crise néo-libérale. Les faits ont hélas donné raison à nos mises en garde. Mais aujourd'hui, ces faits sont perçus par d'autres que les communistes. Et la volonté de changement politique est réelle.

Au congrès de l'interrégionale wallonne de la FGTB, le 3 avril, Jean Gayetot a constaté que la combativité des travailleurs wallons est intacte. En actant l'échec de la stratégie syndicale mise en œuvre à l'échelle nationale, « puisque, a dit Jean Gayetot, le gouvernement n'a pas reculé », il reconnaît que l'enjeu des luttes en cours est politique. Il s'agit d'imposer le retrait des mesures régressives et antipopulaires prises par le gouvernement à la faveur des pouvoirs spéciaux. Il s'agit, dans cette perspective, d'acculer le gouvernement néo-libéral à la démission. Mais pas pour créer le vide ou pour recommencer les combinaisons ministérielles dites « de moindre mal ». Pour amorcer un changement. Ce changement que, dans les conditions propres de son pays, Jean-Pierre Chevènement a tant fait applaudir au congrès du PS belge.

Si au 3 avril, le gouvernement n'avait pas encore reculé, cela s'explique pour plusieurs raisons que les communistes belges ont analysées lors de leur congrès, tenu le même week-end que celui du PS (ses résolutions sont publiées dans la présente livraison) Louis Van Geyt les résumait en trois points :

- d'abord le manque de coordination intersectorielle, interrégionale et intersyndicale des luttes, sans parler de leur extension insuffisante à l'ensemble des catégories de gens touchés par la politique gouvernementale de régression ;

- ensuite l'insuffisante précision des objectifs ;

- enfin, le manque de répondant et de soutien politiques en vue de faire aboutir ces objectifs rapidement.

Ce triple constat met bien en lumière l'importance d'une alternative claire, dont s'empareraient les travailleurs — dans les trois régions et dans tous les secteurs.

L'alternative de « Rénover et agir » ne se situe pas dans le court terme. Elle est destinée à des temps meilleurs et n'apporte pas une aide efficace aux batailles engagées contre la politique néo-libérale.

Or, dans le moment présent, nous sommes convaincus que le changement politique est possible, et qu'il est de surcroît nécessaire pour éviter que s'aggrave la régression et que ne s'accroissent les tentations autoritaires.

Ce changement passe par le retrait des mesures et du gouvernement Martens-Gol, puis par la mise en place d'un autre type de gouvernement, décidé à pratiquer une politique qui romprait avec la logique de la crise. Il ferait payer les riches (au lieu d'écraser les masses populaires). Il mettrait en œuvre une véritable relance, axée sur un nouveau modèle de croissance et de développement, sur la mise au pas des groupes financiers, sur une fédéralisation poussée du pays.

Le congrès « Rénover et agir » n'a pas voulu s'engager dans ces choix immédiats et cruciaux. Le PS témoigne ainsi des limites de sa capacité de rénover et d'agir dans l'intérêt des travailleurs.

# Les résolutions du 24<sup>e</sup> Congrès du PCB

## **Pour un parti plus uni sur des positions plus claires (\*)**

Le large débat qui s'est ouvert dans le parti en vue de tirer les leçons de son échec électoral du 8 novembre 1981 lui a permis de mieux cerner les erreurs qu'il a commises dans le cadre d'une orientation générale justement axée sur la recherche de l'union des forces ouvrières et démocratiques contre la régression et pour la paix, dans une perspective socialiste.

1. Dans la période qui a commencé après les élections de décembre 1978, le parti s'est attaché principalement à développer la résistance aux attaques de plus en plus insistantes dont les acquis sociaux ont été l'objet. Tout un aspect de son effort de politisation des luttes a consisté à persuader les travailleurs qu'ils pouvaient, par leur pression, modifier le comportement de leurs représentants socialistes et démocrates-chrétiens associés à cette politique. Il a, dans ce but, cherché à faire comprendre la nécessité d'une action syndicale plus indépendante en front commun et appelé ses organisations et militants à dégager le sens politique des luttes en cours pour essayer de remettre en cause la gestion de la crise et faire mûrir la volonté de changement.

On constate aujourd'hui que durant cette période, l'action des syndicats a pu effectivement endiguer certaines attaques et limiter certains dégâts, notamment sur la question de la réforme de notre système d'indexation.

La critique syndicale, en revanche, a mis beaucoup moins nettement en cause le fond même de la politique de gestion de la crise à l'exécution de laquelle le PS et le SP participaient activement, surtout à partir du moment où le PS a entrepris, au lendemain de la manifestation FGTB du 24 janvier 1981, de se démarquer plus nettement du CVP et du PSC.

---

(\*) Votée par 119 voix contre 41 et 14 abstentions.

Il faut reconnaître que notre parti a mal mesuré les répercussions dans l'opinion progressiste de cette situation, tant en Wallonie — où l'attitude nouvelle du PS lui a permis de retrouver, malgré bien des équivoques et des ambiguïtés, une bonne part du crédit qu'il avait perdu dans le mouvement syndical — qu'en Flandre — où le SP s'est présenté comme le seul rempart solide face aux plans déclarés de formation d'une majorité CVP/PVV — et à Bruxelles. En effet, l'opinion progressiste a été d'autant plus vulnérable aux effets de la campagne conservatrice de culpabilisation des travailleurs et des allocataires sociaux que les grandes formations réformistes n'y opposaient guère d'alternative globale et mobilisatrice.

En fait, même dans les moments où elle se montra la plus critique à l'égard de la politique de gestion de la crise, l'action syndicale ne fut ni assez cohérente, ni assez résolument tournée vers la grande masse des travailleurs à la base, pour surmonter les éléments de division que la crise engendre dans le monde du travail, pour faire converger les luttes et les faire passer de la défensive à l'offensive.

Le parti n'a pas critiqué assez nettement les hésitations et les blocages qui se sont manifestés au niveau des directions syndicales et qui expliquent en partie ces graves faiblesses. Il a bien tenté d'y réagir en présentant aux travailleurs et aux syndicats, les propositions anticrise qui firent l'objet de la campagne « brochures » de fin 80 début 81 et qu'il avait entrepris de compléter au moment où les Chambres furent dissoutes. Mais il n'a pas su lier ses efforts en ce sens à un développement suffisamment concret et diversifié, en direction de la base, de ses initiatives pour politiser l'action des travailleurs, des diverses couches sociales frappées par la gestion de la crise, de manière à rompre avec celle-ci. Il est intervenu trop peu comme organisateur des luttes, y compris en direction de sa propre base.

Tout en soutenant, avec raison, les attitudes les plus combatives du mouvement syndical et en s'attachant à leur donner un prolongement politique, le parti n'a pas su éclairer suffisamment les travailleurs sur les limites de cette évolution qui a été freinée par l'idéologie du partage des sacrifices, dont le réformisme, tant socialiste que démocrate-chrétien, est lui-même imprégné.

Il n'a pas su traduire de façon convaincante, en direction de la base et en vue d'une riposte plus offensive, les propositions anticrise que ses instances responsables se sont attachées à développer dans la foulée des orientations du 23<sup>e</sup> congrès. — sans parvenir au surplus à unir l'ensemble de ses organisations en vue de ce combat politique.

1. 2. Par ailleurs, notre parti a joué un rôle important dans la préparation et le succès de la manifestation du 25 octobre 1981 contre les missiles eurostratégiques qui ne précéda les élections que de quinze jours. Dans ce grand mouvement d'opinion qui, à l'exception des libéraux, obligea toutes les formations politiques à se définir par rapport à lui et à le faire plus ou moins positivement, le parti communiste apporta son appui sans réserve à l'ensemble de la plateforme de la manifestation et à la mobilisation qui assura sa réussite. Mais dans ce cas également, son effort pour unir les forces de paix ne s'est pas développé suffisamment vers la base, ce qui a laissé du champ à des opéra-

tions de « récupération électorale » développées à cette occasion, en particulier par le SP et dans une moindre mesure par le PS.

1. 3. Les élections du 8 novembre ont en même temps mis en lumière un fait particulièrement grave : le non-renouvellement de l'influence du parti dans les couches jeunes de la population. Cette carence n'est pas d'une autre nature que les précédentes. La jeunesse est partie intégrante de la base à laquelle le parti doit — et aurait dû — s'adresser de façon beaucoup plus suivie et directe au départ de ses propres organisations et de sa propre ligne. Il faut souligner que l'idée selon laquelle la crise impose « une autre manière de faire de la politique », diffusée avec succès par les écologistes, est une idée que le parti aurait dû être le premier à prendre en charge dans sa propagande et surtout dans sa pratique pour la simple raison qu'elle vient de lui. Une des faiblesses du parti est certainement qu'il avance souvent des idées politiques qu'il ne suit pas jusqu'au bout, qu'il élabore et met en pratique insuffisamment, sans obéir à sa propre dynamique, si bien qu'elles ne contribuent guère à préciser son identité politique.

Son approche des problèmes spécifiques de la jeunesse dans les conditions de la crise en a beaucoup pâti et n'a pas contribué à le distinguer des autres composantes du mouvement ouvrier qui, d'une façon générale, n'ont pas compris qu'un travailleur ne devait pas être mobilisé seulement comme force de travail (ou dans un nombre très limité de domaines) et que les jeunes, en particulier, étaient plus soucieux aujourd'hui de couvrir tous les terrains socioculturels. Cette incompréhension est d'autant plus dommageable que la destruction de la société, notamment par un chômage permanent et massif, transforme profondément la mentalité de la jeunesse. La nécessité de solutions de rechange claires se fait sentir encore plus fortement dans ce secteur de la population que dans les autres ; or il est, par définition, encore plus que les autres peu sensible à des confrontations politiques qui, même si elles touchent de près à ces solutions, se situent au niveau des institutions et des états-majors d'organisation.

2. On peut donc considérer que si, à bon endroit, le parti communiste a consacré beaucoup d'efforts à sa démarche en direction des grandes structures du mouvement ouvrier, en particulier des syndicats, l'un de ses défauts majeurs a été de s'attacher trop peu à développer les initiatives de ses organisations vers les travailleurs, les jeunes, la base en général. C'est ainsi que s'est créée peu à peu l'image d'un parti communiste qui se diluait dans les mouvements qu'il contribuait à impulser au lieu de jouer le rôle moteur qui lui incombe sur le plan idéologique et politique, en vue du rassemblement des forces progressistes.

Les instances dirigeantes du parti, à tous les niveaux, n'ont pas développé suffisamment, en théorie et en pratique, la ligne du parti telle qu'elle avait été élaborée par le 23<sup>e</sup> congrès. Il y a eu relâchement des échanges entre la base du parti et les organes de direction élus. L'accentuation au sein du parti de courants divergents, qui ont d'ailleurs tout un contexte international, s'explique en partie par ces défauts.

On a vu réapparaître un courant oppositionnel global qui met en

cause systématiquement les principaux acquis de nos congrès antérieurs, tant sur le plan de la politique intérieure que sur celui de la politique internationale.

Beaucoup trop d'énergie a été dépensée, surtout au sein des organes élus, à ce qui a trop souvent revêtu l'allure d'un dialogue de sourds avec ce courant oppositionnel, sans que la base ait été suffisamment impliquée dans la discussion, alors que la situation politique générale exigeait une amplification des efforts pour développer de façon conséquente — au sein du parti et vers l'opinion ouvrière et démocratique — l'orientation tracée par le 23<sup>e</sup> congrès.

Cette situation a aussi donné une base à une autre vision unilatérale des choses tendant notamment à mettre les deux blocs sur le même pied, elle ne correspond pas non plus aux options de nos congrès antérieurs et doit être rejetée.

D'une façon générale, l'expression de nos idées a été trop souvent entachée d'hésitations et d'ambiguïtés.

Toutes ces raisons ont provoqué, surtout après le 8 novembre, un examen autocritique approfondi qui a mis, de manière assez générale, l'accent sur la nécessité de mieux faire apparaître l'identité de notre parti, c'est-à-dire son rôle et son apport spécifiques dans les conditions de la Belgique et de ses régions à l'époque actuelle.

3. Cette exigence est encore plus impérieuse si l'on tient compte des deux facteurs suivants :

— les mutations technologiques, socio-économiques, culturelles et politiques dans le contexte de la crise qui, notamment sur le plan de l'organisation de l'Etat, se réalisent avec plus de brutalité en Belgique que dans n'importe quel autre pays capitaliste développé ;

— le caractère contradictoire des évolutions des diverses composantes du mouvement communiste international, notamment dans leurs attitudes respectives à l'égard des expériences socialistes réalisées en Union soviétique et dans les autres pays de l'Est.

Il est donc indispensable de procéder à des choix clairs, au départ des conditions spécifiques de notre pays et de ses régions. La redéfinition actualisée de l'identité de notre parti doit se faire dans le prolongement de la stratégie de rassemblement des forces de progrès qui a été la préoccupation dominante de tous nos congrès de 1954 à 1979, tout en lui apportant les corrections que justifient les erreurs décelées dans la période antérieure aux dernières élections.

Cette stratégie s'élabore en partant des expériences historiques de notre mouvement ouvrier et de ses conquêtes démocratiques, sociales et culturelles obtenues au prix de longues années de luttes. Elle vise à briser l'hégémonie monopoliste dans tous les secteurs de la société en prenant en considération le fait que le socialisme ne sera réalisable dans notre pays qu'avec l'assentiment de la majorité du peuple, qu'il ne pourra se développer que dans le respect du pluralisme démocratique de la société et l'épanouissement des libertés collectives et individuelles, sur la base d'un nouveau modèle de croissance.

C'est cet ensemble de caractéristiques que résume la notion d'eurocommunisme, mais il faut leur ajouter pour être complet, la volonté politique de combattre pour la paix par le dépassement de la

politique des blocs ainsi que par une action internationaliste prenant en compte le rôle particulier de l'Europe occidentale en vue de la détente et postulant la concertation avec toutes les forces opposées à l'impérialisme, en Europe et dans le monde, et d'abord au plus dangereux de tous, l'impérialisme américain.

L'identité du parti se précisera en ordre essentiel dans l'utilité et l'originalité de son action sur le terrain, en Wallonie, en Flandre, à Bruxelles et à l'échelle du pays tout entier, pour le retrait des trains de mesures antisociales ainsi que pour l'abrogation des pouvoirs spéciaux du gouvernement Martens V, pour écarter le spectre d'un holocauste nucléaire et pour frayer la voie d'une politique vraiment différente.

Mieux faire apparaître cette identité, c'est aussi la clarifier et la préciser en tant que parti révolutionnaire, catalyseur d'idées et de pratiques dans un mouvement vers le socialisme, capable en particulier, de développer des notions comme celles d'autogestion, de contrôle ouvrier, de contre-pouvoir, par exemple ; de prendre des positions de principe sur les libertés, les droits de l'homme, les droits des immigrés ; de mettre sur pied une analyse constructive et critique des expériences socialistes réalisées dans divers pays.

4. 1. La condition première d'un redéploiement du parti est donc une clarification de son orientation et de son identité en conclusion du débat ouvert dans ses rangs après les élections du 8 novembre 1981 et la discussion de congrès, engagée à partir du présent document du Comité central.

Cette clarification requiert, d'abord, que le 24<sup>e</sup> congrès fasse des choix politiques nets, exprimés par des votes majoritaires qui engagent le parti tout entier.

Ces votes devraient conférer au futur Comité central des mandats et la responsabilité de conduire fermement la politique du parti à tous les niveaux de son organisation et dans la presse sur la base de ces choix majoritaires et des développements — précisions, compléments, corrections — qui lui seront donnés, majoritairement, entre deux congrès.

Cela implique que le Comité central veille à ce que s'organisent, en permanence, la confrontation des idées et les échanges d'expériences, compte tenu de la diversité des opinions et des situations, de manière :

— à associer systématiquement à l'élaboration et à la mise en œuvre créatrice des choix majoritaires, sur les terrains diversifiés où ils opèrent, l'ensemble des organisations et des militants qui acceptent ces choix en recherchant les moyens d'activer et d'élargir la circulation des idées dans le parti ;

— à mettre en échec toutes tentatives ultérieures des blocages oppositionnels, ainsi qu'à assurer l'observation correcte de l'orientation adoptée par tous ceux qui s'expriment au nom du parti ;

— à assurer la transparence de cette confrontation et de ces échanges, non seulement pour l'ensemble des membres du parti, mais aussi pour l'opinion publique, en utilisant à cette fin les journaux du parti et les moyens d'animation culturelle à la gestion desquels ses militants sont associés.

4. 2. Dans les conditions de notre pays et de notre parti, ces traductions créatrices de l'orientation commune et la mise en œuvre des moyens politiques et organisationnels adéquats impliquent à la fois, une large autonomie des régions, en vue du développement des politiques et des actions spécifiques qui correspondent à leurs situations et à leurs besoins respectifs, et à une stratégie et à une action politiques à développer au niveau de nos structures nationales (centrales) à l'égard des problèmes qui se posent à l'échelle du pays.

Pour répondre à ce double impératif, il est temps de franchir une étape déterminante dans le sens de la fédéralisation des structures du parti, de manière à fixer avec la plus grande clarté possible les compétences respectives des instances régionales, communautaires et nationales — en élargissant l'autonomie des premières — ainsi qu'à organiser la concertation et la coordination permanentes que cette fédéralisation rendra indispensable.

Sur ces matières, le nouveau Comité central convoquera en 1982, une session du congrès extraordinaire qui sera appelée à débattre de la réforme des statuts du parti.

Des nouvelles règles en matière d'élection des conseils seront appliquées immédiatement après cette session extraordinaire, même si elles sont différentes pour chacun d'entre eux.

Il s'indique que, toujours lors de cette session, la décision soit prise que la désignation ultérieure du Conseil flamand se fasse intégralement par élection directe.

4. 3. Troisième condition d'un nouveau départ du parti: un effort très soutenu pour traduire notre politique et valoriser notre apport spécifique en nous adressant aux gens et plus particulièrement aux travailleurs avec leurs organisations plutôt que l'inverse.

Un rôle décisif d'initiateurs et d'animateurs politiques revient, à cet égard, à nos directions fédérales qui doivent être secondées efficacement par l'organisation centrale du parti.

Le nouveau Comité central, en concertation avec les Conseils régionaux devra y accorder une attention primordiale.

Cependant, c'est à tous les niveaux du parti, depuis le « centre » jusqu'aux sections, qu'il importe de développer l'esprit d'initiative en vue de porter notre politique vers les gens, de la façon la plus directe et la plus concrète, en faisant appel à la combativité et à l'inventivité de tous.

Des actions doivent partout être planifiées à partir de la base en tenant compte des possibilités locales, avec le soutien des instances dirigeantes.

4. 4. La troisième condition pour un nouveau départ implique que la lutte contre la politique de crise du gouvernement Martens V, déborde du cadre des luttes sociales et atteigne de nouveaux terrains de lutte.

Un effort tout particulier devra être fait en direction de la jeunesse, en liaison étroite avec les organisations autonomes correspondantes qui se tiennent à ses côtés.

Cet effort incombera, pour l'essentiel, aux instances communau-

taires du parti, ce qui ne rend pas moins souhaitable l'échange des idées et des expériences en la matière.

Un effort devra également être fait en direction des femmes. En effet, elles subissent la crise et les effets de la politique du gouvernement d'une manière plus accentuée que les hommes. Elles ont des revendications spécifiques qui doivent être prises en compte par le parti au travers d'un travail fait avec les femmes de toutes catégories. Les femmes ont non seulement un grand rôle à jouer dans la lutte directe contre la crise, en tant que travailleuses, mais aussi dans le changement des mentalités, changement sans lequel la marche vers le socialisme risque d'être plus difficile. De plus, tout doit être mis en œuvre pour aider les femmes à prendre leur place dans les différentes instances à l'intérieur du parti.

## **Résolution générale de politique intérieure (\*\*)**

La crise que nous vivons en Belgique dure maintenant depuis près d'une dizaine d'années et l'on n'en voit pas la fin.

La suraccumulation et le renouvellement accéléré du capital durant la période des « golden sixties » ont fini par hypothéquer la réalisation du profit. C'est précisément pour y parer que les économies capitalistes sont entrées, sous l'impulsion des grandes sociétés industrielles et financières, dans un processus de restructuration interne qui nécessite des prélèvements énormes sur les ressources des différents pays ainsi qu'un accroissement sans précédent de la productivité. Le chômage, l'inflation, l'hémorragie des finances publiques et les désordres monétaires sont inhérents aux moyens mis en œuvre à cette fin; tout est sacrifié à la rentabilité du capital dans les conditions d'une concurrence de plus en plus féroce. Alors que la croissance du produit national brut se poursuit, ne serait-ce qu'au ralenti, salariés et appointés, petits indépendants et allocataires sociaux connaissent une vie de plus en plus difficile. La misère revient. Le PNB a donc cessé d'être un critère probant pour évaluer le niveau réel du bien-être.

En fait, le modèle de croissance capitaliste a atteint des limites au-delà desquelles la société tout entière est menacée de destruction. En témoignent, en particulier, la course aux armements, les gaspillages de moyens de production, de savoir, de matières premières et d'énergie, le fossé Nord-Sud qui continue de s'élargir, le drame de la faim dans le monde, la dévastation de l'environnement.

Telle est la véritable nature de la crise du capitalisme.

Sur tout cela vient se greffer l'incidence déjà présente, mais qui n'en est qu'à ses débuts, de la révolution informatique qui, si les choses restent ce qu'elles sont, se traduira par une nouvelle hémorragie catastrophique de l'emploi et par un nouveau renforcement des pouvoirs déjà énormes détenus par les oligarchies financières transnationales.

Le vrai problème qui se pose comme un fait d'actualité est de voir comment, dans une période de bouleversements et de remises en question multiples, la population de ce pays peut faire face à tous ces dangers et à tous ces aléas.

---

(\*\*) Adoptée à l'unanimité moins deux abstentions.

Une chose devient de plus en plus claire.

La bourgeoisie belge et ses hommes politiques, en accord avec les multinationales, s'opposent avec acharnement à toute conception démocratique du développement des sociétés industrialisées, à tout projet cohérent de nouvel ordre économique, à tout nouveau rapport plus équilibré avec le tiers monde.

Leur action gouvernementale, face à la crise, a pour but de faire payer les restructurations inhérentes à la société capitaliste, par l'ensemble des masses populaires.

C'est pourquoi ils utilisent les pouvoirs spéciaux pour aggraver la régression sociale sur le plan intérieur, comme ils sont parties prenantes dans l'« Europe des marchands » et à la remorque des Etats-Unis sur le plan extérieur.

Avec eux, l'avenir du pays, de ses régions, de sa jeunesse est complètement bouché. Il faut donc les combattre.

Le Parti communiste considère que l'issue de la crise ne peut résider qu'en direction d'un changement fondamental de société, c'est-à-dire du socialisme, nécessité qui se manifeste d'ailleurs à l'échelle de la CEE tout entière.

Il est significatif qu'existe à ce propos tout un mouvement de réflexion qui s'étend bien au-delà des clivages politiques traditionnels et qui s'orientent vers la recherche d'un modèle de croissance nouveau répondant aux besoins de la société, de la population laborieuse, de la qualité de la vie, de la culture.

Certes, force est de constater que cette recherche est encore insuffisamment élaborée et empreinte d'ambiguïtés politiques, mais, si elle est menée jusqu'au bout, elle ne pourra aboutir qu'à un seul choix politique clair : il faut entreprendre la transformation en profondeur des structures économiques, sociales et politiques de la Belgique, autrement dit : ouvrir la voie au socialisme.

C'est au mouvement ouvrier et démocratique qu'il appartient de concevoir un projet de restructuration de la société qui puisse donner aux luttes contre la politique patronale et gouvernementale les perspectives de changement qui leur ont manqué jusqu'ici. Et c'est aussi au départ de ce projet qu'il faut choisir et pratiquer *tout de suite* une autre manière de faire de la politique.

A défaut d'une solution démocratique à la crise, élaborée et imposée à la droite par le mouvement ouvrier et tous les progressistes, on risquerait fort d'aboutir à une issue autoritaire de droite. Cette solution démocratique suppose une attitude offensive liant l'opposition aux mesures réactionnaires à l'élaboration d'un nouveau modèle de croissance et de développement.

En fait, toutes les luttes qui se succèdent pour défendre l'emploi et les salaires, l'élargissement du mouvement pour la paix, de la solidarité avec les peuples opprimés; tout ce qui se fait de façon encore épars pour résister aux empiétements de la technocratie et de la bureaucratie, toutes les protestations qui s'élèvent contre les multiples formes de gaspillage, tout cela rend déjà sensible la nécessité de transformations profondes qui s'orientent vers le socialisme.

Le but doit être d'ouvrir la voie, régionalement et nationalement, à des Exécutifs qui entreprendront ces transformations pour sortir la crise en donnant la priorité aux intérêts des travailleurs sur ceux du grand capital.

Réalisé avec la participation active de toutes les forces démocratiques et sous l'impulsion des travailleurs, le nouveau modèle de croissance et de développement que nous réclamons, est dans les faits, le chemin du socialisme que nous voulons en Belgique, socialisme issu des besoins du peuple, socialisme autogestionnaire lié à un large développement de la démocratie.

Dans notre conception du socialisme pour notre pays, l'autogestion apparaît comme une façon de développer la démocratie jusqu'au bout en organisant, de manière décentralisée et dans le cadre d'une planification des grands moyens de production et d'échange, la participation des travailleurs à la définition des objectifs à atteindre et leur contrôle permanent sur les moyens à mettre en œuvre pour les réaliser.

C'est la cohérence même de ce projet qui appellera tous ceux qui en comprennent la nécessité à situer leur action, avec les communistes, en direction des grands objectifs suivants, complémentaires et indissociables :

- la conquête d'une nouvelle majorité et d'une nouvelle hégémonie basées sur les forces ouvrières et démocratiques;
- l'appropriation publique des grands moyens de production et d'échange;
- une nouvelle politique de développement axée sur l'utilité sociale, impliquant la fédéralisation du pays et une planification démocratique de l'économie contrôlée par les travailleurs dans la perspective d'une avancée vers le socialisme autogestionnaire.

Dans ce cadre, toute initiative publique ou tout projet qui recourrait aux aides publiques devrait faire l'objet d'un examen des coûts et des profits non seulement en fonction de l'avantage économique direct, mais aussi d'objectifs justifiés sur le plan social : emploi, culture, écologie, etc.

Les objectifs qui s'inscrivent dans cette perspective pourraient être à court terme :

- une relance sélective de la production et de l'emploi, recentrée sur le développement du marché intérieur, en vue de la satisfaction des besoins populaires et de l'amélioration de la qualité de la vie. Cela implique, la mise en place de circuits d'échange équilibrés avec l'extérieur, particulièrement avec le tiers monde et les pays socialistes;
- l'élimination des pollutions ainsi que des gaspillages d'énergie, de capital, de force de travail et de « matière grise » qui sont souvent liés à des choix exclusivement dictés par les grandes sociétés capitalistes, notamment dans les domaines du nucléaire, des infrastructures, des transports, du chauffage, de l'utilisation outrancière de procédés chimiques dans l'agriculture et l'alimentation;
- la maîtrise de l'informatisation et de la robotisation et de leurs conséquences, tant sur le plan social (l'emploi en particulier) que sur celui de la démocratie et des libertés;
- la promotion de l'enseignement, de la recherche et de la culture;
- la promotion du droit au travail et à l'indépendance économique des femmes;
- la garantie des droits individuels de tous les habitants du pays et la reconnaissance de droits politiques aux immigrés.

A son tour, la réalisation de ces objectifs implique :

- le repérage efficace et la taxation appropriée des grosses fortunes et des revenus les plus élevés;

- l'arrêt des mouvements spéculatifs et de l'évasion des capitaux;
- la constitution d'un fonds d'investissements régionalisé, alimenté par la voie d'emprunt public obligatoire et à bas taux d'intérêt, à souscrire par les holdings, les banques et les gros possédants;
- la subordination de toutes les interventions publiques dans l'économie (aides, participations, commandes) aux objectifs programmés, avant tout pour assurer le maintien et le développement de l'emploi;
- le transfert au secteur public, régionalisé, des leviers de commande du développement économique et social — banques et holdings; secteurs de l'énergie et de l'acier, etc. — en le liant à des mesures pratiques d'organisation du contrôle des travailleurs;
- la levée des blocages découlant des lois de régionalisation d'août 1980 entre autres en instaurant sans tarder l'élection des Exécutifs par la majorité des assemblées et la régionalisation des secteurs industriels nationaux ainsi qu'une solution démocratique pour Bruxelles qui soit conforme à l'exigence d'une région pour deux communautés.

Le congrès charge les nouvelles instances dirigeantes du parti d'élaborer un programme sur la base de ces objectifs.

Il est clair qu'une politique gouvernementale qui irait dans ce sens avec fermeté et qui, pour accomplir toutes ces tâches, aurait besoin de l'appui des travailleurs organisés et de l'opinion démocratique, ne pourrait être que l'amorce du nouveau modèle de croissance entamant le passage au socialisme dans les conditions de la Belgique.

La seule voie qui aille dans cette direction est celle du rassemblement des progressistes. Le PCB en fait plus que jamais l'axe de sa stratégie, d'une politique d'alliances qui passe, dans chaque région du pays, par des regroupements pluralistes à vocation majoritaire.

Un rassemblement des progressistes aussi large que possible est notre objectif final en matière d'alliances, mais il va de soi que des stades intermédiaires qui réalisent déjà une union partielle de la gauche peuvent être importantes comme étapes vers le but poursuivi.

Pour faire mûrir les conditions qui permettront la réalisation de cette perspective, celle-ci doit être expliquée en permanence. C'est un combat de tous les jours.

Le parti communiste considère qu'une part essentielle de son rôle dans les années à venir consistera à faire entrer dans les consciences, la perception de cette nécessité. Cela ne sera possible que dans un large développement des luttes contre la politique de régression du gouvernement Martens V et pour une autre politique.

Ce gouvernement, représentant direct des puissances d'argent, a entrepris une importante redistribution du revenu national en faveur de la grande industrie et de la haute finance par la diminution des salaires indirects et directs, les exonérations fiscales et les exemptions d'impôts, la dévaluation du franc belge, l'utilisation sélective des aides publiques.

Le déséquilibre croissant du budget national qui s'ensuit est compensé au détriment des allocataires sociaux et par des économies draconniennes dans le secteur des Services publics et d'utilité publique.

Tout cela conduit à un appauvrissement des travailleurs, à un chômage croissant, à une limitation des libertés civiles et syndicales. Tout cela fait aussi le lit d'un régime autoritaire.

Le PCB entend contribuer au maximum à la mobilisation des masses contre cette politique. Il appelle à un développement généralisé, diversifié,

et continu de l'action du mouvement ouvrier organisé, en front commun syndical, et des nouvelles formes d'activités démocratiques de base dans tous les secteurs.

Il considère qu'une opposition parlementaire qui se contenterait de compter les coups, en laissant espérer qu'un retour à la politique de moindre mal serait plus favorable aux travailleurs, va à l'encontre des intérêts immédiats et futurs des masses populaires.

Ce qui compte aujourd'hui, c'est de stopper la régression sociale. Les travailleurs manuels et intellectuels des secteurs privé et public, les allocataires sociaux, les femmes et les jeunes, mais aussi toutes les catégories sociales victimes de la politique du grand capital, peuvent, à condition de s'unir dans l'action, sur des objectifs clairs, imposer des reculs au grand capital et au gouvernement.

Les objectifs les plus urgents sont :

— l'annulation de toutes les mesures de régression qui ont été prises, y compris par les gouvernements à participation socialiste, et avant tout le retrait du blocage de la liaison des revenus à l'index;

— le rétablissement des acquis sociaux et autres dans tous les secteurs, privés et publics;

— le passage généralisé aux 36 heures semaine, sans perte de salaire, avec embauche compensatoire et moyennant une aide adéquate aux PME.

Cette revendication centrale participe, pour le PCB, d'une exigence plus générale : celle d'une réduction de la durée du travail plus importante dans tous les cas où l'évolution des techniques et de la productivité l'impose et en donnant toujours la priorité à l'emploi et au pouvoir d'achat sur le profit.

Tel est l'avis des communistes. Car ce n'est pas en vivant plus mal que ça ira mieux.

Que les responsables de la crise paient et non ceux qui vivent de leur travail et qui ont créé les richesses du pays et des régions.

C'est le combat immédiat qui préparera les changements décisifs de demain. Dans ce combat, *le parti communiste lutte pour que le pays soit débarrassé du gouvernement Martens V le plus rapidement possible* et pour qu'on n'en revienne plus, une fois cette étape franchie, aux désastreuses combinaisons qui ont fait le lit de la droite aux élections du 8 novembre 1981.

## **Notre combat pour la paix, les droits des peuples et un nouvel ordre international, à partir d'une perspective progressiste belge (\*\*\*)**

1. Notre conception marxiste comprend une vision du monde qui se situe dans le prolongement de notre lutte pour l'émancipation, la démocratie et le socialisme à l'échelle mondiale, et une conception de la solidarité internationale qui en découle.

Elle se trouve à la base de notre engagement en faveur du dépassement et de la dissolution simultanée des blocs et des pactes militaires. Ceux-ci tendent en effet à geler les situations nées de la Deuxième guerre mondiale et caractérisées comme « nécessaire équilibre des for-

(\*\*\*) Adoptée par 116 voix contre 41 et 28 abstentions.

ces » en Europe et ailleurs. Mais leur existence fait aujourd'hui de plus en plus obstacle à la lutte pour la paix et la coopération et pour la création d'un nouvel ordre économique et social, tant dans les relations Est-Ouest que Nord-Sud.

Le PCB réaffirme son aspiration à une coexistence pacifique réelle entre Etats ayant des régimes politiques différents. L'amélioration des relations économiques, qui restent encore à développer, apporte des avantages réciproques aux deux parties, notamment en matière d'emploi et constitue également une contribution importante à la paix.

Notre solidarité internationaliste qui peut prendre des différentes formes — et nous renvoyons ici à la résolution finale de notre XXIII<sup>e</sup> congrès — se situe donc dans la perspective du « non-alignement » de la Belgique et de l'action politique pour mettre fin à la division de l'Europe en blocs militaires hostiles.

Cette solidarité critique s'étend globalement à l'ensemble des forces anti-impérialistes dans le monde et en Europe et en particulier à celles qui orientent leur action vers le point de vue du non-alignement. Elle inclut les pays socialistes, les mouvements ouvriers et démocratiques des pays capitalistes dont les partis communistes, les mouvements de libération nationale, les peuples en lutte pour leur liberté et pour leurs droits. Elle doit se manifester chaque fois que l'impérialisme ou ses alliés s'en prennent à la paix ou aux droits des peuples. L'expérience montre que nous sommes rarement isolés à ce sujet : le Moyen-Orient, la Turquie, l'Asie du Sud-Est, l'Amérique latine, le Salvador, le Guatemala, le Nicaragua, les Caraïbes, l'Afrique du Sud, etc... L'opinion démocratique belge est sensible aux problèmes tragiques de l'exploitation brutale des masses par des régimes d'oppression réactionnaires appuyés par l'impérialisme surtout américain.

Cette solidarité implique aussi que le PCB exprime clairement son avis lorsqu'une force qui se revendique du socialisme se rend responsable d'atteintes à ce qui est notre conception des droits de l'homme ou des peuples, atteintes qui ne servent pas la cause du socialisme et constituent un facteur d'aggravation des tensions internationales. Cela implique, bien sûr, la prise en compte objective de faits précis dans ce domaine, en s'informant concrètement de la situation.

Alors que la droite européenne atlantique spéculait avec Washington sur les contradictions entre la Chine et l'URSS, le PCB veut contribuer à ce que le peuple chinois ait d'autres perspectives qu'une alliance militaire de facto avec l'OTAN, qui va à l'encontre des mouvements de libération du tiers monde et entraîne une confrontation permanente entre la Chine et la plupart des pays socialistes.

Le PCB estime que si le PC Chinois trouvait dans la gauche européenne un interlocuteur valable, ce serait favorable aux peuples belge et chinois, à la lutte pour un système de sécurité collective à l'échelle du monde et contre l'impérialisme.

2. De son XI<sup>e</sup> à son XXIII<sup>e</sup> congrès, le PCB a évolué vers une conception positive de l'eurocommunisme que nous avons défini dans le premier document comme une voie démocratique, pluraliste et fédéraliste vers un socialisme ayant les mêmes caractéristiques.

En matière de politique étrangère, son orientation se caractérise par l'accent que nous mettons sur la responsabilité et l'importance du

rôle qui revient au mouvement ouvrier et démocratique des pays d'Europe occidentale pour y impulser des initiatives politiques autonomes dans le cadre d'une stratégie de dépassement des blocs et un vaste mouvement des forces populaires en vue de la sécurité, de la coopération, du désarmement et de la paix.

Ainsi, notre conception de la solidarité internationaliste et notre option eurocommuniste ne se contredisent pas.

Elles ne s'accommodent ni de l'identification, ni de la distanciation systématiques de nos positions par rapport à celles des pays socialistes.

Nos options sont dictées par ce que nous considérons, en chaque circonstance, comme une attitude cohérente avec nos principes, conforme aux intérêts de notre pays et comme l'action la plus efficace pour élargir et consolider le front des forces de paix.

Nos conceptions sur les expériences du socialisme ont également évolué.

Ainsi il est évident — la Pologne est là pour le confirmer — que ces expériences ne peuvent servir de point de départ pour l'élaboration d'un projet de transformation socialiste de la société en Belgique.

Ces expériences ont été réalisées dans des circonstances dont il est plus qu'improbable qu'elles se répètent pour notre pays. Il est vrai qu'elles n'ont jamais cessé de constituer un appui important, voire une référence, pour de nombreux pays et peuples du tiers monde en lutte pour leur indépendance politique et économique — même si l'Afghanistan a sérieusement ébranlé plus d'une certitude à cet égard.

Ces pays socialistes constituent donc toujours, face aux intentions de l'impérialisme en crise, un contrepoids politique et stratégique d'une importance capitale, surtout en ce qui concerne le maintien de la paix en Europe. Ils ont indubitablement enregistré des progrès considérables dans les domaines économique, social et culturel, bien que dans la plupart des cas ils portent toujours des traces du monolithisme de type stalinien. De plus, la pression du développement technique et industriel accéléré des pays impérialistes et la course aux armements imposée par les USA et leurs alliés ont introduit dans les modèles de croissance de plusieurs de ces pays des facteurs de perturbation étrangers au socialisme, que la propagande impérialiste ne cesse d'exploiter. Mais les difficultés qu'ils rencontrent ont aussi des causes internes qui tiennent dans une grande mesure à des phénomènes de blocage et de dénaturation de la démocratie socialiste. Ils continuent à provoquer de sérieuses tensions entre le nouveau pouvoir issu du renversement des régimes bourgeois et demi-féodaux immédiatement après la Deuxième guerre mondiale et suite à la défaite du fascisme, et de larges couches populaires, y compris de larges secteurs de la classe ouvrière. Les crises qui s'en sont suivies ont suscité des réactions essentiellement inspirées par la logique des blocs, telles une intervention militaire extérieure (Tchécoslovaquie 68) ou intérieure (Pologne 1981), qui se sont accompagnées du renforcement des appareils bureaucratiques et répressifs dans plusieurs de ces pays, au lieu du développement des droits et libertés démocratiques et syndicaux.

3. Il ne manque pas d'exemples pour illustrer le danger que la stratégie impérialiste de Reagan fait peser sur la paix et les droits des

peuples, notamment par le soutien qu'il accorde aux régimes réactionnaires qui sont en guerre ouverte avec leur propre peuple.

Mais la clé de la stratégie internationale de Reagan consiste à impliquer activement l'Europe de l'Ouest dans la confrontation entre les Etats-Unis et l'URSS, de préférence sur le champ de bataille européen.

Eviter un conflit militaire à grande échelle, qui dégènerait fatalement en un conflit nucléaire, n'est certainement pas une préoccupation prioritaire de l'administration Reagan.

Les dangers que cela représente pour l'Europe tout entière crèvent les yeux. Il ne s'agit pas aujourd'hui en priorité de démontrer théorique-catastrophe nucléaire mondiale, mais bien d'empêcher que cette politique d'escalade de Reagan soit mise à l'essai. La peur de cette éventualité et la conscience d'un risque réel ont suscité dans l'opinion publique d'Europe occidentale — et sous d'autres formes aussi en Europe orientale — un courant de protestation. Celui-ci a été déclenché par la décision de l'OTAN de décembre 1979, qui s'inscrivait dans le cadre de la stratégie de Washington qui voulait reconquérir la supériorité militaro-stratégique des Etats-Unis sur l'URSS, notamment en refusant les négociations proposées par celle-ci.

La protestation de masse contre l'escalade nucléaire entre ces deux grandes puissances, voulue par les USA, avec son influence sur les positions de plus en plus réservées de plusieurs gouvernements européens membres de l'OTAN, parmi lesquels la Belgique, a contrecarré jusque maintenant très sérieusement les tentatives de la stratégie de Reagan de récupérer les partenaires européens de l'OTAN pour ces objectifs. Elle a également incité l'Union soviétique à faire de nouvelles offres visant à bloquer d'abord et réduire ensuite les systèmes d'armes nucléaires stationnés de part et d'autre en Europe. Elle a pesé d'un poids déterminant dans le sens de l'ouverture des négociations de Genève entre les Etats-Unis et l'URSS.

L'influence du mouvement de paix belge qui a atteint son point culminant avec la manifestation de masse du 25 octobre 1981, et qui a dépassé les limites de l'action antiguerre traditionnelle et principalement d'inspiration de gauche, a été importante, tant sur le gouvernement belge que — avec des retombées similaires aux Pays-Bas — sur l'opposition européenne à l'installation des missiles.

A juste titre, la grosse majorité des organisations de paix, des partis politiques et autres qui ont participé à cette manifestation a marqué son opposition devant la prétendue « option zéro » du président Reagan qui vise à l'instauration définitive de la suprématie nucléaire américaine et occidentale en proposant le démantèlement des SS-20 tout en laissant notamment en place le dispositif nucléaire américain dans les mers qui entourent l'Europe.

En ce qui concerne Genève, il est nécessaire aujourd'hui que les forces de paix européennes se retrouvent sous la forme d'actions parallèles ou communes, pour dépasser la logique de la politique des blocs, par exemple, en exigeant la création en Europe d'une grande zone ou de plusieurs zones régionales dénucléarisées comprenant des pays des deux blocs militaires. Il est également nécessaire qu'une conférence européenne pour le désarmement continue à mettre les Européens et leur opinion publique en mesure, dans le prolongement du processus

d'Helsinki, de faire entendre leur voix ET à Genève où l'apport européen est absent ET à d'autres négociations qui traînent en longueur comme à Vienne (MBFR).

4. Les événements de Pologne, leur accélération dramatique depuis la fin de 1981, ont été utilisés par les partisans des missiles de l'OTAN et de la logique des blocs en Europe occidentale pour fournir des arguments à la thèse de la « fermeté à l'égard de l'URSS », contre ceux qui œuvrent en faveur d'une concertation pan-européenne en matière de paix et de coopération. Néanmoins les hésitations ouest-européennes, jusqu'au niveau des gouvernements, sont le signe de la résistance à la stratégie de Reagan. C'est pourquoi le PCB est d'avis qu'il est extrêmement important d'être vigilant à l'égard de la politique du nouveau gouvernement Martens V. Des tentatives de surprendre les forces de paix par l'une ou l'autre forme d'acceptation de la décision de l'OTAN de 1979 ne sont pas à exclure.

Le parti a pour tâche de s'engager dans le mouvement pacifiste pour la totalité des objectifs du 25 octobre, pour une participation belge et européenne aux négociations sur le désarmement, pour une zone dénucléarisée en Europe, pour le dépassement de la logique des blocs sur base des besoins de notre époque.

Cela exige aussi de notre part une position claire à propos de la place de la Belgique dans l'OTAN. La prépondérance américaine est à la base de l'attitude favorable de l'alliance — accueillie avec une réserve de plus en plus grande en Europe occidentale — à l'égard des visées impérialistes américaines, sur notre continent et à l'échelle du monde. C'est dans ce contexte que se situent aussi les tâches nucléaires belges et les obligations militaires actuelles de notre pays en Allemagne occidentale.

C'est dans ce contexte surtout que se situe l'action pour le refus inconditionnel par la Belgique de l'installation d'armes euro-stratégiques nucléaires sur le sol national.

Il est important que le parti convainque les autres participants au mouvement de paix d'exiger une action plus autonome des partenaires européens de l'OTAN et en particulier de la Belgique, notamment en ce qui concerne l'Europe, ce qui représenterait un pas vers le dépassement de la politique des blocs, dans la perspective de leur dissolution simultanée.

5. La politique dite d'aide au tiers monde est d'abord une politique d'aide aux entreprises du capitalisme belge dans les pays dits sous-développés, celui-ci agissant d'ailleurs le plus souvent en sous-ordre du capitalisme des USA et des sociétés multinationales.

La politique de non-alignement pour la Belgique implique dans ce domaine :

a) un plan de relations politiques et économiques favorisant la défense et le développement de l'emploi de la population travailleuse belge et les intérêts de nos régions, sur un pied d'égalité et d'avantages mutuels et dans le respect le plus absolu de leur indépendance, avec les pays dits sous-développés et, prioritairement avec ceux d'entre eux qui ont engagé la lutte pour leur indépendance économique ;

- b) la fourniture à ces pays de biens d'équipements payables en marchandises courantes à des prix rémunérateurs et non en devises ;
- c) l'instauration d'un système de prêts à long terme, à faible taux d'intérêt, pour des investissements publics favorisant le développement du pays et non des intérêts privilégiés ;
- d) l'opposition à toute forme d'interventions politiques colonialistes et néo-colonialistes. Ainsi le rapprochement entre Mobutu et le département d'Etat américain, tout comme le rôle de Kinshasa dans la stratégie impérialiste américaine à l'égard de l'Afrique noire et de l'Afrique australe, doivent inciter notre pays à revoir ses relations avec le Zaïre en les débarrassant de tous leurs aspects néo-colonialistes ou pro-impérialistes ;
- e) le soutien des mouvements de libération et des initiatives démocratiques partout dans le tiers monde et entre autres à la lutte des peuples palestinien, d'Afrique australe et d'Amérique latine.

6. Finalement, le PCB se réjouit du fait que l'essor du mouvement antiguerre et contre les euromissiles en Europe occidentale indique une prise de conscience européenne par delà des frontières de larges couches populaires, en ce qui concerne les problèmes vitaux avec lesquels tous ces pays sont confrontés. Par conséquent, il se prononce pour la démocratisation des institutions européennes dans le cadre de la lutte pour une Europe des travailleurs et non des multinationales. La CEE doit se préoccuper des intérêts des travailleurs dans tous les domaines qui dépassent les frontières des Etats : consommation, santé, environnement, travailleurs immigrés, femmes, jeunes, relations de la CEE avec le tiers monde, etc. Une communauté européenne démocratique peut aussi jouer un rôle important dans l'arrêt de la course aux armements et le dépassement de la politique des blocs, et dans la progression vers une réelle autonomie à l'égard des Etats-Unis.

**Dans une prochaine livraison des C.M. :  
LES ECOLOS ET NOUS**

# La mise sur orbite de Solidarité et Participation

Du côté du Mouvement Ouvrier chrétien francophone (Wallonie-Bruxelles), une opération ambitieuse est en cours : la mise sur orbite d'un « Mouvement politique » qui se veut progressiste, pluraliste et fédéraliste.

Nous avons indiqué dans les CM de janvier que les comités fédéraux du MOC avaient été invités au lendemain des élections du 8 novembre 1981 à répondre à un questionnaire, afin de préparer un débat sur l'efficacité de leur action politique. Une des questions posées portait sur l'éventuel lancement d'une nouvelle force politique.

Sur base des réponses reçues, le Conseil central du MOC décidait le 6 février de créer cette force politique nouvelle. Et c'est le 27 février que la même instance adoptait des résolutions définissant les moyens à mettre en œuvre, précisant les relations du MOC et de ses organisations vis-à-vis du Mouvement, lequel a depuis lors reçu au baptême le nom de « Solidarité et Participation » (SEP).

On aperçoit d'emblée la complexité de la démarche : c'est le MOC qui prend l'initiative de créer un mouvement politique, mais il refuse d'en prendre possession, de se confondre ou de s'identifier avec ce Mouvement. Bien entendu, nombre de ses militants les plus engagés se retrouveront (se retrouvent déjà) dans SEP. Mais pas seuls. Avec des militants d'ailleurs, qu'ils viennent par exemple du RW ou de la DC ou du MAP-GPTC. Et avec des personnes d'autres milieux sociaux que le mouvement ouvrier — agriculteurs et indépendants par exemple.

C'est en principe de la rencontre et de la collaboration de ces personnes — chacune s'affiliant *individuellement* — que doit prendre corps Solidarité et Participation. Deux étapes sont prévues dans ce déploiement : avant la fin de l'année en cours, le mouvement se dotera d'instances propres — et avant la fin de 1983, une assemblée générale de délibération arrêtera un programme après avoir évalué ses forces. Ainsi pourra être évitée, pense-t-on, la confusion entre le MOC, rampe de lancement, et SEP, lancé sur orbite.

Reste à voir à quoi visent tous ces soins.

Les résolutions adoptées le 27 février dernier nous y aident.

Elles partent d'un acquis du MOC : des « options fondamentales », datées de 1978, en faveur « — d'une société juste et solidaire d'hommes égaux et responsables dans la liberté;

— d'une société où le développement des hommes et la qualité de la vie sont des valeurs prioritaires;

— d'une société solidaire quant au droit d'utilisation, par tous, des biens économiques de base, des ressources naturelles et de la connaissance;

— d'une société fondée sur le travail digne de la personne et sur la responsabilité de chacun;

— et enfin d'une société démocratique qui doit inlassablement se construire dans tous les secteurs de la vie ».

Au MOC, ces options sont considérées comme toujours valables. On y admet toutefois qu'il reste beaucoup à faire pour les traduire concrètement. D'où cette quête d'efficacité politique. « Le MOC et ses organisations constitutives entendent favoriser l'engagement des hommes et des femmes du monde du travail à tous les niveaux de la vie politique. Ils veulent leur assurer une représentation politique en prolongement de leur action. » Ce prolongement politique est jugé encore plus nécessaire en raison de la crise. Une crise contre laquelle il s'agit d'élaborer « un programme crédible ».

Les initiateurs de Solidarité et Participation veulent « consolider, dans la clarté et le respect mutuel, l'unité d'action du mouvement des travailleurs ». « Ils veulent un relais politique, porteur de justice et de solidarité dans la ligne de leurs options, de leurs programmes et des pratiques politiques nouvelles qu'ils souhaitent promouvoir. Ils entendent ainsi œuvrer, dans le respect de leur spécificité, à la réalisation d'une majorité progressiste ».

Arrêtons-nous un instant aux notions relais politique, pratiques politiques nouvelles, majorité progressiste.

*Relais politique* : fatigué, voire écéuré par une trop longue expérience du centrisme, le Conseil central du MOC déclare d'emblée qu'il ne s'agit pas de n'importe quel relais : « il est exclu que ce Mouvement politique s'allie à des politiques de droite ».

*Pratiques politiques nouvelles* : la formule exprime un besoin de démocratie dynamique et de type autogestionnaire à l'intérieur du mouvement, le refus de toute rupture entre le discours et les actes, le rejet catégorique de la bureaucratie et du clientélisme. D'une certaine manière, les nouvelles pratiques se définissent par contraste avec les pratiques habituelles au PSC et au PS.

*Majorité progressiste* : le choix est clair, il se situe à gauche. La perspective est celle d'un rassemblement ou d'une constellation des forces de progrès. Une perspective qui n'a rien d'utopique. Si elle exige encore un changement dans les rapports de force actuels — elle rendra possibles des changements plus décisifs à l'avenir.

A la mi-avril, la grosse affaire pour les « lanceurs » de Solidarité et Participation était de mettre en place des collectifs régionaux (au niveau des arrondissements), de diffuser le dépliant « Wallons et Bruxellois, rejoignons-nous », et de placer des cartes d'affiliation.

On notera que les adresses de contact — dont il est bien précisé qu'elles sont provisoires — sentent le MOC : provisoirement, le secrétariat-général est fixé au 141, rue de la Loi. Nul doute que si la dynamique d'élargissement de SEP s'affirme, le provisoire ne s'incruster pas. Mais cette dynamique est un pari qu'il faut encore gagner.

Et le pluralisme proclamé de SEP, à quoi répond-il, si la matrice du mouvement est chrétienne et si le mouvement entend « prendre en compte les motivations profondes pour lesquelles les travailleurs chrétiens sont organisés de manière spécifique » ? Le risque d'ambiguïté est évident. Certes, le mot « chrétien » n'apparaît nulle part dans le dépliant de SEP. Certes, le MOC compte dès à présent parmi ses militants des personnes qui ont perdu la foi. Le problème demeure néanmoins entier : par la logique même de l'initiative prise au niveau du MOC, la plupart des adhérents seront très vraisemblablement de souche chrétienne. Les non-croyants y seront minorisés. Pour qu'ils ne s'y sentent pas otages, il faudra une vigoureuse volonté de pluralisme. Après tout, cela pourrait figurer parmi les « nouvelles pratiques politiques »...

# Non-alignement

« Les motivations neutralistes et pacifistes de beaucoup de jeunes sont dictées par l'apparente incapacité de l'Occident à coopérer dans le domaine économique ». En tenant ces propos désabusés dans une récente interview à l'agence américaine United Press International (1), M. Martens s'en prenait surtout à « l'unilatéralisme » de Washington, « c'est-à-dire une tendance des Etats-Unis à considérer de leur seul point de vue tous les problèmes du monde ». Le premier ministre avait en vue le sommet des pays industrialisés qui doit réunir début juin à Versailles les plus grandes puissances du monde capitaliste. Mais, même si cette réunion devait corriger quelque peu cet état de choses, ce qui est peu probable, on se trouverait toujours en présence d'un « unilatéralisme » des Grands du monde capitaliste développé. Et en face d'un autre volet des motivations évoquées par M. Martens dont les préoccupations sont à cet égard plus éclairantes que les explications.

Le premier ministre, qui parle d'une génération perdue et de démocratie en péril « si les démocraties occidentales ne faisaient pas quelque chose contre le chômage des jeunes », n'a pas tort de s'inquiéter des conséquences d'une des tares les plus profondes de son régime. Mais l'unilatéralisme occidental, c'est-à-dire la persistance de l'impérialisme qui ne fait qu'accroître ce que l'on appelle aujourd'hui pudiquement le déséquilibre Nord-Sud, motive tout autant beaucoup de jeunes.

En fait, une bonne partie de la jeunesse se détourne de plus en plus d'un système qui ne lui offre trop souvent que le chômage, qui maintient le tiers monde dans le sous-développement et qui est à l'origine de la course aux armements et de la logique des blocs.

Mais il n'y a pas que les jeunes. Quand Andréas Papandréou, rappelant il y a peu (2) dans une interview au « Soir » « le grand problème de la division de l'Europe » et l'espoir de la surmonter un jour, déclare : « Nous sommes contre le pacte de Varsovie et l'OTAN dans cette perspective », on ne peut oublier qu'il s'agit du premier ministre d'un pays atlantique. Dont l'adhésion au pacte atlantique a d'ailleurs marqué une étape décisive de la guerre froide et de l'approfondissement de la division de l'Europe. Le fait qu'un chef de gouvernement grec tienne aujourd'hui de tels propos montre l'ampleur des changements intervenus en Europe.

(1) Interview accordée le 8 avril 1982 à UPI.

(2) « Le Soir » du 31 mars 1982.

En réalité, ce que l'on appelle « neutralisme » dans les déclarations de M. Martens et quelques autres politiques, américains notamment, c'est une aspiration grandissante à plus d'indépendance de l'Europe et des pays européens, c'est une orientation vers le non-alignement, vers le dépassement de la politique et de la logique des blocs.

Cette aspiration, qui s'est traduite avec le plus d'éclat par les grandes manifestations pacifistes de l'automne dernier, a pu freiner jusqu'ici la course aux euromissiles, bien que la bataille soit loin d'être gagnée. elle peut amener les pays européens à jouer un rôle plus actif dans les négociations de désarmement et faire progresser les projets de zones dénucléarisées en Europe.

Une plus grande indépendance de l'Europe et des pays européens c'est aussi une attitude plus indépendante dans les relations avec le tiers monde. Si une hirondelle ne fait pas le printemps, la déclaration franco-mexicaine sur le Salvador n'en a pas moins été exemplaire en la matière. Comme, en sens inverse, l'attitude peu glorieuse de MM. Martens et Tindemans dans cette affaire ou celle des Dix dans le conflit des Malouines. Certaines velléités européennes à propos du problème palestinien montrent aussi ce que pourrait être une politique indépendante de l'Europe.

En dehors de l'Amérique centrale, la diplomatie française n'a pas montré beaucoup jusqu'ici ce que la politique du gouvernement de gauche apportait de nouveau dans le monde. Les difficultés économiques et financières auxquelles se heurte la France en raison notamment de la politique américaine des hauts taux d'intérêt ne sont certainement pas étrangères à ce manque d'initiatives originales. Ce qui souligne d'autant plus l'importance qu'aurait une véritable politique européenne face aux pressions monétaires américaines.

L'état de siège en Pologne pèse également sur la situation en Europe. Nous l'avons très nettement désapprouvé, réclamé la libération des syndicalistes emprisonnés. Et nous nous sommes opposés tout aussi clairement à tout ce qui, en aggravant encore la tension, en contribuant à relancer la guerre froide et l'escalade de la politique des blocs, enfermerait encore davantage les Polonais dans le cadre rigide qu'ils connaissent actuellement. Seule la détente peut créer un contexte favorable au retour à un processus démocratique qui est pour nous indissociable du socialisme. Ici aussi, une plus grande indépendance de l'Europe et des pays européens va à l'encontre de la logique des blocs.

En définitive, les « motivations neutralistes et pacifistes » qu'évoque M. Martens apparaissent comme une prise de conscience croissante de la nécessité d'une plus grande indépendance de l'Europe et des pays européens, une aspiration au non-alignement pour dépasser la politique des blocs, arrêter la course aux armements et l'escalade nucléaire, faire du tiers monde un partenaire à part entière.

# Le Salvador, loin du Vietnam ?

Le 24 mars 1980, à la fin de la messe, l'archevêque de San Salvador, Oscar Romero, était assassiné dans sa cathédrale.

L'avocat Roberto Cuellar, dirigeant du service juridique de l'archevêché de San Salvador, a déclaré à ce sujet que des tueurs professionnels avaient été engagés par des officiers supérieurs pour supprimer « l'archevêque des pauvres ». Il a été établi aussi par le même service une implication directe de l'ancien chef des services de renseignements de la Garde nationale, le major d'Aubuisson, récent vainqueur de la farce électorale de mars 1982 et qui se trouve peut-être au gouvernement à l'heure où ces lignes sont publiées. Il paraîtrait que ses collègues de la CIA l'auraient préféré plus discret.

## FANFARE SANGLANTE

A l'enterrement du prélat, trente-cinq personnes furent assassinées.

Cette année 1980 avait débuté en fanfare sanglante : septante morts dénombrés lors de la manifestation du 22 janvier, organisée pour sceller l'unité d'action entre les quatre principales organisations révolutionnaires, et qui rassembla 200.000 personnes. Deux ans plus tard, la Junte militaire, soutenue et présidée par la Démocratie chrétienne, présente un bilan de répressions et de meurtres dont l'intensité n'a pu venir à bout de la résistance populaire.

Alors que faire ? Faudra-t-il appeler ouvertement « l'ami américain », c.-à-d. solliciter une intervention militaire ouverte, alors qu'aux USA rôde le spectre vietnamien ? Certes, la péninsule indochinoise se compare difficilement au goulet de l'Amérique centrale. Mais de puissants facteurs économiques, géographiques et stratégiques se cumulent aux yeux des USA : cette zone assure l'accès vers l'Amérique du Sud, le passage entre les deux plus grands océans du globe, c'est par le golfe du Mexique et le canal de Panama que transitent la moitié environ du commerce extérieur et les deux tiers des importations nord-américaines de pétrole. Et de surcroît, il y a Cuba et le Nicaragua, avec leurs risques de contagion...

## QUELQUES DONNEES STATISTIQUES

Le Salvador, une petite bande de terre de 22.000 km<sup>2</sup>, avec 250 km de côtes sur le Pacifique, enserrée entre le Guatemala au Nord, le Honduras à l'Est et le Nicaragua au Sud — et tout près de là, Panama.

La population est de 4.600.000 habitants, soit une densité record de 221 habitants au km<sup>2</sup>. La capitale compte un demi million d'habitants. 40 % des Salvadoriens sont analphabètes. 62 % des exportations sont assurés par le café, dont le Salvador est le 8<sup>e</sup> producteur mondial. Cette culture commença à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Le prix du café marque fortement l'économie du pays, soumise aux fluctuations du marché international. Le partage du revenu national est un des plus déséquilibrés d'Amérique latine par la concentration des richesses entre les mains d'une très petite minorité. Quatorze familles ont longtemps dominé le pays. Elles semblent être une cinquantaine à ce jour. Trente d'entre elles possèdent plus de 1.000 hectares chacune.

Dans une lettre pastorale de 1979, Mgr Romero signalait que les revenus moyens de 0,3 % des habitants étaient 178 fois plus élevés que ceux de 53,7 % des mêmes Salvadoriens.

Eduardo Galeano, dans « *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* », à qui nous avons emprunté quelques-uns de ces chiffres, relève encore : « Les habitants du Salvador, qui fournissent le coton aux industries textiles du Japon, consomment moins de calories et de protéines que les Indiens affamés de l'Inde... le quart des habitants meurent victimes d'avitaminose. » C'est que la monoculture du café, imposée par la mini-oligarchie, oblige le pays à importer les rares éléments nutritifs. « Le café profite beaucoup plus à ceux qui le consomment qu'à ceux qui le produisent ». Bref, c'est une situation de type colonial; les habitants du Salvador subissent une double exploitation — intérieure et extérieure.

La commission des relations internationales du Front Farabundo Marti de Libération nationale (FMLN) a procédé l'an dernier à une analyse de la situation économique du pays, analyse publiée dans le périodique « Solidarité socialiste ». On y relève des données chiffrées à propos de l'étranglement de l'économie. « En 1979 déjà, l'économie accusait un taux de croissance négatif de - 13 % par rapport à 1978. En 1980, elle accusait un nouveau recul de près de 8 % (en prix courants). Le produit intérieur brut connaissait en 1979 une diminution de 1,6 % et en 1980 de près de 9 % (prix constants 1962). En termes réels, vu le taux de croissance démographique de 3 %, la diminution du PIB per capita a été de l'ordre de 16 %. (...) La production de café a connu en 1980 une réduction de 5,3 %, celle du coton a baissé de 4,3 % et celle de la canne à sucre a diminué de près de 25 %. La production de haricots a diminué de 15 % et celle du maïs tendre de 4,9 % ». La balance commerciale a connu une détérioration catastrophique, le Salvador accusant un déficit commercial avec les autres pays d'Amérique latine, à l'exception du Honduras. Des fuites massives de capitaux ont affecté l'ensemble de l'économie. Et le FMLN d'observer : « *Ni la répression sanglante, ni l'injection continue de capitaux néo-colonialistes ne pourront résoudre les sévères difficultés qui se manifestent dans l'espace économique. Celles-ci ne pourront être résolues que par la naissance*

*de nouvelles conditions sociales pour une nouvelle économie, pour une nouvelle société ».*

## **LOIN DU VIETNAM ?**

San Salvador est à des milliers de kilomètres du Vietnam, mais à quelques centaines de kilomètres des Etats-Unis. Voici sept ans, l'empire américain subissait une défaite en Asie.

Une victoire des forces progressistes au Salvador se présenterait comme une autre défaite pour les USA — moins directe, plus politique. Caspar Weinberger, chef du Pentagone, a exprimé tout haut une vérité qui répugne au président Reagan : les Américains n'ont pas envie de mourir pour le Salvador.

Pour quoi, pour qui le feraient-ils ? Pour prolonger des privilèges maintenus depuis longtemps par des dictatures militaires au pouvoir depuis 1931, et dont la première répression massive date de janvier 1932 : massacre de paysans, qui fit de 15 à 30.000 victimes. Ce massacre fut ordonné par Massimiliano Martinez, militaire qui se maintint au pouvoir jusqu'en 1944. « Il est peu surprenant que le pays soit dirigé d'une main de fer par des militaires, depuis le début des années trente, étant donné la répartition des richesses », souligne le rapport de Pax Christi, publié en janvier 1982. L'avant-propos, d'A.C. Zöllner, note entre autres que « les inégalités entre une petite minorité de grands propriétaires et de riches industriels qui contrôlent toute l'économie du pays (les « quatorze familles ») et la grande masse des Salvadoriens qui vivent en dessous du minimum vital, constituent la toile de fond de l'actuelle guerre civile ». Et plus loin : ... « Depuis 1979, aucun secteur de la société n'a été épargné par la répression. La plupart des responsables de l'opposition, des organisations syndicales, des milieux intellectuels et religieux ont été éliminés. Dans de telles conditions, les droits civiques et politiques sont inexistantes et les membres de la mission de Pax Christi qualifient de « FARCE » le projet de la junte de tenir des élections générales en mars 1982. »

Cette farce a été jouée sans la participation des forces d'opposition, mais la pièce n'est pas terminée.

## **50 ANS DE POUVOIR MILITAIRE**

Après les années de M. Martinez, différentes juntes occupèrent successivement le pouvoir pour le compte des fameuses « quatorze familles ». Quelques assouplissements d'apparence démocratique furent introduits pour favoriser la production, en ne ménageant aucune des possibilités de tripotages électoraux.

Car la fraude électorale est institutionnalisée au Salvador (absence de registre électoral, urnes bourrées d'avance ou soudain évaporées, cartes d'électeurs établies pour des défunts, etc.).

Quand en mars 1977, malgré une fraude notoire, il apparut que les candidats de l'opposition allaient recueillir un triomphe, les premiers chiffres furent « rectifiés ». Groupes paramilitaires et escadrons de la mort semèrent la terreur, histoire d'enlever au peuple le goût des consultations électorales. En octobre 1979, des jeunes officiers, cherchant l'appui des secteurs démocratiques de l'opposition, créent une Junte

révolutionnaire de gouvernement, mais celle-ci ne parvient pas destituer la camarilla militaire.

Le 22 mars 1980, une manifestation populaire en faveur de l'unité est réprimée jusqu'au massacre. Les composantes démocratiques de la junte au pouvoir vont abandonner leurs charges. Une nouvelle junte est mise en place en décembre. Le colonel Majano, chef de file des jeunes officiers, est démis de ses fonctions. Le dirigeant démocrate chrétien Hector Dada Hirezi est destitué et remplacé par Napoleon Duarte, désigné comme président de la république par les forces armées.

Depuis lors, la répression n'a cessé de s'accroître. Et malgré les atrocités, Duarte est parvenu à se parer d'oripeaux « démocrates-chrétiens », alors que la plupart des démocrates-chrétiens ont, avec les communistes et les sociaux-démocrates, rejoint les forces révolutionnaires, le Front démocratique révolutionnaire et le Front Farabundo Martí de Libération nationale. Des 30 membres du conseil exécutif de la DC de janvier 1980, 9 soutiennent encore Duarte.

### **VIETNAM-SALVADOR, MÊME COMBAT DANS UNE AUTRE AMÉRIQUE ?**

Aujourd'hui, aux Etats-Unis, des courants de l'opinion publique empêchent le tandem Reagan-Haig de passer à une action que ce tandem essaie de justifier.

Le 17 février dernier, Alexander Haig repoussait toute analogie avec la guerre du Vietnam en déclarant sans rire qu'« une menace militaire à notre porte soulève une autre catégorie de problèmes ». Pour accréditer, une fois de plus, l'idée que le soulèvement au Salvador ne

*« Nous avons à juste titre réprouvé les féroces représailles nazies lors du dernier conflit mondial... En Amérique centrale, ces faits se reproduisent... des villages entiers sont massacrés, des populations expulsées, obligées de se réfugier dans des lieux d'accueil improvisés ou même hors des frontières de la patrie (comme les Salvadoriens au Honduras), toujours sous le danger de nouvelles attaques et de nouvelles tueries. Et le monde regarde presque impassible... ce délit contre l'humanité. Délit d'autant plus grave qu'il est presque toujours commis avec atrocité, recours à la torture et aux sévices sur les vivants, au mépris et à la dérision des cadavres. Têtes coupées, membres et bustes sectionnés, corps écartelés, parfois de femmes enceintes, férocités macabres, comme l'inclusion d'animaux dans le ventre des tués et même le placement de la tête du fiancé dans le ventre de la fiancée... »*

**Mgr Betazzi, évêque d'Ivrea, président de Pax Christi International,**  
au retour de sa mission d'enquête en Amérique centrale.

peut être que le fait de l'extérieur, qu'il installerait un arsenal « menaçant » pour la première puissance militaire et économique du monde, refusant ainsi de prendre en compte la situation intérieure du Salvador.

Le 2 mars, le même Haig récidivait en affirmant que la guérilla au Salvador était contrôlée et commandée de l'extérieur. Le directeur de la CIA, W. Casey, citait à l'appui l'aide du Vietnam et de l'OLP, et bien

entendu, Cuba et l'URSS. Surenchère qui voudrait étouffer les raisons de base d'une guérilla populaire. Le Nicaragua, exsangue après la dictature de Somoza, est lui aussi accusé d'aider la guérilla. On sait quelles pressions et menaces yankees cela a valu au Nicaragua, qui en a appelé au Conseil de sécurité.

Ainsi se développe l'intoxication idéologique selon un scénario impliquant un complot qui tenterait de déstabiliser l'ordre admis en Amérique centrale, ce qui justifierait l'intervention massive des USA et mettrait en garde contre toute autre velléité de ce genre dans la région.

Mais tout n'est pas si aisé car les états-majors, aussi machiavéliques soient-ils, ont besoin de troupes. Or le Vietnam a laissé beaucoup de traces, que l'on retrouve notamment dans une résolution votée au début de février, par 396 députés américains contre 3, demandant au président Reagan de « faire pression sur toutes les parties dans le conflit salvadorien pour que s'engagent des discussions sans conditions, permettant d'aboutir à une solution négociée de la guerre civile ». Résolution d'autant plus significative qu'à cette même période, les milieux officiels des Etats-Unis exprimaient des doutes quant à une victoire possible de la junte, laissant malgré tout une porte ouverte à une intervention militaire. La présence de conseillers militaires, l'entraînement d'officiers salvadoriens aux USA, l'envoi d'armes à la junte, la présence de navires de guerre — tout cela témoigne de ce que l'intervention yankee au Salvador ne relève pas de la science-fiction. Près de 100 millions de dollars ont été attribués à la junte en 1981 au titre d'aide militaire. Rien n'est trop cher pour défendre les intérêts des USA...

Et cependant, stratégique, politique ou économique, le raisonnement passe mal dans l'opinion. Selon un sondage de l'hebdomadaire « Newsweek », en une année, de mars 81 à mars 82, le pourcentage d'Américains approuvant la politique Reagan au Salvador, est tombé de 43 % à 33 %. Ce qui explique les réactions des dirigeants de divers groupements, à commencer par les députés déjà cités. Dans les milieux religieux, l'inquiétude s'exprime par des lettres ouvertes et des déclarations comme celle de l'archevêque John Roach, président de la conférence épiscopale américaine, du président du Conseil national des églises, de responsables des différents mouvements luthériens et presbytériens et de la Conférence centrale des rabbins.

Le spectre vietnamien sera-t-il suffisant pour empêcher l'envoi de troupes au Salvador ? Le doute subsiste à ce jour. A l'appel du président Portillo, proposant la médiation du Mexique pour une solution négociée, appel appuyé à Managua le 21 février 1982 par vingt-six partis politiques de vingt pays d'Amérique latine, Reagan a répondu par une aumône, sous forme de projets mineurs pour favoriser quelques sociétés privées. Beaucoup de bruit pour rien. Si ce n'est le maintien de la « pax americana » et son cortège de misères et d'exploitations.

Mais petit à petit, l'espoir change de camp et les « desperados » ne le sont peut-être plus tellement. A l'héroïque peuple du San Salvador répondent de partout les consciences qui rejettent l'injustice sociale. A chacun d'entre nous d'apporter sa pierre dans ce combat si juste.

# Le Document de Santa Fe, une affirmation de l'hégémonisme des Etats-Unis en Amérique latine

La politique de l'administration Reagan en Amérique latine préconise l'aide aux mouvements de droite au Nicaragua, au Salvador et au Guatemala, le soutien aux pays de l'ABC — Argentine, Brésil, Chili — la neutralisation du Mexique, le nettoyage de la « Mer rouge » des Caraïbes, etc...

Il y a quelques mois, le Comité Europe-Amérique latine publiait le contre-rapport sur le Salvador et l'Amérique centrale — document élaboré par des fonctionnaires et révélant les manœuvres du Département d'Etat au Salvador et en Amérique centrale. Il y était fait état de plans d'intervention militaire américaine au Salvador et au Guatemala.

Actuellement, le document de Santa Fe « Une nouvelle politique américaine pour les années 80 », est accessible au public.

Le document de Santa Fe a été publié en mai 80 par des experts du Parti Républicain réunis à Santa Fe, la capitale du Nouveau Mexique. Le lieu de la rencontre est déjà symbolique, puisqu'il rappelle l'« achat » de cette terre au Mexique par les Etats-Unis en 1848.

Le Comité de Santa Fe s'est réuni sous l'administration Carter. Son rapport fut publié alors que la Convention n'avait pas encore désigné son candidat aux prochaines élections présidentielles; en effet, ce ne fut qu'en juillet que Reagan fut désigné.

Le document de Santa Fe propose une politique qui vise clairement à sauvegarder, et même à augmenter les intérêts stratégiques et économiques des Etats-Unis dans l'hémisphère. « Dans les régions vitales pour le pouvoir d'une nation, le maintien du statu quo ne suffit pas » car il faut battre en brèche la seule alternative qui s'offre au monde, la « Pax Sovietica » au profit de l'« affirmation de la puissance américaine ».

Les principes sur lesquels repose le document sont la doctrine Monroe (l'Amérique aux Américains » — entendons « l'Amérique aux Nord-Américains »), l'idée hémisphérique (espace distinct du Vieux Monde : l'Europe dans son sens large), et le principe de sécurité nationale selon lequel toute manifestation populaire est considérée comme agent du communisme. Comme le disait récemment la délégation de Pax Christi International de retour d'Amérique centrale, le fait d'avoir la Bible au Guatemala est considéré comme subversif, donc communiste.

Le document manifeste également son opposition au parti démocrate dont la politique des droits de l'homme est vivement critiquée. Il faut clairement soutenir ses amis dans la région et attaquer ses ennemis et non ébranler « des soi-disant oligarchies » « autoritaires bien sûr, mais pro-américaines ». Cette politique des droits de l'homme a failli perdre le Salvador, d'après le document.

Si Reagan s'est inspiré du rapport de Santa Fe en redoublant son aide militaire et matérielle à la junte au pouvoir, dans les faits il s'est vu obligé de tenir compte un tant soit peu d'une image acceptable par l'opinion internationale que le comité de Santa Fe semble avoir sous-estimée. La politique de durcissement préconisée semble, elle aussi, aboutir à un échec dans les visées impérialistes des Etats-Unis bien que la victoire de l'extrême-droite, dont le programme est « la lutte contre le communisme » pourrait répondre aux vœux initiaux du comité.

Le comité de Santa Fe accuse Cuba d'être à l'origine des troubles en Amérique centrale. Il propose de prendre des mesures punitives contre l'île. Il suggère de créer une « Radio Free Cuba », projet déjà réalisé par la création de Radio Marti et si « la propagande échoue, nous devons entamer une guerre de libération contre Castro ». Le Nicaragua et Grenade sont attaqués dans les mêmes termes; le document laissait prévoir les manœuvres d'intimidation et l'aide américaine aux contre-révolutionnaires qui sont actuellement en cours de déstabiliser ces régimes dérangeants.

Des hommes aussi sont parfois gênants, surtout lorsqu'ils sont haut placés.

L'ex-président du Panama, Omar Torrijos est vu comme un dictateur « d'extrême gauche » et le document est sévère pour les idées de Jaime Roldos, à l'époque président de l'Equateur. Depuis ces deux hommes aux idées nationalistes indésirables sont morts dans des « accidents » d'avion.

## **UNE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE POUR COMBLER LES MANQUES DES ÉTATS-UNIS**

Un chapitre particulier est destiné à analyser la « politique économique et sociale », à promouvoir par les Etats-Unis dans l'hémisphère. La politique commerciale, agricole et industrielle des Etats-Unis « doit maximaliser les avantages comparatifs de production basée sur le manque de certains produits aux Etats-Unis ».

Des « donations » sont prévues pour favoriser le libre échange d'aide économique aux pays d'Amérique centrale et aux Caraïbes (le mini-Plan Marshall) rappellent les propositions émises dans le document.

Le programme comprenait en effet le libre accès à tous les produits de la région aux Etats-Unis et 350 millions de dollars de crédits nouveaux pour l'aide au secteur privé des pays les plus pauvres.

Il faut en effet lutter contre la pauvreté « bouillon de culture du communisme » et éduquer les populations vers les idéaux américains qui mènent au culte de la propriété privée et de la « liberté individuelle » seules capables d'augmenter la productivité.

Dans le document, le Mexique, fournisseur de pétrole et de gaz, et le Brésil, parce que c'est le « géant » de l'Amérique latine, font l'objet d'une attention particulière. Les Etats-Unis devront encourager ce dernier à acquérir une technologie avancée et à se rapprocher de l'Argentine et des autres pays du Cône Sud pour imposer leur modèle de développement économique.

## LES AUTEURS DU DOCUMENT DE SANTA FE

L'homme-clé du comité de Santa Fe est Roger Fontaine, directeur du secteur Amérique latine au « Center for Strategic and International Studies » (CSIS), sis à Georgetown. Il a en outre été nommé responsable pour l'Amérique latine du Conseil pour la Sécurité Nationale (NSC), donc pour les interventions clandestines dans la région.

Il est l'auteur d'autres études telles que « Brésil et Etats-Unis : vers la maturation des relations », publié en 1975 par l'Institut Hoover sur la Paix, la Révolution et la Guerre, en collaboration avec l'American Enterprise Institute.

Ces divers centres de recherche travaillent tous pour le Parti républicain et emploient des politiciens futurs ou retraités dont l'influence est grande.

Parmi les auteurs, l'on retrouve également le lieutenant Gordon Summer, ancien président de la Junte Interaméricaine de Défense et actuel conseiller de Thomas Enders (le sous-secrétaire d'Etat de Reagan pour l'Amérique latine) et L. Francis Bouchey, le président du conseil interaméricain de sécurité.

Un document à prendre donc très au sérieux non seulement en raison de la qualité de ses auteurs, mais aussi parce que les mesures envisagées dans ce document se concrétisent par des actions qui violent ouvertement les droits des peuples et des hommes en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ce document permet de connaître les plans de l'administration Reagan, il est la base de ses discours, il devrait aussi donner le moyen de comprendre et de lutter contre la politique impérialiste des Etats-Unis, non seulement en Amérique latine mais dans le monde entier. En effet, il ne s'agit pas d'un document isolé. La politique internationale des USA s'appuie sur plusieurs études. Nous en publions une sur l'Amérique latine en tant que Comité Amérique latine mais il est bien certain que non seulement ce document a des impacts sur l'Europe mais encore que de tels documents existent pour l'Europe.

### Comité belge Europe-Amérique latine.

*Le « Document secret de la politique Reagan pour l'Amérique latine » ou document de Santa Fe est disponible au CEAL, au prix de 30 FB. Le CEAL organise conférences et débats sur base de ce document. Contacts : 34, rue de la Tulipe, 1050 Bxl. Tél. 02/513.21.35.*

## Le Salvador et l'opinion en Belgique

Parce que Napoleon Duarte se réclame de la Démocratie chrétienne — filiation contestée dans son pays et ailleurs — le débat autour de la légitimité du pouvoir au Salvador est particulièrement vif dans notre pays au sein du monde chrétien.

Qui est pour la Junte ? Qui est pour les forces populaires engagées dans la guérilla ? Ces questions déchirent nombre d'organisations chrétiennes.

Les deux partis sociaux-chrétiens belges — PSC et CVP — sont affiliés à l'Union mondiale des démocrates chrétiens. Un des vice-présidents de cette Union s'appelle Napoleon Duarte. Cela a suffi pour qu'au sommet des deux formations belges le soutien à Duarte et à sa junte aille de soi : la solidarité s'impose d'office, et ce sont en particulier Leo Tindemans et André Louis qui, avec des fortunes diverses, ont plaidé pour cette solidarité démocrate-chrétienne. Les deux partis se sont même vanté d'avoir en février 1981 suggéré à Duarte l'organisation d'élections au Salvador. Fiers d'avoir été entendus, ils ont toujours soutenu que toutes les garanties étaient réunies pour assurer le déroulement démocratique du scrutin du 28 mars dernier. Un mois avant l'échéance, André Louis écrivait dans « La Libre Belgique » : « Il faut un premier pas vers la démocratie et ces élections constituent incontestablement un pas décisif ». Il ajoutait : « *Notre devoir est donc d'apporter au parti démocrate-chrétien du Salvador un appui moral et matériel sans réserve* ».

C'est ce point de vue qui était exprimé au nom du gouvernement belge, après la visite rendue à la Maison-Blanche en février 1982 par le Premier ministre Martens et le ministre des Relations extérieures Leo Tindemans. « La Belgique considère que la décision du gouvernement salvadorien de permettre le retour à un régime démocratique pluraliste par la voie d'élections constitue un acte positif », était-il réaffirmé dans le communiqué officiel. L'envoi d'un observateur — expressément demandé par la Junte à la Belgique, la RFA, l'Italie et au Royaume-Uni — était rencontré de biais : pas d'observateur officiel, mais l'ambassadeur de Belgique suivra le déroulement du scrutin et fera « une analyse objective » de ses résultats.

Cette dernière décision marquait un infléchissement sur les positions antérieures de Leo Tindemans, favorables à l'envoi d'un observateur et que même le bureau national des CVP-Jongeren avait désapprouvé. Mais officiellement, tout se passe au niveau des Martens/Tindemans, des Nothomb/Louis, comme si Pax Christi international n'avait pas mené son enquête sur le terrain, avec ses innombrables constats d'atrocités et de dénis de démocratie. Ces témoignages sont ignorés ou écartés.

Or, il faut savoir qu'ils avaient été précédés d'autres témoignages et d'autres cris d'alarme, de souche plus directement belge.

Il y a plus d'un an, en février 1981, un vaste mouvement de protestation contre la Junte militaire salvadorienne s'est affirmé au sein du mouvement ouvrier chrétien en Flandre. Le Bureau du MOC flamand (ACW) exprimait solennellement sa vive préoccupation, face à la terreur qui règne sur le pays et aux massacres qui s'y succèdent. Le Bureau constatait l'impuissance et l'incapacité du pouvoir à mettre fin à la violence organisée, ce qui réduit toujours davantage les possibilités d'une solution pacifique et démocratique aux problèmes. Le peuple aspire à la paix et à une vie décente, mais vit dans l'angoisse et l'incertitude. En son nom, l'ACW en appelle de manière pressante à deux organisations syndicales internationales, la CISL et la CMT, pour qu'elles déclenchent une initiative de paix en faveur du peuple du Salvador. Le Bureau de l'ACW suggérait l'envoi sur place de délégations mandatées des inter-

nationales socialiste et démocrate-chrétienne. Pour le surplus, l'ACW s'engageait à apporter au peuple salvadorien une aide humanitaire.

En même temps, la revue du MOC flamand « De Gids » publiait une étude documentée sur la situation du Salvador, signée par Piet Declercq, prêtre brugeois qui avait passé plus de dix ans au Salvador et venait d'en être expulsé par la Junte. Etude précise et véhémement où était déjà évoquée la perspective d'un nouveau Vietnam et où l'auteur caractérisait la situation du Salvador en termes simples : *un peuple en croix*.

Toujours à la même époque, une Déclaration commune de mouvements, organisations et groupes chrétiens de Flandre appelait le gouvernement belge à prendre, éventuellement avec d'autres gouvernements européens, une initiative pour faire pression sur la Maison-Blanche, afin qu'il soit mis fin à toute intervention au Salvador. C'est la condition pour que le peuple salvadorien puisse enfin décider de son avenir pour toute liberté et indépendance, concluait la Déclaration commune.

La liste des signataires est très longue. Outre des dizaines de comités de base on y retrouve les Paroisses universitaires de Leuven, la JOC flamande, Justice et paix de Bruxelles, le Conseil de la jeunesse catholique, Pax Christi Leuven, le Comité Salvador de Flandre, la Commission protestante Eglise et développement, les Chrétiens pour le socialisme, Pastorale des jeunes de l'évêché d'Anvers, Jeune Eglise...

Peu de jours auparavant, quelque trois cents prêtres flamands avaient lancé un appel à Léo Tindemans, alors président du CVP, afin qu'il se serve de toute son influence auprès de N. Duarte pour que celui-ci mette fin à sa participation à un gouvernement « non seulement non-démocratique et non-chrétien, mais simplement inhumain et meurtrier ». La liste de ces noms était insérée dans divers journaux flamands sous forme de communiqué publicitaire.

La publication de ces appels n'était certes pas étrangère au premier anniversaire, alors imminent, de l'assassinat de l'archevêque Romero dans sa cathédrale. Il faut noter cependant qu'un prêtre belge rentré du Salvador le 13 janvier 1980, Ludo Van de Velde, témoignait publiquement de la situation qu'il avait vécue et protestait déjà contre l'appui de la Démocratie chrétienne (notamment flamande) à la Junte militaire salvadorienne.

En novembre 1980, c'est le Conseil national du Katholieken Werklieden bond (KWB, comparable aux Equipes populaires du MOC francophone) qui adressait une lettre ouverte aux mandataires ouvriers du CVP, leur demandant d'apporter leur appui non à la Junte, mais au peuple salvadorien.

Il est donc très malaisé d'ignorer les réalités salvadoriennes quand on est catholique flamand et curieux. C'est cependant l'attitude adoptée par les dirigeants du CVP ainsi que par ceux du PSC qui tentent d'accréditer l'idée que le Salvador pourrait être « *une vitrine de la Démocratie chrétienne* » en Amérique latine. Faut-il en déduire qu'à leurs yeux, les enquêteurs de Pax Christi international sont des enfants de chœur ou des trublions irresponsables ?

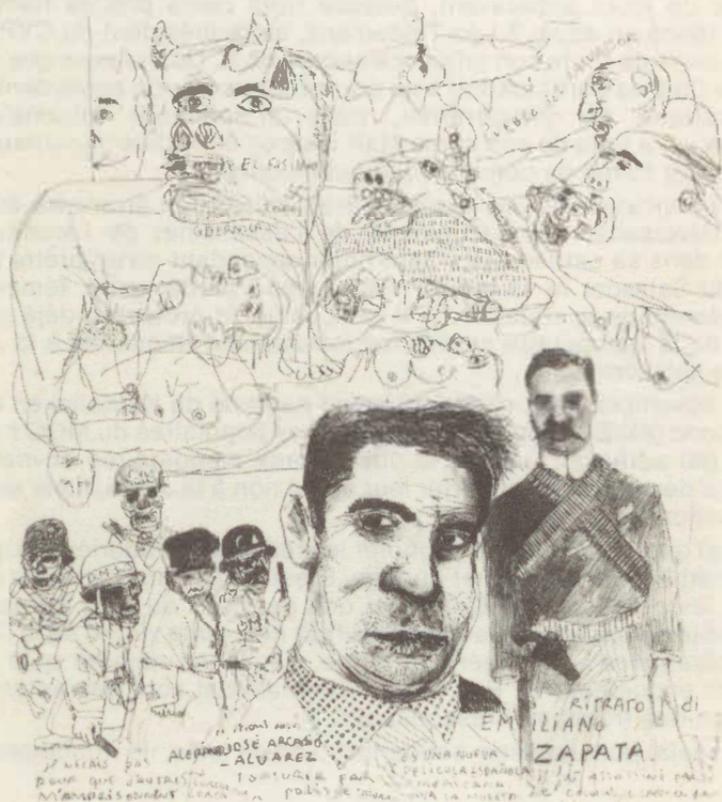
Au delà des fausses solidarités chrétiennes, le fondement de

l'aveuglement obstiné des Tindemans et des Nothomb doit être recherché, pensons-nous, dans la solidarité qui lie ces hommes et leurs partis à l'atlantisme et à ses chefs de file aux Etats-Unis.

Si telle est la situation du côté du PSC et du CVP, l'engagement des deux partis socialistes (PS et SP) aux côtés du peuple salvadorien a été clairement affirmé. Il ne s'agit pas ici d'un mouvement parti de la base et peut-être est-il peu senti par la base, en dehors du Mouvement des Jeunes socialistes et de « Solidarité socialiste ». Mais l'Internationale socialiste a donné le ton dans cette grave affaire. Après la réunion tenue à Saint-Domingue en avril 1980, puis à Madrid en novembre 1980, le présidium de l'Internationale socialiste réuni en mars dernier à Bonn a encore confirmé son opposition à la junte, dénonçant nettement l'appui politique et militaire accordé par les Etats-Unis. Au Parlement européen et dans la presse belge, Ernest Glinne a maintes fois défendu ce point de vue : les socialistes belges sont solidaires des révolutionnaires salvadoriens.

Quant au PCB, son choix est fait depuis longtemps : il soutient sans réserves la lutte du peuple salvadorien et apporte son appui politique au Front démocratique et révolutionnaire. La Jeunesse communiste a pris diverses initiatives pour faire connaître la situation au Salvador, au Nicaragua, à Cuba. PC et JC prennent part au travail d'information des Comités Salvador et du Comité Europe-Amérique latine.

**Rosine LEWIN.**



# Ces intellectuels zaïrois...

« Dans les pays sous-développés et plus particulièrement en Afrique, la contrainte s'exerce d'une façon brutale, elle est physique et partant abrutit l'homme et l'empêche de produire un travail intellectuel quelconque. Aussi, dans les pays en mal de développement, est-il du DEVOIR de l'élite, formant l'avant-garde intellectuelle de REVENDIQUER le DROIT DE PENSER, DE CRÉER LIBREMENT » (1).

Au moment de l'accession de notre pays à l'indépendance (30 juin 1960), tout le monde se plaignait du manque de cadres universitaires nationaux. L'avenir du pays était incertain faute de ne pouvoir compter sur une élite intellectuelle. Aujourd'hui, le pays compte plus de 15.000 diplômés d'université; pourtant on ne peut pas dire que l'avenir soit rose. Quant au présent, il est un tragique mélange de détresse et de misère inextricable pour de larges couches de la population.

Vingt ans après l'indépendance, il n'est pas inutile de reposer le problème du rôle de l'universitaire (de l'intellectuel) dans notre société. Reposer le problème sans prétention d'y apporter des recettes et solutions magiques mais pour provoquer la réflexion et nourrir le débat dans les milieux estudiantins. Le problème est d'une importance capitale. Ce n'est pas un hasard si le premier carrefour organisé par le cercle des étudiants zaïrois de l'ULB (CEZULB) eut pour thème : « L'intellectuel zaïrois et la société » (2).

## L'UNIVERSITAIRE ZAÏROIS EST-IL UN INTELLECTUEL ?

Voici une question pour le moins provocatrice. Et pourtant ! La confusion est quasi totale quand on parle d'universitaires et d'intellectuels, comme s'il suffisait d'être diplômé d'université pour devenir intellectuel. Mais la sagesse populaire ne s'y est pas trompée quand elle qualifie certaines personnes de « pseudo-intellectuels ».

L'intellectuel s'efforce toujours de transcender le savoir qu'il a acquis. Il s'en sert dans une perspective de transformation de sa société par un engagement conséquent dans le cours des choses.

---

(1) Citation extraite du mémorandum présenté au Chef de l'Etat le 26 juillet 1968 par les délégués des étudiants zaïrois lors du dialogue national. Lire : « *Contestation ou stagnation étudiante au Congo ?* », T.A. du CRISP n° 79, Bruxelles 29 septembre 1968, page 13.

(2) *Le courrier du CEZULB* n° 1, Bruxelles septembre-octobre 1979, p. 5.

Je reprends ici quelques résultats d'une enquête d'opinion réalisée (sur 857 personnes) par le professeur Mudimbe; résultats présentés en pourcentages et qu'il faut prendre avec une extrême prudence. Le citoyen Mudimbe a d'ailleurs souligné que l'essentiel de son travail demeure dans les hypothèses qu'il ouvre (3).

En résumé, les personnes interrogées disent, *négativement*, qu'un intellectuel n'appartient pas nécessairement à la classe élevée de la société (95 %), qu'il n'est pas forcément diplômé d'université (79 %) et ne parle pas nécessairement, de manière courante, la langue française (82 %); *affirmativement*, toutes les personnes interrogées déclarent que quiconque dont la vie est consacrée aux choses de l'esprit est intellectuel; que l'intellectuel possède un penchant prononcé pour les choses de l'esprit; et 53 % des personnes interrogées estiment qu'il peut occuper un poste de responsabilité.

Par ordre décroissant des pourcentages, le rôle de l'intellectuel dans la société est défini par les personnes interrogées comme étant de « contribuer à la promotion des classes défavorisées (98 %), de travailler au bien-être de la société (97 %), d'être un modèle dans le travail technique (97 %), d'être un dispensateur de la culture (73 %), d'être le défenseur des principes (67 %), d'observer la société (65 %) et non de la critiquer (89 %).

L'auteur souligne que ces résultats expriment une conception volontariste du rôle de l'intellectuel : la primauté de l'action étant fermement affirmée. Aux yeux des personnes interrogées, l'intellectuel idéal est à la fois un créateur, mais aussi et de manière autrement plus importante, un homme engagé dans la vie concrète avec une volonté nettement affirmée de promouvoir l'action par la compétence.

L'une des conclusions que tire le professeur c'est que la « classe » des intellectuels zairois paraît caractérisée par une conscience nette de ses virtualités pour la puissance mais aussi de sa vulnérabilité. Si les positions de classe sont bien marquées chez les intellectuels, il n'est pas évident que celles-ci soient en fonction d'une conscience de classe.

A ce stade, il convient de s'interroger sur le refus quasi général des intellectuels d'une démarche critique. Est-ce parce que la liberté intellectuelle n'est pas garantie ? En effet comment peut-on contribuer au bien-être de la société sans la critiquer ? Il est illusoire de croire qu'on peut contribuer à la promotion des classes défavorisées sans examiner le système socio-économique dans lequel elles vivent.

Ce problème « du rôle de l'intellectuel dans la société » fut une des préoccupations majeurs du mouvement étudiant zairois. Aujourd'hui, beaucoup d'observateurs politiques estiment que le mouvement étudiant a été un échec car il y a une démission générale des intellectuels.

---

(3) MUDIMBE V.Y. ; *Les intellectuels zairois* dans la revue « Zaïre-Afrique » n° 88 KINSHASA - Octobre 1974, pp. 451-463. Le citoyen Mudimbe est professeur à la Faculté de lettres de l'université nationale du Zaïre; il en a été le doyen de 1971 à 1975. Il est membre de l'Académie royale d'outre-mer, il a collaboré à l'ouvrage collectif publié au CRISP « *Du Congo au Zaïre 1960-1980, Essai de Bilan*; Bruxelles 1980.

## ÉCHEC DU MOUVEMENT ÉTUDIANT ZAÏROIS ?

Je crois qu'il faut fortement nuancer ce jugement :

— la jeunesse estudiantine est un corps social mouvant; les individus se succèdent continuellement à ce statut social; il n'est donc pas aisé de concevoir une réflexion continue et suivie;

— les universitaires accèdent à la vie professionnelle sur un mode individuel; c'est à ce niveau que s'opère le mécanisme de récupération grâce à une corruption instituée en technique de gestion de la chose publique (*res-publica*) au point que certains n'ont pu résister à l'attrait de l'argent et de la gloriole surtout qu'ils étaient privés du cadre idéologique qui avait forgé leur conscience politique. Ceux qui ont tenté de résister ont été cruellement marginalisés;

— le mouvement étudiant n'a pas suffisamment eu le temps de mûrir sa réflexion pour s'enraciner profondément dans notre société d'une part parce qu'il n'a eu que 4 ans (1961-1965) pour se déployer dans un cadre institutionnel respectueux du pluralisme tant idéologique que politique (presse écrite diversifiée, multipartisme, multisyndicalisme...) et d'autre part parce que les universitaires n'ont eu et n'ont qu'un contact indirect avec les ouvriers et les paysans;

— plusieurs barrières les séparent des masses :

a) linguistique : (on n'a guère songé, par exemple, à traduire dans nos langues vernaculaires les résolutions des congrès de l'A.G.E.L. et de l'U.G.E.C.);

b) géographique : la plupart des campus universitaires sont isolés de la cité...

— à partir de 1968, le mouvement étudiant va être décimé par une terrible répression.

Il convient donc de souligner avec force que le mouvement étudiant n'a pas du tout démerité de la nation :

— le mouvement étudiant a pu rassembler tous les étudiants sans distinction de tribu; il est demeuré profondément nationaliste. Le nationalisme fut du reste le critère primordial à partir duquel l'U.G.E.C. jugeait les dirigeants politiques;

— c'est le seul corps social qui ait fait une option claire d'un type de société (lors du 3<sup>e</sup> Congrès de l'U.G.E.C.);

— expression de la volonté d'une jeunesse clamant tout haut ce que leurs aînés pensaient tout bas, le mouvement étudiant a souvent pris la relève des partis politiques, surtout de 1965 à 1968;

— c'est dans le mouvement étudiant que la liberté d'expression (politique) trouvait toute sa signification;

— si les intellectuels zaïrois n'ont pas pu influencer sur les cours des choses selon l'idéal qui animait leur combat dans le mouvement étudiant, ce que la plupart ont été contraints de travailler dans des structures qui les obligent à se renier, qui étouffent leur esprit critique et qui ne leur laissent aucune liberté de créativité;

(4) a) J.M.P.R./Belgique : *Congrès de Marcinelle* 1 (10-12 février 1978). Rapport des travaux pages 8 et 23;

b) IBONE - LUK-INDULA : *Editorial de FORUM* (Revue de la J.M.P.R./Belgique n° 4, Bruxelles 1979, page 1.

— si aujourd'hui nous déplorons l'absence d'une élite intellectuelle militante et engagée, c'est à cause d'une « personnalisation prononcée du pouvoir politique établi et d'une intolérance manifeste voire d'un terrorisme intellectuel qu fait que toute critique de fond est vite convertie en déviationisme pernicieux » (4).

## L'INTELLECTUEL... ET LE POUVOIR POLITIQUE

La contestation estudiantine a toujours revêtu une profonde signification politique. La dernière (mars 1980 janvier 1982) éclatée à un moment où la deuxième république étale au grand jour l'acuité de la crise qu'elle traverse, n'a pas échappé à cette tradition.

Essayons de cerner de plus près la signification politique de l'actuelle contestation :

— la contestation a révélé un sursaut de conscience pour insuffler unesaine moralité dans l'exercice du pouvoir politique afin d'enrayer la corruption pour instaurer une vraie démocratie, seule capable d'assurer la justice sociale;

— les étudiants refusent de voir le pays redevenir la victime des rivalités entre grandes puissances; aussi exigent-ils une politique de coopération moins orientée en faveur de l'étranger. Ceci amène les étudiants à exiger la révision de tous les accords de coopération signés conformément aux intérêts des grandes firmes capitalistes et souvent sous l'effet de la corruption;

— cette critique touche particulièrement l'aspect économique. Quel que soit le système économique à instaurer, celui-ci ne sera facteur de développement que s'il est capable de maîtriser les phénomènes de croissance *en vue des objectifs humains et sociaux de notre société* en exploitant rationnellement les richesses naturelles dans le dessein d'offrir à la nation toute entière un cadre de vie permettant à chacun de ses citoyens de s'épanouir. Pour y arriver, pareil système économique doit s'insérer dans un projet global de société. Projet de société qui doit se définir par la libre expression d'un vaste courant social pour être le reflet d'un large consensus national.

Ici, nous touchons le fond du problème politique; la contestation estudiantine remet en cause un système d'organisation sociale où le lieu de vie n'est jamais celui de décision; elle le remet en cause tant est distant l'endroit où vivent les citoyens, où ils subissent les implications des orientations politiques arrêtées pour eux, mais sans leur participation et parfois même contre leurs aspirations, et celui où se décide leur sort.

Il faut par la réflexion proposer une alternative pour revaloriser « le politique », chose essentielle à la vie de toute société, en indiquant clairement que ce qu'il nous faut c'est le PARTAGE du POUVOIR.

Partager le pouvoir pour préserver les chances d'une cohérence sociale en faisant participer les citoyens à toute prise de décisions les concernant et en leur octroyant les *instruments* requis pour en contrôler l'exécution. C'est cela la DEMOCRATIE.

L'exercice de celle-ci suppose des droits et des devoirs; lesquels ne sont véritablement démocratiques que s'ils résultent de la participation effective de tous les citoyens. En l'absence de toute participation,

les droits deviennent les privilèges d'une classe dirigeante et de sa clientèle politique et les devoirs sont ressentis comme le triste sort des couches défavorisées de la nation.

L'exercice de ces droits et l'accomplissement de ces devoirs doivent être garantis par une magistrature indépendante du pouvoir exécutif et soucieux avant tout d'appliquer le droit au profit des justiciables. La magistrature doit être indépendante du pouvoir politique pour ne pas être obligée de se livrer à des parodies de procès dont la sentence obéisse plus à une décision politique arrêtée d'avance qu'au DROIT.

Qu'en est-il chez nous ?

« La presse nationale a souvent dénoncé, en termes sévères, la façon dont les droits humains étaient bafoués par la justice zaïroise. La corruption, les règlements de comptes; les abus de pouvoir, la justice à la tête du client sont autant de qualificatifs que l'on prête à notre magistrature » (5).

### **CONSIDÉRATIONS FINALES : SE MÉNAGER UN ESPACE INTELLECTUEL...**

Le rôle de l'intellectuel ne peut se définir en dehors du milieu socio-politique dans lequel il vit et par rapport auquel il est appelé à réagir. La démarche critique est donc essentielle (à l'intellectuel zaïrois) dans sa manière d'appréhender la problématique zaïroise (6).

La démarche critique, les intellectuels doivent l'appliquer en premier lieu vis-à-vis d'eux-mêmes et de leur savoir pour démythifier le fétichisme du diplôme et pour éviter de sombrer dans la mégalomanie et l'idôlatrie de la Science; au contraire faire de leur savoir un outil d'analyse pour cerner avec lucidité la problématique zaïroise.

Si la démarche critique demeure la pierre angulaire de toute activité intellectuelle; par contre la modestie et l'humilité doivent être de rigueur. C'est à ce prix que ceux qui se sentent la vocation d'intellectuel et qui ont la volonté et les capacités de l'être parviendront — non pas d'une manière individuelle et isolée mais dans un esprit d'équipe — à se ménager un espace intellectuel où les libertés d'expression et de pensée, l'esprit d'initiative et de créativité retrouveront toute leur plénitude.

L'espace intellectuel devra par conséquent être le haut lieu des débats de fond se fixant pour objectifs entre autres :

— une recherche acharnée et ininterrompue de l'information sur l'évolution de la pensée pour un approfondissement doctrinal et idéologique. D'une doctrine capable de sous-tendre et d'alimenter spirituellement notre réflexion agissante et notre action réfléchie et surtout capable de nous permettre de résister à l'imposture de l'idéologie dominante. « Le recours à l'authenticité ne fut pas pour nous une véritable méthode de développement humain. Par manque de profondeur, ce pro-

(5) Président Mobutu : *Discours prononcé le 1<sup>er</sup> juillet 1977 à N'Sele*, après les événements du Sud-Ouest Shaba.

(6) Mais hélas, il est navrant de constater en Belgique par exemple, que les universitaires zaïrois qui auraient dû briller par leur maturité politique — étant donné le large éventail de moyens d'information — font plutôt preuve d'un esprit borné et stérilisé sur le plan politique; d'un esprit allergique à la culture; il est vrai que les dancings d'Ixelles sont toujours plus bondés d'étudiants que les bibliothèques et centres de culture...

jet se réduit à une idéologie bruyante constamment servie au peuple dans un infernal tintamarre de slogans vides » (7);

— une recherche de l'information sur l'évolution historique du Zaïre. Les problèmes actuels de notre pays ne datent pas d'aujourd'hui, il faut les poser dans une vision historique globale afin d'éviter de se laisser berner par des informations tendancieuses et tronquées que diffuse souvent la presse tant nationale qu'étrangère sur notre pays. Car la plupart du temps, ces informations unilinéaires sont diffusées non pas pour informer et éclairer les citoyens mais pour les endormir et pour anesthésier leur esprit critique; les événements étant traités à travers le prisme d'énormes intérêts financiers étranges à protéger au détriment des aspirations des masses populaires;

— rassembler, conserver et critiquer tout document ou publication sur le Zaïre afin de prendre toujours du recul vis-à-vis des événements pour les juger avec sérénité et pour démystifier l'obscurantisme des professionnels de la politique.

— élaborer des analyses théoriques et proposer des hypothèses d'explication pour démontrer et rechercher au-delà des éléments apparents les mécanismes de domination qui conditionnent et parfois orientent les décisions politiques et économiques;

— œuvrer à l'élaboration d'une nouvelle tradition scientifique; plutôt que de s'en tenir à cette impression vague que tout a été dit ou fait, par les autres, (occidentaux) se convaincre au contraire que tout est à faire, ou à refaire (8).

Certes, la science et la technique sont un patrimoine universel; n'empêche qu'elles naissent dans un cadre socio-culturel déterminé et servent à combler les besoins d'une nation, d'un pays ou d'un continent... elles sont donc utilisées dans un but déterminé. Une tradition scientifique authentique serait cette science pratiquée par des Zaïrois (africains) pour résoudre les problèmes vitaux qui se posent à la société zaïroise d'abord.

— mûrir la réflexion autour du « politique » afin de revaloriser ce concept pour en faire « non pas une théorie idéologique destinée à défendre et à exalter le pouvoir politique, mais une pratique vitale de recherche de solutions humaines au problème de la misère où croupissent tant d'hommes sur nos terres » (9);

— dresser l'inventaire de notre patrimoine culturel si riche et si diversifié.

Il y a lieu d'insister que l'espace intellectuel ne doit pas se transformer en une chapelle idéologique enferment les gens et les idées dans l'exclusive et l'ostracisme doctrinal pour prôner l'angélisme gauchiste sous prétexte de refuser et de rejeter le système capitaliste. Bien au contraire, il faut réduire le plus possible les risques de soumettre l'esprit à toute forme de dogmatisme et de sectarisme. A ce stade, il y a lieu de crever cette baudruche en laquelle réside la prétendue inutilité

(7) Ka MANA : *Regards sur les temps actuels : la révolution indispensable* dans la Revue ZAIRE-AFRIQUE n° 179, Kinshasa, novembre 1980, pp. 551, 552, 553.

(8) Botolo, Makamu et Mau Zombi « *La question d'une "science africaine"* » dans la revue ZAIRE-AFRIQUE n° 95, Kinshasa mai 1975, p. 268.

(9) Ka Mana : op. cit. p. 555.

de la réflexion critique. Qu'on se rappelle le fameux slogan du MPR « au commencement était l'action et l'action a engendré le progrès pour nous »... Nous savons tous où nous a conduit cette philosophie politique basée sur le pragmatisme.

Bien au contraire, la réflexion critique doit être cultivée comme un art au point de devenir presque un réflexe pour l'intellectuel qui doit être toujours capable de fonder et de justifier ses actions.

Les intellectuels, à eux seuls, ne peuvent presque rien; ils doivent se rapprocher des masses laborieuses en essayant de tenir suffisamment compte des orientations culturelles qui se dégagent des luttes sociales que mènent les plus défavorisés de notre société pour les conceptualiser et à partir de là amorcer un travail de conscientisation en profondeur. Ce travail de conscientisation ne sera efficace que si la position des intellectuels n'est pas en porte à faux par rapport aux revendications légitimes de masses mais au contraire devient partie intégrante de celles-ci, se confond avec elles.

L'activité intellectuelle étant un travail de longue haleine, chaque génération d'intellectuels doit savoir qu'elle ne peut tout faire à elle seule; la tâche est si immense que chaque génération est appelée à y contribuer selon ses possibilités...

Cela suppose que les intellectuels changent leur mode de travail, parcourent le monde (en l'occurrence la société zaïroise) sans œillères et sans catéchisme, se défassent de leur cléricisme, de leur souci d'eux-mêmes, ne se considèrent plus comme l'avant-garde du bon pouvoir, comme ceux qui déterminent le sens (10).

Vaine utopie nous diront certains « réalistes ». Nous leur rétorquerons que c'est plutôt de l'utopisme, c'est-à-dire cette démarche de l'esprit et de la pensée qui refuse le conformisme culturel, le mimétisme social, l'asservissement des intelligences et le matraquage des consciences parce qu'il (utopisme) est un projet qualitativement nouveau.

---

(10) *Changer la culture et la politique* : sous-titre de la nouvelle série de la Revue *ESPÉRIT* depuis janvier 1977.

# Remarques sur le CME et le rôle de l'Etat

Etre plus simples, plus clairs, éviter le « langage de bois » qui nous empêche de nous faire comprendre. Ce vœu a souvent été formulé au cours des discussions qui ont précédé le 24<sup>e</sup> Congrès du PCB et il ne date pas d'hier. Grosso modo, des progrès ont été réalisés à cet égard au cours des années mais il reste encore beaucoup à faire. C'est pourquoi je saisis l'occasion pour montrer que le jargon qu'utilisent encore souvent les communistes — ou certains communistes — n'a pas seulement le défaut d'être inintelligible mais qu'il arrive qu'il déforme la réalité.

Comme exemple, je prendrai un concept qui a suscité de nombreuses discussions à l'échelle internationale : le *capitalisme monopoliste d'Etat*. Cette expression n'est pas seulement du chinois pour le commun des mortels. Elle s'accompagne d'une conception de l'Etat — de ce qu'il est dans la société bourgeoise et de ce qu'il devrait être dans un régime socialiste - qui risque de déformer la lutte que nous menons aujourd'hui et de nous empêcher par surcroît de saisir une des caractéristiques essentielles du socialisme que nous voulons : la « désacralisation » de l'Etat et son dépérissement nécessaire.

## DU CME AU STAMOKAP

En ce qui concerne les termes eux-mêmes, je me bornerai à répéter ce que je dis depuis pas mal d'années : « Si nous devons nous efforcer d'utiliser un langage aussi exact que possible, ce langage doit être compréhensible. Si nous voulons être compris, nous devons employer un langage accessible et non le jargon intérieur du parti... Or l'expression « capitalisme monopoliste d'Etat » est lourde et, pour peu qu'on soit amené à l'utiliser à plusieurs reprises au cours d'un exposé, elle devient vite fastidieuse. Pour tourner la difficulté, nos camarades du PC français ont donc pris l'habitude de la remplacer par des initiales : ils disent CME tout simplement. Et nos camarades de la RDA font de même. « Staatsmonopolistischer Kapitalismus » étant difficile à prononcer plusieurs fois de suite, ils disent « Stamokap ». C'est ingénieux mais seuls les initiés savent de quoi il s'agit » (1).

(1) Intervention à la Conférence internationale sur le capitalisme monopoliste d'Etat organisée par le P.C. français à Choisy-le-Roi, 26/29 mai 1966.

## LENINE ET LE CME

S'agit-il seulement de terminologie ? Ici, je bats ma coulpe. Pendant longtemps je l'ai cru et mon allergie au « capitalisme monopoliste d'Etat » ne portait que sur les mots car le concept me paraissait valable. C'est que la formule est de Lénine et cela m'avait amené à l'accepter sans y regarder de plus près. A tort. Tout d'abord parce que pour peu qu'on situe ce que Lénine a écrit dans son contexte, on constate que ce qu'il entendait par « capitalisme monopoliste d'Etat » diffère du sens que les tenants du CME donnent à ce terme.

Je m'explique. La théorie marxiste distingue plusieurs stades dans le développement du capitalisme. Ceci sans coupure ou passage brusque de l'un à l'autre, l'évolution à l'intérieur d'un stade préparant le stade suivant. C'est ainsi qu'un stade primitif ou *manufacturier* fut suivi, après la révolution industrielle, du stade *classique* ou de *libre concurrence* qu'analysa Marx. Et dans *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, qu'il écrivit à Zurich au printemps 1916, Lénine montra que, vers le tournant du siècle, le capitalisme classique de libre concurrence se transforma en *capitalisme de monopole*.

D'après les théoriciens du CME, Lénine aurait ensuite poussé cette périodisation plus loin en distinguant *deux* phases au sein de ce *troisième* stade : la première, celle du *capitalisme de monopole* proprement dit, se transformant bientôt en *capitalisme monopoliste d'Etat*, phase marquée par les liens nouveaux qui s'établissent entre l'Etat et les monopoles.

Est-il juste d'attribuer ce découpage supplémentaire à Lénine ? Bien que des textes souvent cités pourraient le faire croire, cela me paraît douteux.

Jusqu'en 1917, l'analyse de l'action de l'Etat reste absente dans la problématique économique de Lénine. C'est la révolution de février et la chute du tsarisme qui l'amènent à aborder le problème. Dès la Conférence d'avril 1917 du parti bolchévique, la résolution qu'il rédige déclare que « *le capitalisme de monopole se transforme en capitalisme monopoliste d'Etat* » (2). Et Lénine exprime la même idée à plusieurs reprises au cours des mois qui suivent de sorte que les docteurs ès léninisme ont pu dénombrer une dizaine de citations qui reprennent la même formule.

Quand on les situe dans leur contexte, on constate toutefois que Lénine ne considérait nullement ce CME comme une *phase* de l'histoire du capitalisme mais comme un *aspect*, un *trait nouveau* accélérant de façon décisive la maturation des conditions objectives de la révolution (3).

Le rôle de plus en plus considérable joué par l'Etat permet en effet à Lénine de pousser plus loin l'idée-maîtresse qu'il avait développée dans « *L'impérialisme* » et divers autres textes de 1916. A savoir que « *le capitalisme ayant atteint et dépassé sa maturité se trouve à la veille de*

(2) Lénine. Œuvres complètes. Tome 24, p. 314.

(3) Pierre Saly le montre fort bien dans un article « *Aux origines d'un concept : Lénine et le capitalisme monopoliste d'Etat* » publié dans les *Cahiers d'histoire de l'Institut Maurice Thorez*. N° 31, 1979.

son écroulement » après avoir créé « toutes les prémisses objectives pour la réalisation du socialisme », mettant par là même la révolution à l'ordre du jour (4).

C'est pour cette raison que Lénine attache une telle importance à l'étatisation de l'économie de guerre allemande : parce que la centralisation et la rationalisation qu'elle implique renforcent les conditions objectives du socialisme. Et qu'il oppose à cette occasion les deux groupes de pays en guerre : le groupe anglo-français et celui dirigé par l'Allemagne qui apporte « de nouveaux procédés de développement de la production capitaliste, une technique supérieure, le principe de l'étatisation de la production capitaliste, de la fusion de ces forces gigantesques que sont le capitalisme et l'Etat en un mécanisme unique où des dizaines de millions d'êtres rentrent dans le cadre d'une même organisation, le capitalisme d'Etat » (5).

Aux yeux de Lénine, cette étatisation croissante de l'économie facilitera la tâche du prolétariat qui n'aura plus qu'à s'emparer de l'énorme machine étatique et à la faire fonctionner dans son intérêt. « Car le socialisme, écrit-il, n'est autre chose que l'étape immédiatement consécutive au monopole capitaliste de l'Etat. Ou encore : le socialisme n'est autre chose que le monopole capitaliste de l'Etat mis au service du peuple tout entier et qui, pour autant, a cessé d'être un monopole capitaliste... Le capitalisme monopoliste d'Etat est la préparation matérielle la plus complète du socialisme, l'antichambre du socialisme, l'étape de l'Histoire qu'aucune autre étape intermédiaire ne sépare du socialisme » (6).

Soixante-cinq années se sont écoulées depuis lors et si le capitalisme ne s'est pas guéri de ses tares, il ne s'est pas écroulé aussi vite que Lénine se l'était imaginé. Mais cela, c'est une autre histoire.

Pour terminer sur ce point, je voudrais toutefois faire une remarque. Si j'ai tenu à préciser ce que Lénine entendait réellement par capitalisme monopoliste d'Etat, c'est uniquement parce qu'il me semble erroné de lui attribuer la paternité de la théorie du CME. Mais pour le reste, cela n'a guère d'importance. Si même c'était le cas, cela n'y changerait rien. L'essentiel n'est pas de découper l'histoire du socialisme en périodes soigneusement numérotées et de leur coller des étiquettes mais de donner une image valable de la réalité.

## LES AVATARS D'UN CONCEPT

Je reviens donc au CME tel qu'il est théorisé dans les manuels ad hoc. Mais ici aussi une remarque. En contestant la théorie du CME, je ne mets nullement en question le rôle croissant que l'Etat tient aujourd'hui dans tous les domaines et, tout particulièrement dans la vie économique. Même à l'époque de l'apogée du capitalisme concurrentiel, l'Etat n'était certes jamais resté extérieur à l'économie mais, dans

(4) Lénine. Œuvres complètes. Tome 22, pp. 116 et 155.

(5) Lénine. « La guerre et la révolution ». Conférence faite le 14 mai 1917. Œuvres complètes. Tome 24, p. 413.

(6) Lénine. « La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer ». Brochure rédigée en septembre 1917. Œuvres complètes. Tome 25, pp. 389/390.

le capitalisme contemporain, les fonctions de l'Etat ont pris une place prépondérante car elles sont devenues de plus en plus nécessaires au fonctionnement du système (7). Ce n'est donc pas cela que je mets en cause mais la façon dont la théorie du CME définit les liens entre les milieux capitalistes et l'Etat et sa conception de l'Etat.

A dire vrai, le concept de *capitalisme monopoliste d'Etat* a connu pas mal d'avatars au fil du temps. Pendant les années '20, il ne semble pas qu'il ait été évoqué. En 1929 encore, Eugène Varga constate seulement que « *l'Etat actuel n'est plus l'Etat de l'ensemble de la bourgeoisie mais l'Etat de la petite clique des capitalistes monopolistes* », que « *les puissantes organisations de monopoles se sont soumises l'Etat et dirigent elles-mêmes l'activité interventionniste de l'Etat* » et que « *le capitalisme d'Etat, c'est-à-dire l'intervention de l'Etat dans la vie économique des pays capitalistes, manifeste une tendance à s'élargir* » (8).

Les interventions croissantes de l'Etat pendant la crise des années '30 n'amènent pas Varga à pousser son analyse beaucoup plus loin. S'il constate que « *le New Deal de Roosevelt représente la tentative la plus grandiose de surmonter la crise au moyen de mesures publiques* », il n'en tire aucune conclusion. Tout au plus déclare-t-il que « *le capital monopoliste utilise sa domination de l'appareil de l'Etat pour modifier systématiquement en sa faveur la répartition du revenu national* » et que « *les tendances au "capitalisme d'Etat" ont pris un grand développement; dans un certain sens, on assiste au passage du capitalisme monopoliste à "un capitalisme monopolistique étatique de guerre" comme Lénine appelait le capitalisme de la période de la guerre mondiale* » (9).

C'est que Staline avait posé en principe que le capitalisme monopoliste d'Etat était « *la simple subordination de l'Etat au capital monopoliste* », comme le même Eugène Varga devait le rappeler plus tard en critiquant cette conception par trop schématique (10).

C'est du reste cette conception qu'on retrouve encore dans le *Manuel d'Economie Politique* publié en 1955 par l'Académie des Sciences de l'URSS : « *Le capitalisme monopoliste d'Etat consiste à subordonner l'appareil d'Etat aux monopoles capitalistes et à l'utiliser pour intervenir dans l'économie afin d'assurer le profit maximum aux monopoles et d'asseoir la toute-puissance du capital financier* » (11).

A partir de ce moment, les définitions du CME s'affinent quelque peu.

Dans un article publié en 1958, des économistes soviétiques expliquent que « *le capitalisme monopoliste d'Etat est un système complexe d'utilisation de l'Etat bourgeois par le capital monopoliste... Grâce à leur puissance économique, les monopoles envahissent l'Etat capita-*

---

(7) Pierre Joye. « *Un problème actuel : l'Etat* ». Cahiers marxistes, n° 47. Septembre 1978.

(8) E. Varga. « *L'économie de la période de déclin du capitalisme après la stabilisation* ». Paris, 1929, pp. 95 et 97.

(9) E. Varga. « *La crise* ». Paris, 1935, pp. 106 et 111.

(10) E. Varga. « *Essais sur l'économie politique du capitalisme* ». Moscou, 1967, p. 62.

(11) « *Manuel d'économie politique* ». Traduction française, Paris, 1956, p. 284.

liste et se sōumentent son appareil. L'appareil d'Etat et l'appareil des monopoles se pénètrent l'un l'autre, parfois se confondent » (12).

Et la Conférence des 81 partis communistes et ouvriers de 1960 déclare qu'« en renforçant le pouvoir des monopoles sur la vie nationale, le capitalisme monopoliste d'Etat réunit la puissance des monopoles et celle de l'Etat en un *mécanisme unique* destiné à sauver le régime capitaliste, à augmenter au maximum les profits de la bourgeoisie impérialiste par l'exploitation de la classe ouvrière et le pillage de larges couches de la population » (13).

Sur ce point, les manuels soviétiques restent toutefois assez hésitants. L'un d'eux écrit que « le capitalisme monopoliste d'Etat est caractérisé par une *interpénétration* étroite des monopoles privés et d'Etat, la *subordination* de l'appareil d'Etat à l'oligarchie financière » (14). Un autre déclare que « le capitalisme monopoliste s'est transformé en capitalisme monopoliste d'Etat, caractérisé par la *fusion* de l'Etat avec les organismes impérialistes de gestion » (15). Et pour V. Tchepakov, qui consacre tout un livre au CME, « *il y a union de la puissance des monopoles avec la puissance de l'Etat, leur entrelacement et leur fusion — les monopoles contrôlant l'économie et l'Etat — en un mécanisme unique* » (16).

Pour le *Traité marxiste d'économie politique* publié en 1971 par le P.C. français, par contre, « *entre les monopoles et l'Etat, il n'y a ni fusion, ni séparation, mais étroite interaction, chacun ayant à la fois un rôle propre et le même but* » (17).

Interpénétration, fusion, subordination, entrelacement, interaction, mécanisme unique, nous avons donc le choix. Voilà qui ne témoigne pas de beaucoup de rigueur pour une théorie qu'on prétend scientifique mais le défaut commun à ces différentes versions se situe, à mon avis, sur un autre plan. L'Etat y est conçu comme un *instrument*, manipulé ou manipulable par la classe dominante, aujourd'hui par sa fraction monopoliste. Or l'Etat est en réalité tout autre chose : la *condensation* matérielle d'un *rapport de forces*.

*Un document du 23<sup>e</sup> Congrès du PCB, qui n'a peut-être pas été suffisamment assimilé, l'a souligné :*

« Centre d'exercice du pouvoir politique, l'Etat est la condensation matérielle et spécifique d'un rapport de forces entre les classes et fractions de classes. L'Etat n'est pas un bloc monolithique. Il est un champ stratégique que traversent les luttes de classe.

» Si la structure de l'Etat correspond aux intérêts de la bourgeoisie — plus particulièrement de sa fraction dominante, les monopoles — elle comporte

---

(12) Y. Ostrovitianov et V. Tchepakov. « *Sur le capitalisme monopoliste d'Etat* ». La Nouvelle revue internationale, octobre 1958.

(13) La Nouvelle revue internationale, décembre 1960.

(14) P. Nikitine. « *Economie politique* ». Moscou, 1961, p. 168.

(15) A. Spirikine et O. Yakhot. « *Initiation au matérialisme dialectique et au matérialisme historique* ». Moscou, 1973, p. 252.

(16) Victor Tchepakov. « *Le capitalisme monopoliste d'Etat* ». Moscou, 1969, p. 15.

(17) « *Traité marxiste d'économie politique. Le capitalisme monopoliste d'Etat* ». Paris, 1971. Tome I, p. 25.

aussi des caractéristiques résultant du combat séculaire, acharné et permanent mené par les travailleurs pour le progrès social, la liberté et la démocratie.

» L'Etat est dès lors un terrain d'affrontement où les couches populaires doivent développer leur action pour élargir les droits démocratiques conquis dans toutes les sphères de la société, au niveau de la politique, de l'économie et de la culture » (18).

Les divisions internes de l'Etat ne se limitent en effet pas aux contradictions d'intérêts entre les différentes fractions du bloc au pouvoir. Elles sont également déterminées par le rôle de l'Etat à l'égard des classes dominées, par les compromis rendus nécessaires par le rapport de forces entre la classe dominante et les classes dominées.

L'Etat n'est pas un *instrument* que les monopoles peuvent « se soumettre » ou avec lequel ils peuvent « fusionner ». C'est à l'*intérieur même* du champ stratégique qu'est l'Etat que les monopoles exercent leur action afin de l'orienter dans le sens répondant à leurs intérêts dans la mesure où le rapport de forces le leur permet.

Les luttes de classe n'exercent donc pas seulement leur influence sur l'Etat de l'*extérieur*, à la suite de pressions sur l'Etat. Elles l'exercent aussi de l'*intérieur*. Elles *traversent* l'Etat et ses appareils. Elles sont présentes *au sein* de l'Etat. Etant entendu que cette lutte de l'*intérieur* trouve sa base et son appui dans l'action qui se développe de l'*extérieur* dans le mouvement de base, élément indispensable et décisif.

## DESACRALISER L'ETAT

La conception « instrumentaliste » qui caractérise la théorie du CME n'empêche pas seulement de saisir le problème décisif des contradictions internes de l'Etat. Elle conduit aussi à l'idée que l'*appareil de l'Etat* peut être utilisé, moyennant quelques transformations, pour construire une société nouvelle.

C'est une idée, je l'ai dit, dont on trouve des germes dans certains textes de Lénine. Mais l'exemple de l'Union soviétique montre le danger de « mythifier » l'Etat et ses structures hiérarchisées même sous sa forme socialiste.

Le socialisme implique de *nouvelles formes* de pratique politique combinant la démocratie directe et la démocratie représentative, surmontant l'opposition entre gouvernants et gouvernés, entre dirigeants et dirigés. Bref la « désacralisation » de l'Etat et son *dépérissement* progressif.

Car même l'Etat le plus démocratique est toujours coercition organisée sur les hommes. La liberté dans son sens le plus large ne peut être un fait *étatique* mais un fait *social*.

(18) Documents de réflexion du 23<sup>e</sup> Congrès national du Parti communiste de Belgique, 15-17 décembre 1978.

# EN DIAGONALE

## (RE)-VALORISER NOTRE ACTION CULTURELLE

Les réflexions de Jacques Moins pour un débat sur l'action culturelle des communistes (C.M. de février 1982) m'ont fait plaisir, d'abord parce que contemporaines et complémentaires d'un congrès du parti où il a été fort peu question de culture.

Je voudrais pour ma part prolonger sa réflexion sur trois points, en essayant de dissocier pour plus de clarté deux notions que J. Moins a abordées assez indistinctement : culture prise dans un sens large (ensemble de comportements, d'habitudes, de mentalités et de traditions qui caractérisent la vie des différentes sociétés humaines), et d'autre part l'acception plus traditionnelle et plus restreinte du mot « culture » (essentiellement les activités artistiques), qui a fait l'objet de la réponse de Wilchar et qui sera le premier point de ma contribution.

### UNIR LES TRAVAILLEURS CULTURELS

Ces dernières années, ces derniers mois ont confirmé les analyses et les craintes des communistes en matière culturelle (1) : prolétarianisation accrue des travailleurs culturels, monopolisation extraordinaire des moyens de production et de diffusion des activités culturelles « rentables » (le plus souvent aux mains des multinationales), régression considérable des crédits culturels des pouvoirs publics.

Alors que la période allant approximativement de 1968 à 1978 avait connu une certaine expansion culturelle (développement de l'éducation permanente, de l'enseignement artistique, création de maisons de la culture, de foyers culturels, des tournées « Art et Vie », etc...), nous sommes entrés dans une période dont ne peut encore mesurer toute la gravité : après le blocage de l'enseignement artistique (1980), on assiste à l'asphyxie de la RTBF, menacé de surcroît pas la création d'une radio-télévision commerciale, et on parle de fermetures de théâtres, d'opéras, de fusions d'orchestres, et j'en passe...

Cette « politique culturelle » désastreuse s'appuie sur une culpabilisation permanente des travailleurs culturels dont la plus grande faiblesse est d'être sinon divisés, du moins éparpillés tant sur le plan professionnel que syndical, et encore imprégnés d'une solide mentalité individualiste. N'est-il pas significatif que malgré la violence des attaques des derniers gouvernements contre la vie culturelle il n'y ait pas encore eu de réaction organisée et unie des travailleurs culturels ?

Notre rôle, en tant que communistes, devrait être d'éclairer les travailleurs culturels sur ce qui les unit objectivement, au-delà des spécificités évidentes, et d'affirmer la possibilité d'une politique culturelle

(1) « La culture dans la crise », J.-M. Simon, Liège, 1976. « En avant la musique », Fondation Jacquemotte, 1978. « Propositions de la Commission de politique culturelle du C.C. 1980.

alternative, en prenant notamment appui sur l'expérience de l'Union de la Gauche en France.

## PRENDRE EN COMPTE LES EVOLUTIONS CULTURELLES RECENTES

Les documents et les discussions préparatoires au 24<sup>e</sup> congrès du PCB n'ont pas manqué de le souligner, ces dernières années (décennies ?) ont vu l'émergence de mentalités, de comportements de besoins nouveaux : la libération de la femme, avec toutes ses conséquences sur le plan de l'économie, de l'emploi, de l'éthique, du couple, l'expression de la jeunesse comme couche sociale quasi autonome, l'extension des loisirs, la naissance du mouvement écologique liée à une prise de conscience aiguë des nuisances de la pollution et des hauts risques de certaines sources d'énergie, voilà des signes d'une évolution dont nous n'avons pas suffisamment tenu compte.

Certes, dans tous ces phénomènes, il y a du neuf et de l'ancien (Lénine parlait déjà de la libération des femmes). Et il y a toujours une base économique : il est facile aujourd'hui de parler de ces problèmes en « marxistes », d'expliquer le malaise des jeunes par la crise, de critiquer le féminisme extrémiste ou les écologistes bornés. Et sans doute le PCB faisait déjà place à ces problèmes en 1968. Mais ne l'a-t-il pas fait davantage dans les textes que sur le terrain ?

Il est clair qu'il ne suffira plus de se dire contre le tout-nucléaire pour couper l'herbe sous le pied des écologues. Il ne suffira pas de se dire solidaires des jeunes chômeurs pour les voir rallier en masse notre parti. Aucune motion de solidarité avec qui que ce soit, aussi indispensable soit-elle, ne suffira ! Ce qui est désormais nécessaire, c'est une action à long terme et en profondeur, comme par exemple celle qui a été entamée par la commission féminine auprès du C.C.

Le monde actuel nous interpelle. Ses craintes, ses hésitations, ses contradictions, nous pouvons et nous devons les analyser en marxistes. Nous ne pouvons cependant nous contenter de donner des réponses toutes faites, d'étiqueter, de ranger les problèmes et les gens dans tel ou tel tiroir à titre de « victimes du C.M.E. ».

Nous devons apprendre à écouter. Ouvrir nos yeux. Adapter nos comportements et nos discours. Nous contenter parfois d'une présence discrète, sans drapeau et sans « Internationale ». Ne faudrait-il pas revoir la manière dont nous nous adressons aux gens ? Un tract compact est-il approprié à la lutte de lycéens ? Une fête communiste avec « restauration + disc-jockey » est-elle adaptée aux besoins des jeunes, à nos propres revendications pour une culture active et dynamique ? Des textes « inattaquables » dont toutes les virgules ont été pesées et discutées ne sont-ils pas souvent imbuables ? Des manifestations pour la paix bruyantes et trépidantes ne sont-elles pas moins efficaces et persuasives que des marches silencieuses et dignes ?

J'ai ressenti au dernier congrès une énorme différence de sensibilité politique entre nos deux communautés linguistiques, à l'intérieur du parti : trop souvent, on pouvait situer géographiquement une intervention selon le terrain de lutte qu'elle abordait, alors qu'il serait sou-

haitable de rendre complémentaires les terrains et les approches au sein d'une même région. Il me paraît incorrect d'opposer ou même de séparer les luttes ouvrières traditionnelles des nouveaux terrains de lutte : il faut politiser les luttes culturelles d'une part, et « culturaliser » nos combats politiques, d'autre part.

#### POUR UNE ACTION CULTURELLE DES COMMUNISTES EFFICACE ET DYNAMIQUE

Il faudrait à mon sens donner davantage d'autonomie aux commissions de propagande, aux responsables des publications, aux organisations culturelles. Pas pour le plaisir de faire bande à part, mais pour gagner en efficacité, pour mieux utiliser les médias, la publicité, etc... Les écolos, ont, me semble-t-il, réussi à donner l'image d'une action politique aussi différente que se veut différent leur programme de celui des partis traditionnels. Quel est notre message ? Quelle sera la forme de nos messages ?

Au moment où on va beaucoup parler dans le PCB de décentralisation et d'autonomie, il me paraît indispensable de décentraliser EN TOUT CAS nos activités culturelles, ainsi que notre réflexion sur la culture. Chaque fédération devrait comporter une commission culturelle travaillant en étroite collaboration avec une commission culturelle rénovée auprès du C.C., et avec la Fondation Jacquemotte. Cette dernière n'est-elle pas toute prête à aider fédérations, sections et cellules à projeter un film, à organiser un débat, un récital de chansons ou un petit spectacle ? Pourquoi ne pas en profiter davantage ?

La fête du « Drapeau Rouge » est depuis quelques années une vraie FETE COMMUNISTE (les deux termes ont autant d'importance !). Essayons de faire de toutes nos fêtes, sans illusions mais non sans audace, des moments privilégiés de communication, de culture active, pluraliste, dynamique... Si les cocos apprennent à faire la fête, qui donc pourra leur résister ?

**Bernard FOCCROULLE.**

### **IMMIGRATION : LES COLPORTEURS DE L'INTOLERANCE**

« Comme le Marché commun a pour objectif de se transformer en union politique, le PS est disposé à soutenir des initiatives — et non à les prendre — qui viseraient à octroyer un jour le droit de vote aux élections communales aux Français, aux Allemands, aux Anglais, aux Hollandais, aux Luxembourgeois, aux Irlandais, aux Danois, etc... Encore faudra-t-il qu'une révision de la Constitution ait, au préalable, eu lieu. »

Cet extrait d'une feuille préélectorale signée Guy Lalot, du PS de Schaerbeek, augure mal de ce que ce parti est disposé à apporter à l'auberge espagnole des droits démocratiques, au chapitre des immigrés. On remarque au passage l'astucieuse démarcation nord-européenne de l'énumération. Ce que le même document reproche au

bourgmestre Nols, ce ne sont pas ses positions racistes notoires; on cherche d'ailleurs en vain dans cette prose un seul mot sur le racisme et le péril moral, social et politique qu'il constitue. Mais c'est d'avoir laissé les « ghettos » prendre « l'extension que tous nos concitoyens peuvent constater » et, par ailleurs, d'avoir plongé la commune dans l'insécurité, la taudisation et la... saleté. Tous phénomènes qui, quelles qu'en soient l'ampleur réelle et les causes véritables, sont associés par beaucoup de nos concitoyens — une certaine propagande aidant — à la présence des immigrés.

Entre les concessions « de gauche » à la notion totalement infondée de « seuil de tolérance » (1) et l'intolérance tout court, il y a un pas que le PS en tant que tel ne fera sans doute point, mais qu'une telle attitude risque fort d'encourager d'autres à franchir allègrement. Et l'on voit un ministre de la Justice venir à la rescousse d'un bourgmestre en flagrant délit d'illégalité (refusant d'inscrire dans sa commune des immigrés en droit de l'être)...en mettant en cause la loi, qui de surcroît vient à peine d'être votée. Ainsi Gol propose-t-il d'apporter au « seuil de tolérance » de la maison Nols et Cie le verrou de l'article 2D de la loi de... 1952. Mieux, en recourant à des critères de sélection basés sur les revenus, ledit Nols éclaire sous son vrai jour ce « seuil de tolérance » : un seuil de pauvreté. La clé pour le franchir devrait être en or. Il est vrai que la valeur du sol schaarbeekois intéresse au fond davantage son bourgmestre que la couleur de la peau de ses occupants, et que l'argent des promoteurs, lui, n'a pas d'odeur même s'il n'est pas toujours propre. Encore les immigrés ont-ils aussi une couleur politique, et en s'orientant comme il semble vers des accords d'Etat à Etat au lieu d'une loi valable pour tous, M. Gol ouvrirait la porte aux plus nauséabonds des marchandages : le seuil des prisons marocaines ou zaïroises est franchi, lui, sans trop de formalités.

Comme le confirme cette peu exaltante surenchère, nous étions bien inspirés de craindre (2) que l'extrême prudence « tactique » prônée en cette matière par le PS depuis des années, au lieu de préparer le terrain à l'octroi des droits politiques aux immigrés (d'abord les moins différents, puis les autres), opère en fait en sens inverse. Plus qu'un seuil, l'intolérance est un escalier qu'à la recherche de faux-fuyants démagogiques à la crise, d'aucuns rêvent d'escalader. Qu'une force comme le PS reste sur sa réserve à cet égard est un manque à gagner qui peut faire redouter des défaites malgré les victoires récentes du mouvement démocratique (loi sur l'accueil des étrangers du 15-12-1980; loi sur les actes de racisme du 24-7-1981). Que les démocrates trop prudents se fassent encore plus prudents, et les racistes de combat deviendront plus offensifs encore. D'autant que la crise qui s'approfondit multiplie les faits qui servent de prétextes.

Parmi ces faits, on est frappé par la manière dont la presse a gonflé, en la déformant, cette malheureuse affaire de meurtre d'un Belge au cours d'un bal à Schaarbeek : baudruche que les chasseurs de faciès n'ont pas manqué d'agiter. On a inventé une « bande d'Ixelles » en réa-

(1) Table ronde : « Chez eux chez nous. les immigrés ». C.M. mai 1980.

(2) « Chez eux chez nous. les immigrés », une brochure de la Fondation J. Jacquemotte, 1982. 60 F. (adresse et CCP au dos de ce numéro)

lité aussi nombreuse que les centaines de jeunes qui ne savent où donner de la tête et que faire de leurs loisirs, marginalisés et « coincés » à la fois comme jeunes, comme immigrés de la seconde génération (mal acceptés en Belgique comme au Maroc) et souvent comme chômeurs. Coincés aussi, régulièrement, de contrôles en poursuites, tabassages et nuits au poste, par des policiers qui trop souvent se comportent comme une vraie « bande » en uniforme (3). Ainsi vient se joindre au mythe du « seuil de tolérance » le fantôme tout aussi inconsistant de la « délinquance immigrée » (2), comme si la délinquance là où elle existe n'était pas fille de la pauvreté, matérielle, culturelle, morale.

Et pourtant sur son seuil la population belge n'est pas que sensible aux colporteurs de l'intolérance. Le large courant d'opinion rassemblé dans « Objectif 82 », le vote récent des deux lois citées ci-avant, le succès des « Assises contre le racisme », le début de succès de l'action antiraciste à Schaerbeek, tout cela témoigne qu'une autre perspective existe. Nonobstant les difficultés de la lutte, celle-ci est d'ailleurs incontournable : au-delà de toute considération électoraliste les droits des immigrés, civils et politiques, sont une exigence éthique fondamentale. Ils font partie des droits de l'homme avec lesquels, quels qu'ils



(3) « Une jeunesse entre deux cars de flics » et « Histoire d'Aziz », reportages publiés dans « Pour » n° 405.

(2) « Chez eux chez nous, les immigrés », une brochure de la Fondation J. Jacquemotte, 1982, 60 F. (adresse et CCP au dos de ce numéro).

soient et où qu'ils soient en jeu, on ne triche pas impunément. Une démocratie ne peut accepter d'être tronquée sans affaiblir ses propres bases. Si aux Nols et Gol il s'agira de faire entendre raison, les Lalot et Barca doivent comprendre quant à eux à quels chausse-trappes mène une logique intolérable. Les démocrates de tous horizons doivent entendre ce double signal d'alarme : deux grèves de la faim coup sur coup pour atteinte aux droits individuels en Belgique, ceux des minorités sexuelles avec l'affaire Morissens, ceux des immigrés à Schaerbeek.

Toute distinction aussi subtile que mesquine mise de côté, la gauche tout entière doit comprendre, en négatif, que s'il est lui-même antidémocratique dans son essence, s'il est un danger pour la démocratie dans son ensemble, le racisme aggrave en outre — et c'est lié — la division du monde du travail déjà morcelé par la restructuration capitaliste. Comprendre, en positif, que s'il ne s'agit pas en pleine crise économique de rouvrir toutes grandes les portes à l'immigration, les immigrés ne sont pas pour autant un mal nécessaire, une population « en trop » dont il faut bien s'accomoder. Mais que partie intégrante de « tous les Bruxellois » ils sont un facteur de dynamisme économique et, somme toute, UNE CHANCE pour la capitale dans l'optique d'une société pluriculturelle (qui se cherche déjà dans la dimension communautaire et régionale belge) où l'intégration bien comprise de tous serait assurée dans le respect des identités. Comprendre et agir, et ne pas négliger d'agir pour faire comprendre, car outre la loi, il s'agit de changer les mentalités. Il n'y aurait rien de déshonorant, citoyen Lalot, à ce qu'après les Danois et les Irlandais, notamment, les Belges accordent enfin le droit de vote aux immigrés.

Pierre ERGO.



# EN REVUES

## LA REVUE NOUVELLE

La *Revue nouvelle* présente un copieux numéro, entièrement consacré aux *Ordres professionnels* en Belgique. Le sujet méritait la constitution d'un dossier, utile aux professionnels en question comme aux lecteurs en général, soucieux de mieux comprendre les mécanismes et les pouvoirs détenus par ces Ordres. Ce dossier existe, bien documenté et riche en réflexions, grâce à la *Revue nouvelle*.

En commençant la chronologie à partir de l'indépendance belge, nous assistons à la naissance et au développement des Ordres d'avocats — celui-ci déjà constitué avant 1830, mais organisé sur une nouvelle base en 1836 —, de médecins (1938), de pharmaciens (1949), de vétérinaires (1950) et d'architectes (1963). On a ajoutera les professions de notaires, d'huissiers de justice, de réviseurs d'entreprises et d'agents de change, qui ne constituent pas des Ordres au sens strict. Toute la mécanique interne de ces Ordres ainsi que des données chiffrées relatives à leur composition sont exposées en quelques pages (dossiers) qui suivent les articles proprement dits, où l'on trouve des essais d'analyse sans complaisance, des recherches sur les fondements idéologiques et juridiques du phénomène ordinal, des notes plus polémiques et des contributions à caractère sociologique. Le tout mérite une lecture attentive. La matière est trop ample pour en faire une recension complète.

Relevons, quant aux avocats et à leur Ordre, quelques notes critiques sur les rapports entre les professionnels du droit et l'argent (*M. Th. Cuvelliez, Cl. Fontaine*). De l'Ordre des architectes, nous comprendrons mieux, à la lecture des articles signés par *J. Aron* et *Era-ser*, son inadéquation relative aux problèmes et aux besoins actuels de l'architecture et de l'urbanisme (du moins, si ces disciplines veulent être au service de la société et non seulement

de l'intérêt particulier). Inadéquation relative et consécutive, semble-t-il, à l'imprégnation « libérale » propre à l'idéologie de l'Ordre.

*Th. Poucet* consacre un article important à l'Ordre des Médecins, le plus connu du grand public et le plus contesté sans doute de tous ceux que les lois belges ont érigés et organisés dans le pays. Article important, pensons-nous, car il a le souci d'aborder toute la question du pouvoir ordinal *et* de sa contestation par une analyse à la fois historique (les circonstances de la naissance [1938] et de l'organisation actuelle de l'Ordre [1967] ne sont pas anodines), sociologique et politique, à laquelle ne manquent ni l'esprit de synthèse, ni la clarté dans l'exposé des idées. Cette analyse du « club hippocratique » est bien documentée, elle ne néglige pas d'étudier les rapports entre le syndicalisme très particulier des médecins et l'Ordre lui-même. Elle se termine par une note presque humoristique : la (re)publication de quelques phrases d'un agitateur (irresponsable ou professionnel ?) qui se nommait J. Gol et dénonçait, en 1964, le « fascisme » larvé des médecins !

Les deux articles de *G. Thill* sur les vétérinaires dépassent le niveau d'une simple étude limitée à l'Ordre en question. Ils offrent une image et une histoire résumée de la profession elle-même.

La « drôle de jurisprudence » des pharmaciens, qui font souvent figure de boutiquiers du médicament, est soigneusement étudiée par *H. Van den Eynde* qui nous rappelle, entre autres, ce que fut l'attitude de l'Ordre face à l'avortement et sa conception, très particulière et anti-coopérativiste, de la « loyauté et de la solidarité » dans la profession.

L'étude de *J.M. Lacrosse* sur « l'empire médical et ses marges » a le mérite de fournir une réflexion sociologique sur la crise des modèles professionnels anciens. Elle met justement en exergue le fait que la « problématique des professions ne peut se réduire à celle du corporatisme »... mais pour-

quoi le faire comprendre d'une manière parfois aussi obscure, avec des anathèmes aussi expéditifs à propos de l'école de Bourdieu et du prétendu « abus des schémas marxistes » qui produirait des « effets désastreux », alors que l'auteur lui-même semble, à notre avis, être trop attaché à certaines modes néo-durkheimiennes en honneur dans le monde universitaire.

La conclusion intelligente de *Chr. Panier*, « Les Ordres au défi », passe en revue les fondements du système des Ordres professionnels, montre leur résistance à la nouveauté — si celle-ci s'écarte du cadre capitaliste et de l'archétype individualiste qui dominent la constitution même des Ordres — et propose une réflexion sur les moyens de dépasser l'état actuel des choses.

### Jean-Jacques HEIRWEGH.

*La Revue Nouvelle*, n° spécial, n° 3, mars 1982, « Les Ordres professionnels. Liberté ou corporatisme ? » (275 FB).

## BULLETIN DE LA FAR

Quatre thèmes importants dans cette livraison du Bulletin de la FAR : la réduction du temps de travail, la situation en Pologne toujours sous le signe de la loi martiale, le « libéralisme botté » en Turquie, les inégalités dont les femmes sont victimes en matière d'emploi.

L'intérêt de l'article de Larbi Ayari sur les « données et enjeux » de la réduction du temps de travail est qu'il y pose le problème dans une optique résolument transformatrice de la société, à partir des intérêts de la classe ouvrière. Récusant les conceptions et modèles qui servent les intérêts patronaux, l'auteur conteste la « fatalité » qui imposerait un parallélisme entre réduction de la durée du travail et réduction salariale. Il rappelle que certains « goulets d'étranglement » invoqués contre une embauche qui compenserait une durée réduite du travail, peuvent être corrigés, par exemple par la formation des travailleurs ou par la

fiscalité. Et après avoir dénoncé les dangers du mi-temps, il en vient à l'expérience du gouvernement Mauroy en France. La diminution hebdomadaire de la durée du travail de 40 à 39 heures (avec comme objectif les 35 heures pour 1985) s'inscrit dans un projet global de société qui prend en compte les intérêts du monde du travail. La limitation légale du nombre d'heures supplémentaires lui apparaît comme un volet important de la réforme, contre laquelle se dresse le patronat. On attend avec intérêt la suite de cette analyse.

Pologne : Jean-Marie Chauvier constate que la voie du dialogue est bouchée et s'interroge sur le point de savoir si les choix du général Jaruzelski étaient les seuls possibles. Ils répondent en tout cas à une logique interne, estime-t-il. Et de rappeler les conditions dans lesquelles le syndicat Solidarité s'est radicalisé face à des blocages ou des impuissances du POUF, pour en arriver à une situation proprement « révolutionnaire » mais « pacifique ». Chauvier rappelle par ailleurs la réalité d'un nationalisme polonais, vivace au sein de l'armée, laquelle avait gardé sa cohésion et un indéniable prestige dans la population. Amorçant une réflexion critique sur les faiblesses de Solidarité, il note : « Né dans le bouillonnement des désillusions du "socialisme réel" et des espérances d'une société différente, le syndicat indépendant des travailleurs polonais n'a pas eu le temps, ni les moyens de définir un projet de société et une alternative politique. L'idée d'autogestion restait imprécise. Comment allait-elle s'incarner dans une organisation nouvelle de l'économie, capable de faire face aux défis de la situation ? » Mais l'auteur porte son regard au delà des frontières de la Pologne, pour s'indigner de la mise en condition de l'opinion à propos du drame polonais, mise en condition « motivée bien davantage, observe-t-il, par un anticommunisme haineux et l'esprit de mobilisation atlantique que par le volonté sincère d'aider le peuple polonais ». Et c'est avec raison qu'il

s'inquiète, in fine, des dangers qu'accumule la politique des blocs, à l'Ouest comme à l'Est.

Sur la Turquie, le même J.M. Chauvier dresse d'abord un bilan (accablant) de la répression, largement sous-estimée à l'Occident. Il soulève ensuite un certain nombre de questions sur la puissante assise politique dont disposait un réseau terroriste et sur la non-volonté du pouvoir de réprimer ce terrorisme. Il est clair pour JMC qu'il existe des raisons d'ordre économique au coup du 12 septembre 1980 : il s'agit pour les généraux turcs de « mettre en œuvre une politique de libéralisme économique musclé en rupture avec la tradition kemaliste et en opposition avec le puissant mouvement ouvrier qui a atteint son apogée dans les années septante ». Bref, la dictature militaire en Turquie, instrument du libéralisme botté, répond aussi aux besoins de la stratégie américaine du Moyen-Orient. Et après avoir rappelé que la Turquie est après Israël et l'Égypte, le pays du monde le plus assisté économiquement et militairement par les USA, Chauvier souligne l'urgence qu'il y a à briser la scandaleuse conspiration du silence autour de la répression en Turquie.

Turquie encore : Huseyin Celik, militant syndical turc, analyse l'acte d'accusation contre 52 dirigeants syndicaux menacés de mort. Ce procès n'est que le premier d'une dizaine d'autres en préparation. C'est, montre H.C sur base de textes, « un procès d'opinion contre le syndicalisme démocratique ».

Femmes : Emilienne Brunfaut montre la portée des journées d'étude qui se sont déroulées en Belgique sur le thème « Technologies nouvelles et emploi des femmes ». Pour sa part, dans le cadre de la chronique juridique, Jean Jacquain éclaire les lacunes et contradictions d'une législation qui souvent fait payer très cher à une travailleuse d'être enceinte, et à un travailleur d'avoir refusé de porter des armes.

**R. L.**

## REVUE BELGE DE GEOGRAPHIE

Actualisant une étude parue en 1965, Robert Sevrin signe dans la Revue belge de géographie une analyse détaillée du fonctionnement du Conseil d'assistance économique mutuelle, dit parfois (et erronément) Comecom. Par le biais du CAEM, Robert Sevrin étudie le processus d'intégration économique des pays qui sont membres de cet organisme, c.-à-d. à l'heure actuelle URSS, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne, Roumanie, RDA, Mongolie, Cuba, Vietnam. La Yougoslavie participe au travail de certaines commissions. La Corée, l'Angola, le Laos et l'Éthiopie ont le statut d'« observateurs ». La Chine participe aux travaux du CAEM au titre d'observateur entre 1956 et 1960; elle ne répond plus aux invitations depuis 1960. L'Albanie, un des États fondateurs du Conseil, ne participe plus à ses travaux depuis 1961.

Les étapes de l'évolution du CAEM, ses principes de fonctionnement, les moyens qu'il se donne pour « approfondir et perfectionner la coopération et le développement de l'intégration économique socialiste des membres », sont examinés dans une première partie. Pour le reste, Robert Sevrin scrute l'étude géographique de cette intégration, en passant en revue les problèmes fondamentaux de l'économie énergétique (avec des données très précises sur le gaz naturel notamment), la sidérurgie et la métallurgie, l'industrie chimique avec ce qu'elle implique de spécialisation et de coopération, la production alimentaire, les transports, le tourisme, l'aménagement de l'environnement, le commerce extérieur.

Il y a là une mine de renseignements puisés aux meilleures sources, rassemblées dans la plus grande clarté.

**R. L.**

# A LIVRES OUVERTS

## POLITIQUE DE DÉFENSE ET DÉMOCRATIE

Dans cette brochure d'une quarantaine de pages, préfacée par J. Van Lierde, trois militants du MIR-IRG (Mouvement international de la réconciliation-Internationale des résistants à la guerre) s'attachent à exposer les idées du mouvement pacifiste suivant trois axes principaux : la définition d'une politique socialiste de défense, la défense civile et populaire non violente, la reconversion des industries d'armement vers des emplois socialement utiles.

Dans l'introduction, Jean Van Lierde fait l'oraison funèbre des tentatives de désarmement qui se sont succédées depuis un siècle. Celles-ci, limitées aux seules conférences et négociations d'états-majors politiques et militaires, n'ont abouti, d'après lui à aucun résultat et n'ont pas empêché que nous soyons déjà installés dans la troisième guerre mondiale. La course aux armements tue et blesse chaque année des millions d'êtres condamnés à la faim, à la maladie et la pauvreté matérielle et morale. Certes. Mais il ne faudrait pas jeter trop vite le manche après la cognée, car si toutes les négociations de ces dernières années n'ont en fait que canalisé la course aux armements vers les domaines qualitatifs et technologiques, il y a quand même l'interdiction (respectée ?) de certaines armes ou des limitations de fait.

Les auteurs s'orientent donc vers un autre combat : le « transarmement ». Transarmer pour développer. Ils tentent de préciser un peu le contenu de cette notion. Mais est-elle autre chose que le développement qualitatif des luttes pour le désarmement que nous avons vécues ces derniers mois, avec l'investissement populaire grandissant

— par opposition au désarmement à la sauce Salt et Cie, et dont les résultats sont peu tangibles dans la réalité de tous les jours — et les questions plus globales de politique de défense qui sont posées : défendre qui, défendre quoi et comment ?

Si le lien existe, alors il y a de l'espoir, car on est déjà en marche. Et l'étau de la crise qui se resserre aidera à cette remise en cause globale, vers une défense plus logique en tout cas, car cohérente avec les besoins populaires.

Car, comme l'écrit J. Van Lierde, à quoi bon voir progressivement disparaître tous nos acquis sociaux, culturels et politiques pour sauver un concept de défense armée qui anéantit ce qu'il doit justifier ? Est censé justifier dirions-nous plutôt, car on ne peut pas se laisser abuser par le vernis idéologique du bien commun, surtout en matière de forces armées.

La partie consacrée aux perspectives d'une politique socialiste de défense sous la plume de Robert Polet présente le défaut de se situer dans des perspectives à très long terme. La vision du socialisme qui nous est offerte étant assez idéaliste, on ne retrouve pas le lien indispensable avec nos combats actuels. Le caractère dissuasif de la préparation à la résistance passive par la non-coopération à laquelle s'affronterait un agresseur éventuel vaut-il pour toutes les luttes des peuples de par le monde ? Ou bien le haut degré de conscience collective que ce type de défense collective réclame n'est-il pas lié indissolublement avec le socialisme autogestionnaire quelque peu utopique qui nous est proposé comme un donné ? Dans ce cas, on n'est pas encore près de voir le bout du tunnel. On aimerait bien savoir aussi par quels moyens on pourrait « se débarrasser » de notre armée actuelle.

Jean Jacquain dans le second chapitre nous aide à remettre l'histoire « sur ses pattes », en passant en revue quelques exemples de luttes de masse en matière de défense populaire non violente, qui sont souvent peu connus. Et pour cause, on ne les apprend pas à

l'école, où les maigres cours d'histoire nous font parcourir celle-ci au gré des jalons des grandes batailles. La véritable portée du transmement est mieux située comme processus de transformation d'une défense classique avec ses armées, ses généraux et ses chars vers une défense collectivement assumée par la population grâce — essentiellement — à des moyens de lutte non violents.

Une application pratiquée nous en est proposée : la transformation et la revalorisation de la Protection civile.

Enfin, Pierre Arcq dans le troisième chapitre nous livre quelques pistes sur la reconversion des industries d'armement, avec l'exemple devenu classique de la « révolution » chez Lucas Aéropace en Grande-Bretagne. Le processus n'est pas du tout envisagé de façon technocratique mais se base sur les initiatives des ouvriers et cadres de l'entreprise. Un bon résumé de l'ouvrage « Le Droit au Travail Utile » paru il y a deux ans.

Un récent sondage réalisé sérieusement à la demande du Centre d'Etudes de Défense de l'Institut Royal Supérieur de Défense révélait l'intérêt dans la population pour un concept non violent de défense. Nul doute qu'on reparlera encore sous peu des idées et propositions du MIR-IRG en la matière.

## C.L.

---

*Politique de défense et démocratie - Propositions et axes de recherche du MIR-IRG en matière de défense - 40 pages - s'adresser au MIR-IRG, 35, rue Van Elterwyck, 1050 Bxl.*

Deux livres et des trous de mémoire à contresens d'une vie

## HOMMAGE A NAIM KHADER

Les dernières semaines ont rappelé au monde combien les dirigeants israéliens se soucient des droits de l'homme et du droit international. Combien, aussi, il est dangereux d'être Palesti-

nien et de ne pas renoncer à son identité. Cela peut valoir une balle dans le cœur ou dans la nuque. Pas seulement en Cisjordanie et à Gaza. Rappelez-vous : Bruxelles 1<sup>er</sup> juin 1981. Naïm Khader assassiné devant son domicile. La tristesse et l'indignation. L'émotion mais aussi des accusations péremptories.

Quinze jours plus tôt, dans un discours prononcé à Bruxelles, Naïm Khader déclarait : « Nous ne sommes pas une révolution de salon ou de relations publiques. Nous n'aimons pas les slogans retentissants, mais creux et impuissants. Nous ne nous contentons pas de prêcher la Révolution. Nous la faisons tous les jours sur le terrain. Et nous payons très cher notre action révolutionnaire pour la libération et la démocratie. Nous payons cela très cher, dans les territoires occupés, au Liban mais aussi dans d'autres pays arabes ».

Et en décembre 1977, il disait dans une interview à « La gauche » : si les territoires occupés « n'existaient pas, s'il n'y avait pas le large soutien populaire que leur population nous apporte, les Etats arabes auraient depuis longtemps déjà comploté pour priver l'OLP du droit d'être le porte-parole du peuple palestinien ».

A terme, je crois — disait-il — que c'est de la conjonction de la combativité palestinienne et des traditions d'organisation du prolétariat israélien que naîtra la plus ferme espérance de socialisme au Moyen-Orient. Et aussi : « Nous réussirons dans notre entreprise si se développe en Israël une avant-garde progressiste capable de se joindre à nous ».

Pour Naïm Khader, l'amalgame entre juif et sioniste n'était pas seulement erroné mais dangereux. Il estimait que le souci manifesté pour le sort de la population israélienne est légitime à condition, et c'est important, qu'il ne se traduise pas par un soutien à l'occupation, à l'oppression et à l'expansionnisme dont est victime le peuple palestinien.

Sa dernière interview, il l'a accordée

à « Points critiques », la revue de l'Union des progressistes juifs de Belgique.

Les textes cités ici, et beaucoup d'autres, ont été réunis dans un ouvrage publié par la Fondation Naïm Khader (1) : « Naïm Khader - Le sens d'une vie » (2). Le livre s'ouvre par une lettre à un ami datée du 22 août 1978 à Genève : « Ne crains rien pour moi, Rafiq. Je ne crains pas la mort. Lorsque j'ai décidé d'être l'apôtre de la Palestine, j'en connaissais les risques... Ma seule crainte est la tristesse de ma femme, de mes parents, de mes amis et ils sont nombreux ». Cette crainte-là était pleinement justifiée comme l'attestent tous les témoignages et messages publiés dans ce livre. Et aussi ceux qu'on n'y trouve pas (3).

Ainsi revit Naïm Khader, militant et combattant. Un militant qui — comme le dit Marcel Liebman — savait concilier ce qui paraît si souvent inconciliable : l'esprit de lutte et l'esprit d'ouverture. Il avait l'ardeur et la fermeté du militant et il avait aussi l'intelligence, la largeur de vues, la sensibilité généreuse sans lesquelles on ne peut être un bon avocat de la cause que l'on défend.

Ces qualités s'expriment, entre autres, dans les écrits, extraits d'articles et d'études de N. Khader : sur l'attitude des Européens à l'égard du monde arabe et des Palestiniens, celle de ces derniers vis-à-vis des Juifs, la révolution palestinienne, l'avenir de la Palestine, l'Etat démocratique. De tous ces textes, le plus émouvant, le plus spontané, c'est incontestablement l'interview accordée à Michèle Cedric pour l'émission « Rencontre » de la RTBF.

Il y parle de son enfance, de ses études (notamment de théologie au séminaire de Beit-Jala à côté de Bethléem), de ses convictions pacifistes, du déclic qui l'a amené, malgré lui, à l'engagement politique, de son combat, de ses espoirs, en particulier de cet espoir de rentrer un jour dans sa terre natale. Un espoir avec lequel Naïm a été enterré, comme une étoile au fond d'un trou.

En hommage à Naïm Khader, les

éditions « Vie ouvrière » viennent de publier les contributions au colloque de janvier 1981 à Bruxelles « Les Arabes dans les territoires occupés par Israël ». Un colloque dont Naïm Khader a été le principal artisan.

Ces documents présentent un intérêt certain pour la compréhension de l'idéologie sioniste et de sa mise en œuvre barbare par les gouvernements travaillistes et Likoud.

En revanche, on n'y trouve guère d'éléments sur le sort actuel des Arabes dans les frontières d'avant 1967, absolument rien sur la structure de la société israélienne (avec ses citoyens de seconde zone que sont les Sepharades) et fort peu de choses sur la lutte des forces démocratiques et antisionistes israéliennes, en dehors du cas du jeune milicien Gadi El-Gazi évoqué par Ilan Halevi, rédacteur en chef de « Nouvelles de l'intérieur », bulletin d'information sur la Palestine occupée.

L'ouvrage se borne à rassembler les diverses interventions en se gardant bien de rappeler comment s'est déroulé ce colloque marqué par un lamentable ostracisme à l'endroit d'Israéliens qui ont épousé la cause palestinienne, défendant avec un courage exemplaire ses militants et incarnent l'espoir, embryonnaire certes, de voir se développer une lutte qui ne sera plus fratricide mais bien fraternelle. Ces frères de combat — l'avocate Felicia Langer, le maire de Nazareth Toufiq Zayad, les professeurs Joseph Al-Gazy et Israël Shahak — avaient été écartés du colloque par un communiqué dont « l'odeur de pétrole » avait écœuré Abdul Jawad Saleh, membre du Comité exécutif de l'OLP, qui le déclara publiquement en l'auditoire P.E. Janson de l'ULB. En complément du colloque, une assemblée pour les droits de l'homme palestinien avait d'ailleurs été organisée avec les démocrates israéliens (dont trois sont membres du PC israélien) et les maires expulsés de Hébron et Halhoul. Avec l'appui de Naïm Khader. En réparation des actes dictés par le fanatisme imbécile.

L'ouvrage consacré au colloque.

mériterait aussi un complément. Dans la prochaine édition peut-être ?

## Jean-Louis TILLEMANS.

(1) La fondation Naïm Khader a été créée le 29 septembre 1981. Son objet : faire connaître la cause pour laquelle Naïm a donné sa vie, celle de la justice à rendre à son peuple, sans laquelle il est vain d'espérer d'établir une paix durable au Proche-Orient et, d'autre part, soutenir toutes actions de solidarité avec le peuple palestinien dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la santé. Elle a son siège rue du Conseil 39, 1050 Bruxelles - Compte n° 001-1319038-12.

(2) Aux Editions Vie Ouvrière - 350 F.

(3) Notamment celui du PCB pour la soirée d'hommage du 22 juin. La presse communiste est également absente de la revue de presse publiée dans l'ouvrage.

## L'ART MONUMENTAL DE DUBRUNFAUT

Il y a deux titres à cet ouvrage : « Dubrunfaut, art monumental » et « La recherche de liens communs ». Ces liens communs tissés par l'artiste, loin du « bien commun » et des lieux communs, sont repérés et analysés par Hubert Juin.

Un soin exemplaire a été consacré à l'image et à la bibliographie. Le texte de Juin leur confère un impact exceptionnel. Par sa vigueur et sa rigueur, par son souffle tonique et sa simplicité, ce texte éclaire mieux qu'aucun autre la signification de l'œuvre monumentale de Dubrunfaut, en ouvre toutes les portes, en permet une approche à la fois synthétique et scrupuleuse.

Quels liens ? Avec la Cité, avec les hommes — et d'abord les hommes en lutte pour le progrès —; liens communs avec les racines historiques des hommes. Liens, souvent inhabituels, entre créateurs appelés à travailler en équipe. Liens de ces créateurs avec « l'usager ». « La vocation de l'art, note H.J., c'est de tirer lecteur et spectateur hors de la passivité. » Liens de l'art avec les techniques et leur nécessaire renouvellement. Liens entre art monumental et politique. « L'art monumental ne peut paraître et s'exprimer que dans un contexte qui lui donne permission de paraître et de s'exprimer. Il met en

question, par cela même, le pouvoir politique et économique. Qu'il se range, ensuite, du côté des travailleurs, va de soi : il est travail lui-même, essentiellement ».

Au travers de cette analyse des liens communs recherchés par Dubrunfaut, Hubert Juin brosse le portrait de l'homme. Un personnage chaleureux, généreux « solidement posé parmi les outils et les hommes », et qui regarde tout « avec clarté et dans la clarté ». Tout est saveur, tout est touffeur, tout est chaleur dans l'univers de Dubrunfaut, « un univers à hauteur d'homme ».

Hubert Juin évoque une image significative : celle de Dubrunfaut confronté à un local qu'on lui demandait de peindre. Il raconte. « L'homme, tel que je l'ai vu, entre les murs nus, était en arrêt : il écoutait une musique qui était absente. Mieux : il éprouvait ce volume creux que la musique des lignes et des couleurs pourrait, devrait, demain, arracher à l'inertie et au vide ».

Un mérite encore, parmi d'autres, du commentaire de Juin. Tout en s'attachant à l'enracinement de Dubrunfaut dans son terroir, tout en rappelant l'importance des remontées aux sources de l'artiste jusqu'aux Saints Piat et Eleuthère, héros de tapisserie en la cathédrale de Tournai, Juin montre bien que tradition n'est pas limitation. Car rien n'est jamais déterminé d'avance et chaque peinture murale, chaque tapisserie, est une aventure où de nouvelles difficultés doivent être vaincues et où doit être inventé, réinventé. S'il a recueilli l'héritage des liciers de naguère, s'il est attentif à la mémoire des peuples, Dubrunfaut est à l'écoute des nouvelles luttes et des nouvelles conquêtes de l'homme : la grève du siècle, le cri du Chili, les cosmonautes...

D'un bout à l'autre de l'œuvre, Hubert Juin discerne une évolution vers plus de dépouillement. Les reproductions — couleurs superbes, en contrepoint au noir et blanc — les documents d'archive, les photos de réfé-

rence permettent de suivre ce cheminement jamais linéaire d'Edmond Dubrunfaut, vers plus de dépouillement et un rayonnement plus intense.

Un album à offrir à ceux qui aiment ou veulent découvrir l'apport d'un contemporain, d'un camarade, à l'art monumental.

**R. L.**

480 pages, 200 reproductions couleur, 650 reproductions en noir et blanc. Préface de Michel Faré - Editeur André Derache, Bruxelles - 2.900 F.

## LA MACHINE A VIANDE EST CASSÉE, PAS LA CAMÉRA D'ANIMATION

Enfance de l'art cinématographique — un art né en Belgique — le cinéma d'animation n'est pas pour autant l'art enfantin auquel, souvent, on le limite. A la remarquable malléabilité plastique et dramatique de l'image animée, aux possibilités infinies qu'elle offre à l'imagination, s'ajoutent ses qualités de technique de communication particulièrement efficace, prisée par les enseignants et les scientifiques. Elle peut être aussi bien langage de poésie pure, que rendre perceptibles les notions les plus savantes. Un art majeur donc et aujourd'hui adulte, un art populaire aussi qui pourrait l'être davantage, d'autant qu'il nécessite des moyens moindres que le cinéma de prises de vues directes. C'est ce que veut prouver la brochure réalisée par la Confédération nationale des groupements parascolaires de l'enseignement officiel, en collaboration avec l'Association des professeurs pour la promotion de l'éducation cinématographique (\*).

Le film d'animation belge qui avait réussi à concurrencer sur le terrain européen le géant Disney lui-même, vit aujourd'hui à quelques exceptions près la vie souterraine et crépusculaire des lutins. De cent employés dans les années de gloire (entre 1960 et 1970), le studio Belvision est tombé à quatre.

Le film d'animation à la RTBF totalise une moyenne d'une heure par mois de temps d'antenne. Ce n'est pourtant pas faute de talents et de volontés, et malgré le manque de moyens, malgré certaines situations incroyables mais belges, cet art est encore loin d'être moribond sur son sol natal. Entre les jardins secrets de l'amateurisme et les empires commerciaux américains et japonais, entre les séries télébanalisées et le film artisanal réservé au public des festivals, il y a aujourd'hui pour le cinéma d'animation un créneau à tenir sur la place publique belge, celui de la recherche et de la création. Paradoxe en regard des faibles moyens alloués, cette affirmation de plusieurs contributeurs se fonde sur une exigence : aider à s'équiper, pour les rendre plus concurrentiels, les nombreux petits studios dynamiques qui vivent des commandes de producteurs divers, et stimuler la commande publique. Le marché potentiel est en effet large. Une exigence que rendent plus pressante les bouleversements entraînés dans le petit monde de l'animation par l'apparition des ordinateurs et de la vidéo (on parle même de « banques de mouvements »), même si la main du dessinateur reste irremplaçable.

Au sommaire : les différentes techniques de « l'image par image », l'histoire de l'animation belge, des interviews et témoignages de réalisateurs (Picha, Servais, Pirotte, Frydman, Peyo, le collectif Politfilm), les conditions de production en Belgique par D. Sotiaux, la S.E.P.P. (une ASBL de Dupuis), les studios Campens, l'atelier Graphoui, les « non-professionnels » avec des noms qui comptent comme Van Maelder, Vercruysse, Van Kerkhoven ou Van Gompel, l'animation en super 8 (qui se porte super bien car très peu coûteuse), le cinéma d'animation dans les activités éducatives, les écoles (trop rares) où apprendre l'animation, les associations de promotion du film d'animation, les magazines de l'animation. Bref, si « la machine à viande est cassée » (c'est le titre d'un beau film de Guy Pirotte), la caméra d'animation ne

l'est pas encore. Allons donc, un bon...  
mouvement ! (\*)

**Pierre ERGO.**

(\*) « Le film d'animation en Belgique ». Dans  
toutes les bonnes librairies ou contre versement de  
150 F au compte 001-0400834-09 de la CNGPEO  
(étranger : 200 FB franco de port). Renseigne-  
ments : Philippe Moins, CNGPEO, rue du Méridi-  
en 17, 1030 Bruxelles (tél. 02/219.65.30).



**les  
Bons d'épargne  
CGER   
ça rapporte!**

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

# contradictions

Vient de paraître

**Manuel CASTELLS**

## **La ville, la démocratie, le socialisme**

Traduit de l'espagnol par

**Daniel FASTENAKEL et Bernard HENGCHEN**

### Le livre

**La Ville, la Démocratie, le Socialisme** est un livre étroitement lié à la pratique sociale et politique en Espagne durant la période de transition du franquisme à la démocratie. Les associations multiples qui ont composé le mouvement citoyen espagnol ont en effet constitué, dans les dernières années de la dictature, les seuls lieux d'expression, certes illégaux mais non pas clandestins, d'une large opposition démocratique à un régime caractérisé par la corruption et le manque de liberté.

Ecrit sur le vif, à la demande des associations de quartier madrilènes, pour stimuler et éclairer le débat politique sur les nouvelles formes de la naissante démocratie espagnole, ce texte décrit et analyse le rôle essentiel du mouvement citoyen dans la construction concrète d'une alternative politique de gauche. Mais l'auteur va plus loin que la simple analyse d'un mouvement, aussi riche et diversifié qu'il soit, c'est dans l'articulation complexe et contradictoire entre partis politiques et mouvements sociaux, c'est-à-dire au cœur même d'un nouveau rapport entre l'Etat et la Société civile, qu'il nous entraîne...

192 pp., 350 FB, 50 FF.

### L'auteur

**Manuel CASTELLS**, né en Espagne en 1942, est depuis 1979, professeur titulaire de planification urbaine et régionale à l'Université de Californie (Berkeley). Auparavant, il a enseigné pendant neuf ans la sociologie à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (Paris). Il a également enseigné au Chili, au Mexique, au Québec et dans différentes universités américaines.

ADMINISTRATION-DIFFUSION : Bd. du Souverain, 140 - Bte 68  
1170 Bruxelles (02) 660.65.98

COMPTE BANCAIRE : en Belgique : N° 001-071001-10 de  
CONTRADICTIONS a.s.b.l.

**Les « Cahiers marxistes » sont déposés dans les librairies suivantes :**

**DU MONDE ENTIER**

rue du Midi 162  
1000 Bruxelles

**CERCLE D'ÉDUCATION  
POPULAIRE**

rue des Deux Églises 128  
1040 Bruxelles

**LIBRAIRIE QUOTIDIENNE**

chaussée d'Ixelles 331  
1050 Bruxelles

**LA RABOUILLEUSE**

chaussée d'Ixelles 221  
1050 Bruxelles

**PRESSES UNIVERSITAIRES  
DE BRUXELLES**

av. Paul Héger 42  
1050 Bruxelles

**F.N.A.C.**

rue des Cendres 16  
1000 Bruxelles

**LE LIVRE ROUGE**

av. Jean Volders 41  
1060 Bruxelles

**LIBRAIRIE CORMAN**

rue Ravenstein 28-30  
1000 Bruxelles

**LIBRAIRIE LEFÈBVRE**

rue des Colonies 7-9  
1000 Bruxelles

**MACONDO**

Galerie Bortier 8-10  
1000 Bruxelles

**LIBRIS - 44**

Passage 44 (bd. Botanique)  
1000 Bruxelles

**LIBRAIRIE  
DE LA COMMUNE**

rue des Grands Carmes 9  
1000 Bruxelles

**LIBRAIRIE L'AUTRE RIVE**

rue Sœur de Hasque 11  
4000 Liège

**LIBRAIRIE BIBLIO**

rue de la Régence 53  
4000 Liège

**KRITAK**

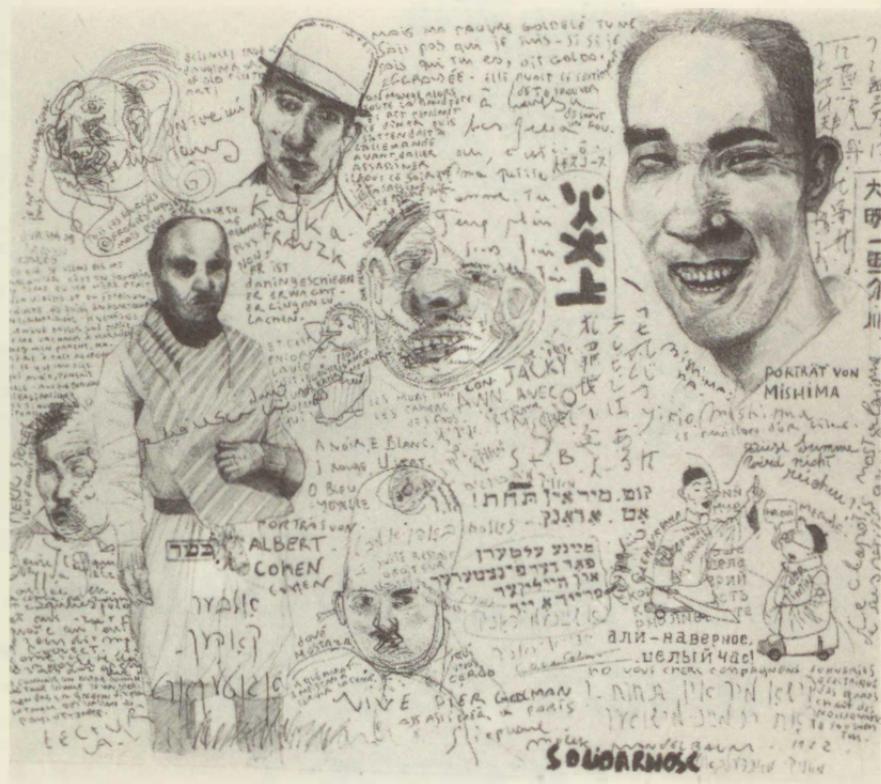
Vesaliusstraat 1  
3000 Leuven

**LIBRAIRIE DÉRIVE**

rue Sous le Château 46  
5200 Huy

**CLUB ACHILLE CHAVÉE**

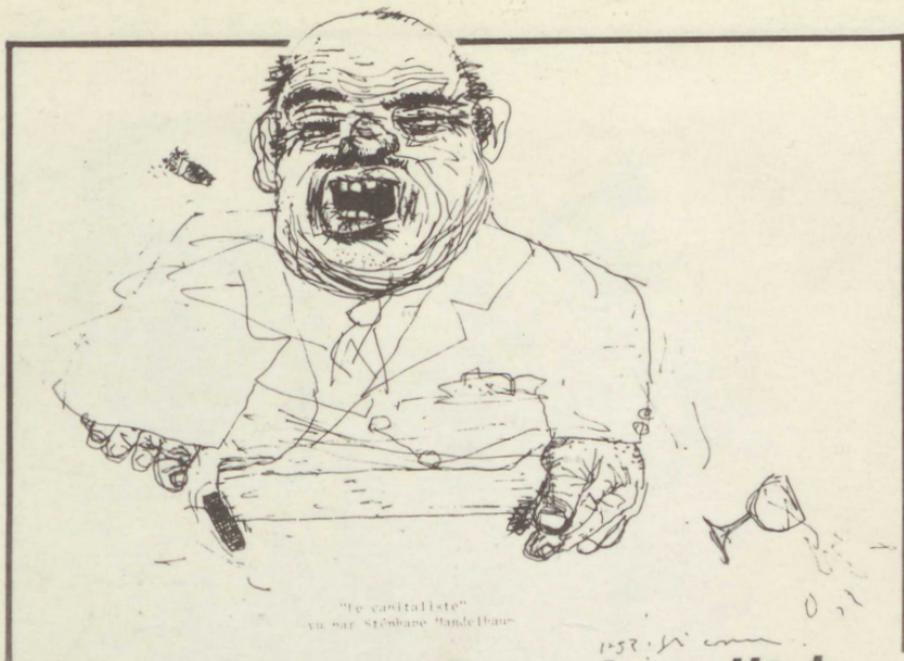
rue du Temple 25  
7100 La Louvière



## STEPHANE MALEK MANDELBAUM

Stéphane Malek Mandelbaum est né en 1961 de père juif poivrais et de mère juive russe. Des études à l'Académie de Charleroi en 1973-74, à l'Académie de Mons en 1974-75, à l'Académie de Boitsfort et à l'Ecole d'art d'Uccle de 1975 à 1980. Des expositions : au « Chat écarlate » à Bruxelles en 1970; « Neuf peintres juifs » au Cercle Ben Gourion à Bruxelles en 1981; à la Galerie Hugo Goderijis à Veurne en 1981; des dessins dans diverses collections privées et à la Galerie « Images » à l'Ile-Saint-Louis (Paris). Lauréat du prix « Traits, couleurs, volumes » du Crédit communal de Belgique. Le 12 mai prochain, il sera de l'exposition du « Nouveau mouvement réaliste » (avec Jean Goldmann, Roger Somville et bien d'autres) à la Galerie « Rencontres » à Bruxelles. Et d'autres projets, dont une expo à Paris. Rien de très « académique » comme on peut le voir, dans les dessins de Stéphane qui a réalisé notamment des portraits de prostituées à Pigalle et placarde ses graffiti en deux dimensions et quatre vérités sur les murs de l'indifférence afin qu'on ne puisse dire : avec le tank, va, tout s'en va...

P. E.



# Alors il paraît qu'on lit les « Cahiers marxistes » ?! Licencié !

L'abonnement annuel (10 livraisons) : 600 F  
L'abonnement « jeunes » (moins de 25 ans) : 300 F  
Etranger : 700 F  
Soutien : ..... F.

ADRESSE : 40, rue des Foulons, 1000 Bruxelles  
Téléphone : (02)512.07.04  
CCP 000-0188745-80 de la Fondation J. Jacquemotte.

Auteur-éditeur responsable et correspondance :  
Rosine Lewin/rédacteur en chef  
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

70 F